Vol. 4 • No. 4 • Du 11 au 17 Août 2010 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

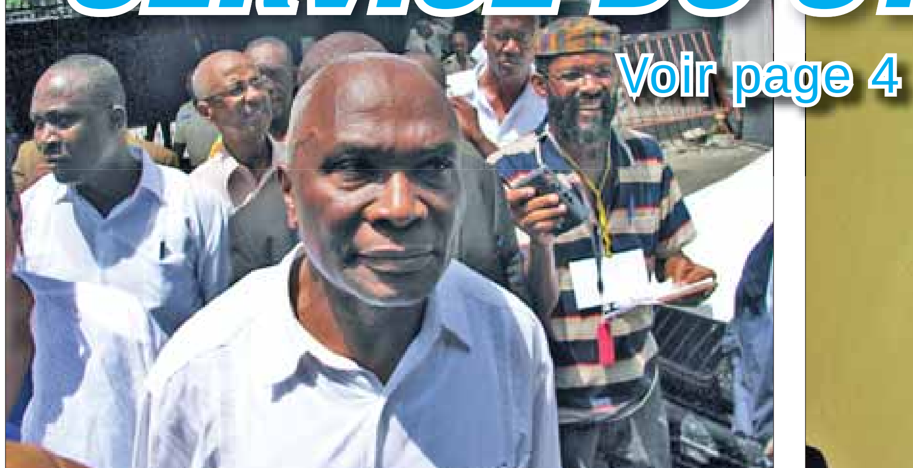


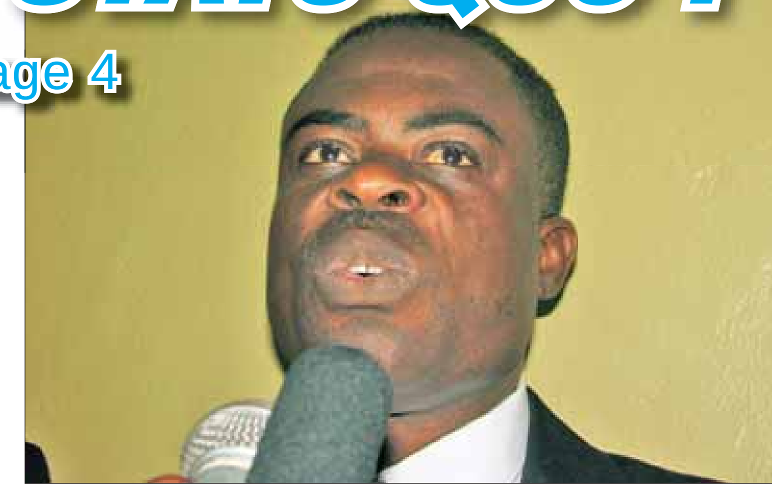




DES MARIONNETTES AU SERVICE DU STATU QUO !

Voir page 4





Ces politiciens, laquais et opportunistes ne peuvent jamais contribuer à un changement fondamental dans les structures pourries actuelles du pays, **ci-dessus **de gauche à droite : Lesly Voltaire et Wyclef Jean, ci-dessous Jacques Edouard Alexis et Lavarice Gaudin



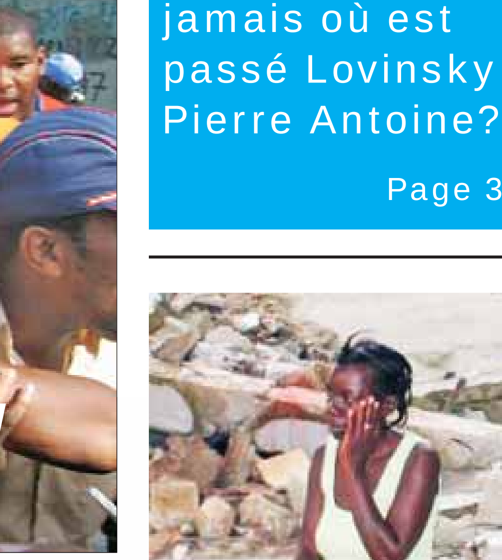
SEPT MOIS APRÈS LE SÉISME

Voir page 3

Nous ne pouvons continuer à survivre sous le soleil et sous la pluie. Nous sommes fatigués de vivre dans des conditions infra-humaines, dans la boue, dans la charogne

Saura-t-on jamais où est passé Lovinsky Pierre Antoine?

Page 3



La trahison des promesses faites à Haïti

Page 7





¡Feliz cumpleaños, compañero Fidel!

Page 10



Afrique du Sud: les fonctionnaires manifestent pour de meilleurs salaires

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Notre position sur la conjoncture politique

Par Berthony Dupont

La Communauté Internationale, pour empêcher au peuple haïtien de célébrer le Bicentenaire de son indépendance, avait déclenché une vaste campagne de propagande médiatique contre le gouvernement d'alors et cette propagande s'était soldée non seulement par le débarquement d'un groupe de mercenaires, venant de la République voisine, sous le contrôle de la CIA, mais également coiffée par un coup d'état brutal, honteux et sanglant. Et depuis, la France, les Etats-Unis et le Canada sous couverture des Nations Unies occupent le pays.

Cette occupation en dit long sur les incertitudes qui hypothèquent l'avenir du pays. Ainsi juste après le tremblement de terre nous avons eu droit à une aide humanitaire de la Communauté internationale qui s'est avérée être plus une parade qu'un engagement financier réel surtout de la part du chef de file des pays impérialistes en l'occurrence les Etats-Unis. Aide assortie d'une promesse de reconstruction qui se fait cruellement attendre. En réalité deux démarches qui ne font que renforcer l'occupation militaire. Pour bien en montrer le caractère hypothéquant, nous n'avons qu'à bien analyser le rôle de Bill Clinton rejoint par-dessus le marché par son compère George Bush dans le cadre des activités liées au Fonds Clinton-Bush Haïti (CBHF), créé sur les conseils du président Obama et dont on n'a encore vu pas même un centime.

Par ailleurs, sans consulter le peuple haïtien, les pays impérialistes ont décidé qu'il y aura des élections. Ce n'est pas du fait qu'ils veulent vraiment en finir avec Préval comme le recommandent certains groupes de pression. Non, loin de là, au contraire, puisqu'auparavant ils voulaient le garder. C'est d'ailleurs pour cela qu'on lui avait fait prolonger son mandat jusqu'en Mai 2011, et après cela on verrait bien avec l'application de la loi des 18 mois pour la Commission intérimaire. Mais comme il fallait montrer et démontrer qu'ils sont en train d'établir une démocratie quelconque dans le pays, ils ont finalement fixé la date du 28 novembre 2010 pour la tenue des élections, leurs élections.

De fortes sommes ont été débloquées pour la circonstance, pendant que, les victimes du séisme sont toujours logées sous de frêles tentes de toile peu ou pas résistantes aux fortes averses voire à d'éventuelles bourrasques cycloniques. Au cours d'une visite à Jacmel, cette situation catastrophique a terriblement frappé l'ambassadeur Vénézuélien en Haiti Mr. Pedro Antonio Camino Gonzalez, ce qui l'obligea à déclarer: *« c'est avec beaucoup d'indignation que je constate les conditions de vie infrahumaines des sinistrés du Parc Pinchinat six mois après le séisme du 12 janvier »*.

Dans ce contexte, nous, du journal Haiti Liberté, nous disons que nous ne sommes pas a priori contre des élections en général, mais force est de constater que pour briser la résistance des classes dominées, tous les moyens de coercition des pays impérialistes ont été mis en branle dans le pays. Et la situation présente pourrait conduire à une éventuelle période de désordres entretenus, menant à une accentuation des tendances en germination sous ce régime en décomposition : une sorte de recrudescence de la violence.

L'heure n'est absolument plus aux demi-mesures et aux positions frileuses. Aussi dans le cadre de ces élections qui s'annoncent déjà frauduleuses, nous avons choisi de prendre nos responsabilités en fixant nettement notre position sur la conjoncture et en faisant savoir au peuple haïtien que cette clique au pouvoir n'a aucune légitimité, encore moins de moralité pour organiser des élections crédibles. D'autant plus que des élections honnêtes ne sont pas possibles dans un pays sous occupation militaire d'une force étrangère. C'est la volonté de l'occupant en fait qui triomphera. C'est dans ce contexte qu'il a choisi de ternir le visage du pays en recourant à des élections truquées. Déjà le profil des candidats qu'on a laissés s'inscrire indique clairement à quelle mascarade d'élections nous aurons droit.

Les campagnes électorales ne sont pas encore entamées, que des candidats sans vergogne commencent déjà à utiliser la misère du peuple comme slogan électoral, évoquant particulièrement les conditions dans lesquelles vivent les sans-abri. En ce sens, il ne faut pas que la population aille danser à cette bamboche électorale car ses vraies revendications, les nôtres aussi, ne sont pas dans leur projet.

Ces élections sont une grande menace pour le pays. Seul Préval sera le grand gagnant. S'il y a élection: Préval sera premier ministre. Pas d'élection: il reste tout simplement au pouvoir. Et la dissolution du Conseil électoral Provisoire ne lui sera encore que plus bénéfique.

A ce stade, nous ne nous associerons à aucun GNBiste, nous ne prendrons langue avec aucun parti politique n'ayant problème à ce que ce soit l'ambassade américaine qui décide du sort du pays. Nous faisons ainsi allusion à tous les "*sousou*" qui sont allés se plaindre aux représentants de l'empire, l'ambassadeur Kenneth Merten et Cheryl Mills, chef du cabinet de Hillary Clinton lors de la réunion du jeudi 5 août dernier. Il n'existe aucune différence entre ces sans-pudeur et Préval, il n'existe aucune divergence entr'eux. Ils sont simplement en compétition pour faire croire à l'occupant qu'ils sont les uns plus fidèles, plus sincères que les autres.

Nous le répétons : ces élections n'apporteront pas de solutions aux problèmes atroces qu'endure le pays. Au contraire, elles ne feront qu'empirer la situation. De ce fait, nous d'Haiti Liberté, nous n'appuierons aucun candidat lors de ces élections-bidon, ces fausses élections qu'organise l'impérialisme dans le but de déstabiliser davantage le pays et de se donner bonne conscience. De plus, nous demandons à tous les membres du journal de respecter cette position. Nous tenons aussi à souligner le fait que même quand nous sommes hostiles à ces élections-attrape-nigaud, nous ne participerons non plus à aucun mouvement de provocation. Nous sommes un journal progressiste menant une bataille idéologique contre les différentes classes dominantes et les puissances impérialistes.

L'urgence, pour nous autres, est de donner au peuple « la paix d'esprit et la paix au ventre », la tranquillité mentale et un allermieux matériel, après nous parlerons d'élections.

Notre rôle est de continuer à accompagner le peuple dans sa lutte pour la libération et pour un changement total.

A bas les élections-sélections!
A bas l'occupation du pays !
Vive un mouvement populaire organisé !
Pour une Haiti libre et indépendante !

Visite de Georges Bush en Haïti



George W. Bush en Haiti

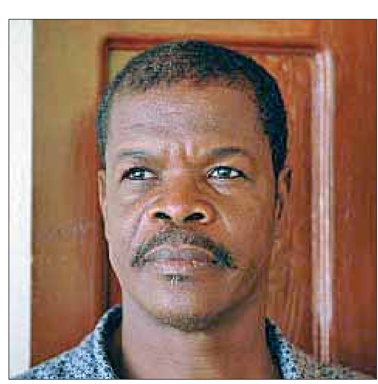
L'ancien président américain George W. Bush a passé ce mardi quelques heures dans le pays. Sans doute, il était venu évaluer les travaux dans le cadre de l'avancement du processus de reconstruction. Il a fait savoir que « *Je suis venu voir afin d'aller dire aux contributeurs du fonds que l'argent qu'ils ont donné a été bien utilisé* ».

Au cours de cette visite, il a rencontré ses subalternes au pouvoir en Haiti et de plus les raisons essentielles de sa visite étaient de superviser ses affaires financées par le Fond Clinton Bush pour Haïti. Pendant que la population ne sait à quel saint se vouer, Bush n'a pas trouvé autre chose à dire que : *« Des progrès ont été réalisés, mais il reste beaucoup à faire »*

Saura-t-on jamais où est passé Lovinsky Pierre Antoine ?

Le 12 août 2007, Lovinsky Pierre-Antoine dirigeant de l'organisation 30 septembre, revenait d'un séjour en province. Il laissa précipitamment son domicile après avoir reçu un appel téléphonique lui fixant un rendez-vous. Depuis, il n'a plus été revu. La disparition a été rapportée à toutes les instances concernées du pays : des bureaux de la Présidence à la Police Nationale d'Haïti en passant par la Primature, le Parlement et le Ministère de la Justice. Les proches de Pierre-Antoine n'oublièrent pas de mettre au courant deux organisations supposées concernées par les droits humains, l'ONU et l'OEA. Un an plus tard, soit le 12 août 2008, il n'y a eu aucune enquête de faite, aucune tentative de mener une enquête, voire de disposer d'informations utiles, satisfaisantes à fournir à la famille de Lovinsky Pierre-Antoine.

Ce jeudi 12 août 2010, sauf miracle, Mme Michèle Pierre-Antoine, ses deux garçons et la famille du disparu resteront encore sans nouvelles de Lovinsky. Il y a eu pourtant des pistes et des indices qui auraient pu être exploités à des fins d'enquête, ainsi les empreintes digitales trouvées dans le véhicule utilisé par Pierre-Antoine. Mais à toute règle il y a exception. En effet dans le cas de Lovinsky Pierre-Antoine, la Police nationale n'a même pas pu se targuer de dire que «l'enquête se poursuit», n'ayant jamais pu dire qu'elle avait même commencé.



Lovinsky Pierre Antoine, disparu depuis 3 ans

Le plus tragique, c'est le mutisme de la pierre, persistant, contre lequel se sont brisées la douleur et l'agonie mentale d'une épouse meurtrie et de deux adolescents psychologiquement broyés par la disparition sans explication de leur père. Il faut croire que Lovinsky faisait peur, politiquement, à bien des gens qui pouvaient avoir pris ombrage de sa verticalité, de «sa militance, son sérieux, son respect de la parole donnée, son esprit d'équipe, et surtout son amour pour Haïti», pour reprendre les mots justes de son épouse, sans oublier que dans un contexte électoral éventuel, il pouvait être un «rival dangereux».

Haïti Liberté n'a pas oublié cette disparition qui enlève encore le sommeil. Les membres du journal s'associent à la douleur encore vive des proches de ce patriote progressiste, authentique défenseur des droits humains et de la cause du peuple pour leur dire qu'eux non plus ils n'ont pas oublié leur cher Lovinsky. Les ravisseurs courent encore les rues, à Port-au-Prince ou à l'extérieur. C'est sûr. Saura-t-on jamais où est passé Lovinsky Pierre Antoine ?

Haïti Liberté

Six pêcheurs haïtiens arrêtés en Dominicanie

La semaine dernière, dans l'île de Beata, près de la province de Pedernal, en République Dominicaine, six compatriotes haïtiens, équipés de deux bateaux, se livrant à des activités de pêches illégales dans les eaux territoriales dominicaines, ont été appréhendés par le ministère dominicain, chargé de la surveillance côtière. Selon ce qu'a indiqué l'agence militaire de la marine dominicaine, les deux navires de pêche haïtiens ont été remis aux autorités du ministère dominicain de l'environnement et des ressources naturelles.

Naissance de deux bébés siamois à Jérémie

Le lundi 9 août dernier, à Léon, 1re section communale de Jérémie (Grande Anse), deux bébés siamois nés avec deux têtes, 4 pieds et un seul abdomen sont venus au monde après l'accouchement de leur mère porteuse, Roselène Clermont, 47 ans. Les deux bébés et leur mère qui se trouvent dans un hôpital dans la ville de Jérémie sont sous la stricte observation des médecins, ces derniers, n'ont, jusqu'à présent, donné aucune explication sur cet événement à caractère insolite dans la ville de Jérémie. L'état de santé de la mère et ses deux enfants est jusqu'à présent stable. Roselène Clermont qui a déjà mis au monde plusieurs enfants, n'avait eu aucun signe avertisseur avant cette dernière couche.

La périphérie de Port-Au-Prince prise en otage par les bandits

Dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 août dernier, à Fermathe 53, sur les hauteurs de Pétion-Ville, une résidence a été attaquée par des voyous armés. Les occupants du domicile ont été malmenés par les voleurs qui ont cambriolé la maison et kidnappé une fillette de 4 ans. Dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 août dernier, sur la Route Frère, Pétion-Ville, quatre personnes dont deux hommes et deux femmes, ont été trouvés criblés de balles. Selon le témoignage de quelques riverains qui ont suivi la scène, ces deux couples qui se trouvaient à bord d'un véhicule ont été tout juste pris dans un embuscade sur la Route Frère, par des voleurs. Les deux hommes avaient laissé le véhicule pour s'acheter des cigarettes, quand ils ont été attaqués par des bandits armés, tandis que les deux jeunes femmes ont été prises en otage dans la voiture. Ils ont été tous les quatre criblés de balles par les coupe-jarrets.

Sept mois après le séisme : Les déplacés s'engagent dans la mobilisation !

Par Hervé Jean Michel

L'Initiative pour la Résistance contre l'Expulsion des Déplacés Internes, une Organisation dont la mission est de défendre les droits des victimes-déplacés du séisme du 12 janvier 2010, plus précisément ceux qui vivent dans des camps de fortune à travers le département de l'Ouest, a présenté une conférence de presse, le mardi 10 août 2010.

C'est au siège du Bureau des Avocats Internationaux (BAI), que cette conférence de presse, qui a reçu une très large couverture médiatique, a été tenue. David Bazile, représentant du camp Barbancourt II, affilié à l'Initiative, a dégagé les objectifs fondamentaux poursuivis : la dénonciation publique des menaces qui pèsent sur les sinistrés-déplacés, vivant dans des abris, par la même occasion l'exigence faite à l'Etat haïtien, par le biais du gouvernement Préval/Bellerive, d'appliquer scrupuleusement la constitution de 1987, dans ses prescrits du respect fondamental des droits des citoyens, particulièrement ceux qui vivent dans des conditions précaires, dans des abris provisoires, après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010.*« Nous inaugurons cette conférence pour dire clairement, que les victimes de la catastrophe du 12 janvier, sept mois après, continuent à être victimes des abus des autorités de l'Etat, de l'Eglise et des grands Nègres qui se sont accaparés des richesses et des biens du pays, tandis que les déplacés continuent à vivre dans de mauvaises conditions, pires que celles des bêtes. Nous sommes révoltés, quand nous constatons comment le gouvernement du pays maltraite, méprise les citoyens, victimes de la catastrophe du 12 janvier 2010. Entre-temps, il dilapide des fonds constitués par des taxes des contribuables et par des emprunts. Dans cet océan de corruption, c'est le peuple qui en fait les frais »*

Remuant la plaie du doigt, David Bazile, a dénoncé les flagrantes violations des droits des personnes déplacées, droits que les Nations Unies consacrent dans le respect des principes protecteurs des personnes réfugiées. Malheureusement, des pasteurs, des religieuses, au lieu de compatir à la misère de ces victimes, s'arment contr'elles, c'est-à-dire, les forçant à déguerpir. Du nombre de ces bourreaux, des agents de mairies utilisent des bandits pour exercer des pressions et des menaces, forçant ainsi les déplacés à abandonner le terrain. Davil Bazile a introduit dans la mêlée ces juges de paix soudoyés et ces policiers, marionnettes des riches, prompts à faire le sale boulot.

Dénonçant l'injustice et l'hypocrisie de la société haïtienne, l'intervenant a conclu : *« Nous savons clairement dans cette démocratie bourgeoise, dans ce système capitaliste, que la loi ne peut être appliquée quand elle est en faveur des plus faibles, des malheureux et des malheureuses. La loi est faite pour les Bourgeois, pour ceux qui peuvent acheter la justice. Ainsi, nous pouvons considérer ces exemples : Place Boyer et Place Saint-Pierre (Pétion Ville), Côtes Plage 16 (Carrefour) chez les sœurs salésiennes, après que des bandits eurent menacé les dirigeants de l'Organisation des Victimes du Séisme du 12 janvier (OVS), le jeudi 5 août ils ont détruit les tentes et les bureaux du Comité. »*

Pour sa part, Renel Sanon, de l'Organisation Force pour la Réflexion et l'Action pour la Reconstruction de Maisons, toujours inscrite au sein de l'Initiative, a lancé un appel à la mobilisation, afin que : a) l'Etat haïtien puisse doter la population de logements sociaux. b) que les comités conséquents continuent à travailler pour la défense des intérêts et des droits de la population qui vit dans des camps. c) que la résistance se poursuive face aux menaces et à l'expulsion. d) que les autres groupes, organisations et institutions conséquentes, brandissent les problèmes de logements des déplacés, comme revendication fondamentale des masses populaires haïtiennes d'aujourd'hui.

Agitant l'article 22 de la constitution de 1987, Renel Sanon, a rappelé au gouvernement Préval/Bellerive les prescrits de cedit article : *« L'Etat reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent,* à *l'éducation,* à l'alimentation *et* à *la sécurité sociale »*. Utilisant la constitution comme guide, Renel Sanon, enchaîne dans les propos qui suivent : *« Le gouvernement doit prendre toutes les dispositions pour empêcher l'expulsion des déplacés. Qu'une demande formelle empêche les expulseurs de poursuivre dans cette voie. Prendre des mesures pour que les terres de l'Etat accaparées par les grands Nègres, restées vacantes, soient utilisées pour la construction de confortables maisons au profit des déplacés »*.

Ce sont des taches constitutionnelles que devrait accomplir ce gouvernement élu par le peuple,

Suite à la page (15)

Haïti élections :
Des marionnettes au service du statu quo !

Par Hervé Jean Michel

Au milieu d'un cortège de souffrances, de misères, de revendications, de protestations, de contestations dans une Haïti agenouillée et gémissante, trente-quatre (34) candidats se sont faits inscrire, se portant ainsi candidats à la présidence pour les prétendues élections de novembre 2010. Le conseil Electoral Provisoire (CEP), sous la férule de Gaillot Dorsainvil, a bouclé ses opérations d'inscriptions le dimanche 8 août à zéro (0) heure.

Pour les conseillers électoraux et leurs suppôts, cette opération d'envergure annonce d'autres ; ce qui pourrait signifier que le processus se déroulerait sans discontinuité, sans arrêt spectaculaire.

Voyons quelques candidatures : si elles ne sont pas forcément spectaculaires, du moins elles poussent au rire ou à la honte dans ce pays où tout est fait pour insulter, humilier, décourager et anéantir. De Michel Martelly, alias Sweet Micky, en passant par le hip-hop, Wyclef Jean, pour terminer avec ces inconnus, ces éternels réactionnaires, partisans du statu quo et du traditionnalisme, la recette est amère, salée, indigeste et diarrhéique. Ces candidats qui n'ont rien d'autres à offrir que leur impudicité, leur ridicule et leur incompétence, sont des clowns pré-fabriqués, fabriqués, projetés dans cet espace politique pour jouer le jeu dangereux de l'irresponsabilisation d'un peuple considéré comme produit raffiné de la barbarie, avorton d'un système social indigne.

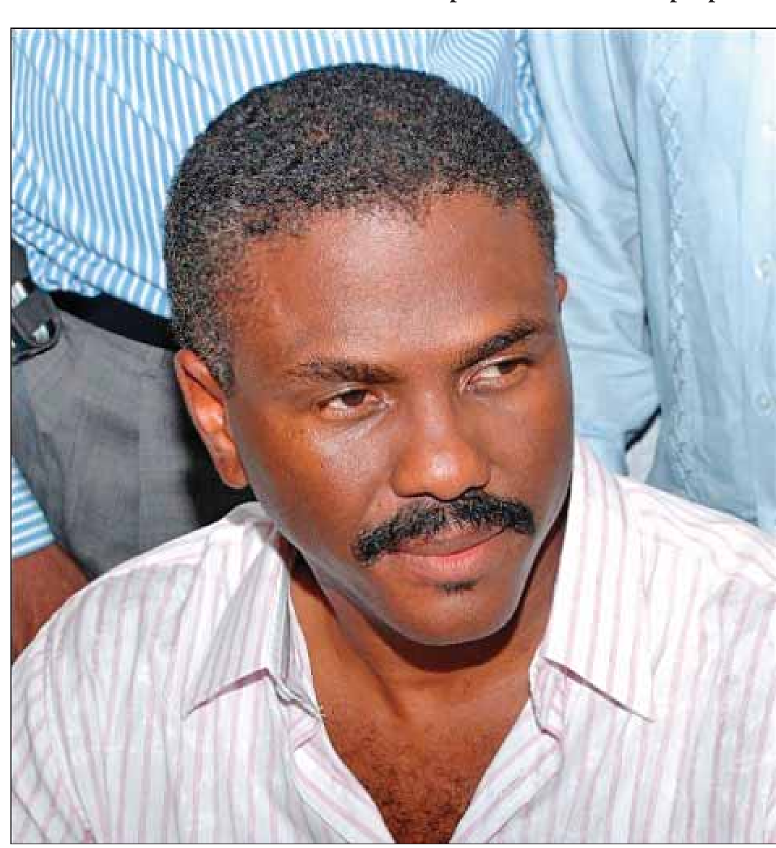
Point n'est besoin de questionner la profondeur de ces candidats, dans la mesure où, même dans cette tragique situation de confusion dans laquelle ce peuple est englué, il s'agit encore et toujours d'enfoncer le clou dans la plaie pour le maintenir dans les ténèbres de l'ignorance, perpétuant ainsi les structures closes d'exploitation, de domination et d'aliénation.

En effet, quand on parle d'élections, surtout aujourd'hui dans ce contexte de totale exclusion, pas une chance sur cent que les joutes soient démocratiques. Les politiciens ou les apprentis-politiciens, s'ils pouvaient encore cultiver quelque honte, devraient être prudents et patients. Malheureusement, une telle attitude ne saurait être l'apanage d'opportunistes qui croient qu'en rivalisant de bassesse, de flatterie, de lâcheté, d'indignité, ils finiront peut être par avoir la faveur de César. Quand on regarde ces trente-quatre (34) candidats qui se sont engouffrés dans les bureaux d'inscriptions du CEP de Gaillot Dorsainvil, ce CEP qui a fait ses preuves et qui a démontré ce dont il est capable au cours des sénatoriales partielles d'exclusion, des 21 avril et 19 juin 2009, on comprendra que politiciens, laquais et opportunistes ne peuvent jamais contribuer à un changement fondamental dans les structures pourries actuelles du pays.

Dans ces prétendues élections, semblables à des préparatifs de funérailles, jamais ils ne se doutent que leur apport pourra contribuer à leur propre mort et à celle du pays. Il s'agit de tenter sa chance, tout comme il faut tenter le diable quand on veut gagner à la borlette. Le cas de l'ex-premier ministre, Yvon Neptune, un homme qui a eu la faveur du président Aristide, est un cas clinique, qu'il importe d'étudier à la loupe de la psychanalyse. Partant de rien du tout, il a été porté au pouvoir : sénateur de la République, président de l'Assemblé nationale, Premier ministre, pour sombrer dans la dégringolade de la trahison du 29 février 2004. Neptune a collaboré avec l'occupant, légitimé le coup d'Etat et a eu son compte avec les putschistes qui l'ont humilié, torturé et réduit à néant. C'est ce même Neptune, inféodé, laquais de l'impérialisme qui, aujourd'hui, se porte candidat à la présidence. C'est ce même Neptune qui, sans nul doute, exigera des Lavalassiens, qu'ils aillent l'honorer de leurs bulletins de vote.



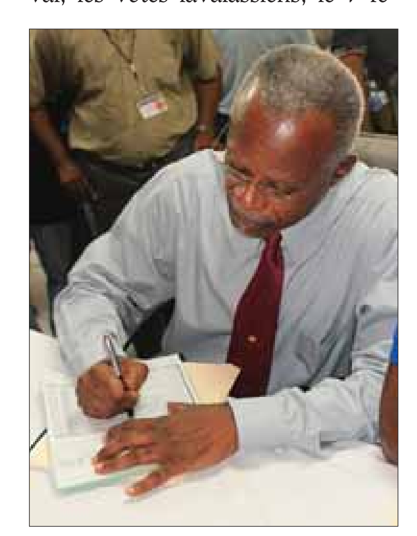
Wyclef Jean et Michel Martelly, ces candidats sont des clowns pré-fabriqués, fabriqués, projetés dans cet espace politique pour jouer le jeu dangereux de l'irresponsabilisation d'un peuple considéré comme produit raffiné de la barbarie



Le candidat de l'Inite Jude Célestin

Quel malheur ! Un autre candidat, Jacques Edouard Alexis, le trop zélé Premier ministre de Préval, après son retentissant échec et sa débandade néolibérale qui a abouti à son éjection par le Sénat, croyait encore en la fidélité d'un Préval pour le porter au pouvoir.

Malgré le camouflet du parti présidentiel, INITE, qui lui a préféré, Jude Célestin, ce directeur décrié du Centre National d'Equipement (CNE), Jacques Edouard Alexis, dans sa folie et sa fureur, s'est porté candidat sous la houlette de la Mobilisation pour le Progrès d'Haïti (MPH), une modeste formation politique dirigée Par Sami Mourra. L'ex-Premier ministre de Préval, pense pourvoir s'arc-bouter sur des militants de Fanmi Lavalas et l'électorat lavalassien pour s'arracher ces « élections ». Il a rapidement oublié, comment par la politique néolibérale, appliquée avec fougue, intrigue et persévérance par son gouvernement, il a contribué à appauvrir les masses populaires et comment, en Avril 2008, l'émeute de la faim a conduit à sa déchéance. Dans des élections sérieuses, Jacques E. Alexis, ne pourrait même pas recueillir 5% du suffrage exprimé pour s'être aliéné, lui et son complice Préval, les votes lavalassiens, le 7 février 2006.



L'ancien Premier ministre Lavalas Yvon Neptune

D'autres opportunistes, nombreux sont-ils, croient pouvoir dans ce méli-mélo électoral, arracher de prétendus votes pour se hisser à la présidence d'Haïti. Qu'ils sachent, même si ce coup passe, qu'ils ne seront jamais sélectionnés dans cette entreprise de coquins. Avec ou sans sélection, ces opportunistes ne peuvent, à l'instar de Leslie F. Manigat, entreprendre une « percée louverturienne », qui lui a permis de séjourner pendant quelques mois au palais national, grâce à l'armée d'Haïti.

Il faut que le peuple haïtien s'arrange pour se charger de ses propres revendications dans cette conjoncture qui annonce mort d'hommes. Il faut aussi que ces politiciens soient abandonnés à leur cadavre électoral, car ce peuple doit prioriser la vie, de meilleures conditions de vie, dans cet absolu abandon par un gouvernement pour lequel il a lutté, sué et souffert.

Derrière cette vaste magouille, de puissantes mains manoeuvrent. Elles ne peuvent le faire, aujourd'hui, à la dérobée, parce que condamnées à se démasquer. C'est dans ce cadre même du jeu à visière levée, que Madame Cherryl Mills, chef de cabinet de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mme Hillary Clinton, a reçu des partis et plates-formes politiques de l'opposition. Les opposants en majorité ont revendiqué la dissolution du CEP de Dorsainvil, qualifiant ces élections d'opération diabolique.



Cherryl Mills, chef de cabinet de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mme Hillary Clinton

C'est donc un refus systématique, qui a caractérisé la présence de l'opposition à cette rencontre du jeudi 5 août, à la résidence privée de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il est clair que la puissance occupante aurait du pain sur la planche, dans la mesure où l'opposition politique se donnerait du courage, de la persévérance pour pousser les revendications jusque vers les profondeurs du mal. Dresser l'acte d'accusation de la mise sous tutelle du pays, de l'occupation militaire du pays, pour le rapatriement de la souveraineté nationale.

A cette réunion avait pris part entre autres : Victor Benoît, Evans Paul, responsable de la Konvansyon Inite Demokratik et porte-parole de la Plateforme politique Alternative, l'ancien député de Pétion Ville, Steeven Benoît, membre du Collectif pour le Renouveau d'Haïti (COREH), la porte-parole et coordonnatrice de Fanmi Lavalas le Dr Maryse Narcisse.

Entre-temps, le combat se poursuit, les 5 et 6 août, des sit-in ont été tenus devant les locaux de l'ambassade des Etats-Unis et ceux de l'OEA pour dénoncer la complicité dans des élections-d'exclusion en Haïti. Par la même occasion, les protestataires ont appelé à la désolidarisation avec le CEP de Dorsainvil, en gelant le financement de la mascarade électorale.

Revendiquant des élections libres, honnêtes et inclusives, les militants de Fanmi Lavalas ont avoué qu'ils poursuivront la mobilisation jusqu'à la satisfaction des revendications. *« Comment un gouvernement et un CEP qui violent la constitution et qui exonèrent de décharge des comptables des derniers publics, peuvent-ils prétendre avoir la moralité nécessaire pour exclure Fanmi Lavalas d'une course électorale » ?* Telles étaient les conclusions des manifestants qui ont adressé les sit-in.

Malgré toutes les manœuvres politiques incluant les inscriptions des « candidats aux présidentielles », le gouvernement et le CEP se situent sur une pente descendante. Ils ont prouvé aux yeux de leurs tuteurs étrangers qu'ils ne savent pas manipuler avec ferveur les catégories magouillantes. Ils ont été pris la main dans le sac, en flagrant délit. De violations en violations, ils en ont eu pour leur compte. En conséquence, leur cas est indéfendable, même par ces commandeurs qui jurent de mettre le monde à genoux.

Si Préval persiste à maintenir le CEP d'exclusion, s'il refuse de revenir sur sa politique d'exclusion de la majorité nationale, il finira dans les poubelles de l'histoire à côté de ce CEP patatiste et indigne. Pour le bien-être d'Haïti, il faut en finir avec l'exclusion sociale, la mise sous tutelle du pays appauvri par l'exploitation radicale. Haïti doit être gouvernée en faveur de tous les Haïtiens par des hommes dignes au service de la patrie. Si le pays veut conserver des catégories électorales pour la désignation des dirigeants et le renouvellement du personnel institutionnel, tout ceci doit être fait dans le respect des lois de la constitution et des droits de tous les Haïtiens sans exclusive.

Lequel des 34 candidats-macaques est déjà dans les manches de Washington ?

Par Fanfan Latulipe

Les macaques on le sait sont des singes appartenant à l'ordre des primates. L'origine des macaques se situe en Afrique où ils ont fait leur apparition il y a environ sept millions d'années. Aujourd'hui, sur la vingtaine d'espèces de macaques, seule une vit encore sur le continent africain, il s'agit du macaque berbère. Ce que l'on sait moins c'est qu'en avril 2007, une équipe internationale de chercheurs annonçait dans la revue *Science* avoir achevé le séquençage du génome du macaque rhésus. Oh macaquante surprise ! 93 % des gènes du *macacus rhesus* sont semblables aux gènes humains. Gênant, direz-vous, mais scientifiquement avéré. Une trouvaille qui aide à expliquer bien des choses, par exemple le comportement de macaque de nombre d'humains.

Au fil des siècles et des brassages socio-génétiques, il a émergé un type de macaque bien particulier, le macaque politique ou *macacus politicus*. Il est de toutes les latitudes, de tous les milieux sociaux, de toutes les strates sociales. L'une de ses grandes caractéristiques c'est de n'avoir pas froid à l'œil et peu lui chaut de se servir du mensonge comme arme favorite de persuasion. Plus il ment plus il pense pouvoir convaincre, même les plus durs d'oreille.

Une autre caractéristique du macacus politicus c'est de vous prendre pour un imbécile espérant pouvoir mieux vous coffrer de promesses. Il n'a qu'à réunir un petit groupe de moutons de Panurge naïfs et crédules, leur faisant miroiter la lune qu'il transformera en un gros fromage à nourrir la population, et bien entendu la famille du mouton, pour que du même coup soit formé un parti. Même si ces moutons ne sont que sa femme ou son mari, les enfants et les proches parents. Peu importe, le parti portera un nom rassembleur, mobilisateur, regroupant, konbitant. Il s'agira de Rassemblement de démocrates, de Regroupement de nationaux, de Mouvement (démocratique bien sûr) de patriotes, de Konbit nationale (autour de la gamelle de l'Etat), de Mobilisation pour le progrès, de Plateforme pour reconstruire Haïti ou pour *refè* Ayiti. Même, par ces temps de capitalisme sauvage privatisant et mondialisant, on est bien surpris d'avoir affaire à un Parti socialiste d'Haïti. C'est ainsi que 34 macacus politicus, leaders de partis ou de particules se sont présentés pour le dépôt d'inscription



Papa macaque, manman macaque, *pitit makak*: assez pour former un parti, un Rassemblement de Démocrates Nationaux Progressistes

de leur candidature au poste suprême du pays ce samedi 7 août, conformément au calendrier électoral officiel du Conseil Électoral Provisoire (CEP).



Un petit groupe de macaques comploteurs qui veulent la peau de Préval

Une caractéristique importante du M. politicus c'est la faufilature, son audace à se faufiler pour se faire passer comme Haïtien authentique même quand il est détenteur de trois citoyennetés comme un certain sénateur d'ascendance « syrienne», ou même quand il a laissé le pays alors qu'il n'était qu'un petit *katkat* devenu depuis un gros *makou chat*, citoyen américain. On attend avec impatience les commentaires délirants de nos parlementaires sans peur et sans reproche à ce sujet et on se demande comment les médias aux ordres vont nous faire avaler la pilule de la double citoyenneté de tel macaque ou de tel autre macacus. Le CEP, caisse de résonnance du Palais national et des bureaux d'Edmond Mulet, va-t-il reprendre le camouflet infligé à Dumarsais Siméus pour l'appliquer à tel ou tel autre candidat parachuté depuis Washington ou bien en parachutance depuis la Maison Blanche ? Si les desseins du CEP sont aussi insondables que ceux de Dieu, nous sommes dans les cas, oui, *nou nan ka*.

Selon le degré de pénétrance des traits génétiques rhésus, on observe chez le M. politicus des tendances variables au tisousoutisme ainsi que des degrés variables d'échinisme, cette caractéristique biologique propre à tous les primates de plier la colonne vertébrale. Dans le cas du politicus il peut le faire à 90 degrés si nécessaire pour obtenir les faveurs nécessaires à faire avancer sa cause. Le chromosome du tisousoutisme et de l'échinisme est proche de celui du mendiantisme, autrement dit le macacus politicus ne peut réussir qu'en mendiant l'appui financier, politique et logistique du maître des lieux, en l'occurrence, de nos jours, l'occupant. De nuit ou de jour, il sait quand frapper à la porte qui lui ouvrira le chemin du déshonneur, d'une collaboration *sanpransouf* avec l'ennemi, je veux dire l'ennemi du peuple, l'ennemi de tous les peuples.

Les macacus politicus ont pour trait commun l'absence de dignité. Sans même une feuille de vigne pour cacher le *maleng* qui leur pend au bas de l'aine, ils n'ont jamais honte d'exhiber leur totale absence de pudeur et de dignité. Hier proches des masses, aujourd'hui prenant langue avec les ennemis de ces mêmes masses. Hier à couteaux tirés parce que certains macaques s'opposaient à Préval et au CEP alors que d'autres préféraient rouler des deux bords ou même rouler du seul bord présidentiel, aujourd'hui ils s'empressent de se mettre sur la ligne de départ, prêts à se lancer dans la «course» électorale. Hélas ! Trois médecins se sont alignés, de façon indigne, avec un chanteur de «jazz» connu pour ses atrocités et vulgarités de langage. Qu'importe, les dés sont jetés, le Blanc a dit à tous les blancs-becs : à vos marques, prêts? Tous les macaques ont alors vite serré les rangs, les reins, même les poings et les dents Tous les becs de fer, *bèkfè, bèk su, bèkèkè* se sont précipités avant même d'entendre: partez !

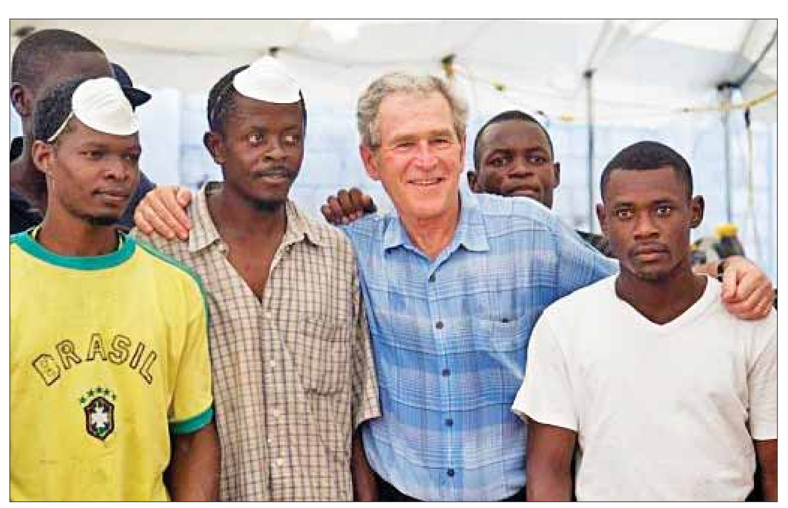
Un autre trait distinctif des macaques est leur sans-hontisme éculé. Ils n'ont pas honte de participer à des élections sous occupation, sous la houlette d'un CEP avili, décrié, discrédité, déshonoré, et dont ne voulait entendre parler aucun de ces macaqueux il y a de cela à peine une semaine. Ils n'ont pas honte de se mettre éventuellement à la traîne et aux ordres de Bill Clinton, une fois l'un d'entre eux «élu» président. Ils n'ont pas honte d'aller faire le pitre, faire le clown face à une nation à genoux, ployée sous le poids d'une détresse extrême: 1.6 million de gens vivotant dans des abris de fortune dans des conditions d'extrême précarité. Qui pis est : «*De surcroît la haine, le mépris social se développent contre cette foule de nouveaux marginaux qui sont souvent présentés comme des criminels, des "profiteurs" et sont victimes de toute sorte de discrimination et de ségrégation*» (Camille Chalmers, *Haïti 6 mois après le séisme dans l'impasse de la CIRH*, Alternatives Internationales 24 juillet 2010). Contrairement à Brutus, les 34 candidats à la présidence ne dorment pas, ils font le macaque et Haïti est dans les fers.

Selon Ashley Smith, écrivaine et militante états-unienne: «*Les camps dressés par des centaines de milliers de Haïtiens dans les heures qui ont suivi la tragédie qui a brisé leurs vies deviennent des taudis permanents* […] *La gale et d'autres infections attaquent la peau fragile des enfants couverte de cloques rouges irritantes. Les ventres sont gonflés et les cheveux virent à l'orange à cause de la malnutrition. Les vomissements et la diarrhée sont aussi courants que les mouches* […] *des familles entières qui sont empoisonnées par le monoxyde de carbone en faisant la cuisine dans leurs tentes. Dans toute la ville, la puanteur de corps en décomposition a été remplacée par la puanteur des tas d'ordures en décomposition*» (The Betrayal of Haiti, *Dissident Voice*, 2 août 2010).

On croirait que l'heure est à la priorité à donner à ces rescapés de l'enfer séismique. Non, c'est un leurre, d'autant que les macaques n'ont jamais eu l'heur de comprendre le malheur des déshérités du sort. Leur priorité ce sont des élections *tèt bòbèch* pour se faufiler le plus vite possible sous les décombres du Palais national, symbole d'un pouvoir pervers enfoui sous les gravats mais symbole au signifiant tenace, résistant *tennfas* sous quelque tente spéciale à l'épreuve de la pluie, don de l'Hexagone ou du Pentagone. L'important, l'essentiel c'est de macaquer à perdre souffle jusqu'à ce que l'ambassadeur meriken sorte de sa manche l'heureux élu, l'heureux macaque qui viendra pavoiser, *pavweze*, l'écharpe présidentielle au cou, toute honte bue, toute dignité bue.

Lequel des 34 macaques est déjà dans les manches de Washington ? On le saura bientôt. Et je parie qu'il y aura de pénibles surprises, des pleurs et des grincements de dents. Et si les zé-lections étaient renvoyées sine die ?? Avec ce vieux singe de Préval, les candidats à la présidence peuvent s'attendre à glisser sur n'importe quelle pelure de banane. Macaquera bien, qui macaquera le dernier.

Pozisyon Ayiti Libète sou sitiyasyon politik la!



Jodi a menm ansyen Prezidan Bush gen dwa ap vin paweze an Ayiti...

Koudeta 2004 la pèmèt Lafrans, Etazini ak Kanada, sou kouvèti Loni, vin pase, yon lòt fwa ankò, souvrennte peyi Ayiti anba pye yo. Pou te anpeche nou selebre kòmsadwa Bisantnè Endepandans nou, yo te konplote yon seri pwopagann jouk yo retounen okipe nou ankò.

Èd imanitè yo kouri pote aprè tranblemanntè 12 janvye 2010 la, plis swadizan rekonstriksyon yo di y ap mete anplas, vin konplemante ranfòsman okipasyon militè a pirèd. Youn nan prèv nou kapab pran pou ilistre tou sa: se Bill Clinton k ap vire tounen nan tout kwen peyi a, k ap fè deklarasyon e k ap deside sou lavni nou. Jodi a, menm ansyen Prezidan Bush gen dwa vin ap paweze nan peyi a, apre l fin destabilize l.

Pisans enperyalis yo deside fòk gen eleksyon an Ayiti. Se pa paske yo te bezwen wete Preval sou pouvwa a, Non! Okontrè, yo menm vle l rete; e poko gen anyen ki di li prale. Men kòm manda l pral fini, fòk yo bay yon aparans demokrasi. Se nan sans sa a, yo fikse 28 novanm 2010 pou eleksyon nan tout peyi a, kote anpil lajan gen tan debloke pou gaspiyaj, pandanstan viktim tranblemanntè yo ap kontinye monte yon maswife anba moso twal, tant ki pa kab menm pare solèy alevwa pou lapli. Moun yo ap viv san okenn sekou, yon sitiyasyon ki endiye anbasadè Venezuela Me Pedro Antonio Camino Gonzalez. Nan yon vizit li te fè nan kan Penchina, Jakmèl, anbasadè a fè konnen: « se avèk anpil endiyasyon m ap konstate nan ki kondisyon malsen, enfra-imen moun sinistre nan Pak Penchina yo ap viv, 6 mwa aprè katastròf 12 janvye a ».

Noumenm nan Ayiti Libète, nou pa kont eleksyon anjeneral; men jounen jodi a n ap di karebare: “Ekip ki sou pouvwa a pa gen okenn lejitimite ni moralite pou l fè eleksyon. Anplisdesa, eleksyon onèt pa posib nan yon peyi okipe. Se volonte okipan yo ki pral triyonfe. Se nan sans sa a, yo soti pou sal figi nou ak yon salte eleksyon, paske pou yomenm se sa nou merite. Deja kandida yo kite enskri yo, montre nou klè ki kalte maskarad y ap prepare pou nou”.

Sa k pi tris la, bann kandida malpouwont yo, kòmanse itilize kondisyon viktim anba tant yo pou yo fè pwopagann elektoral yo. Fòk popilasyon an konnen moun sa yo pap defann revandikasyon mas defavorize yo vre. Se woulib y ap pran sou do yo, sèvi ak soufrans yo kòm eslogan pou y al pran pouvwa.

Eleksyon sa a, se yon malè pandye sou tèt peyi a. Preval gen 2 kat lan men l: si eleksyon yo fèt, l ap pare l pou l Premye minis. Si yo pa fèt tou, l ap tou kenbe pouvwa a. Kidonk, mouvman pou kraze Konsèy Elektoral Pwovizwa a ap rann li, yon fason oubyen yon lòt, yon gwo sèvis san yo pa konnen.

Ale nan paj 18

Moun nan kan yo ap leve kanpe!

Madi 10 Dawou 2010 la, Inisyativ Rezistans kont ekspilsyon deplase entèn yo, ki te viktim anba gwo tranblemanntè 12 janvye pase a, nan konferans pou laprès yo te bay, nan Biwo Avoka Entènasyonal la (BAI) mande tout moun ki nan kan yo leve kanpe pou fòse responsab Leta ki la yo respekte dwa yo, pou goumen kont swadizan mèt tè ki vle mete yo deyò sou tè yo okipe depi lè sa a. Se plizyè òganizasyon viktim 12 janvye yo, kouwè : KOOTK, OVS, KOSEM, Imakile, Deplase, CUSLG, Kanmezyan, Babankou II, k ap resevwa presyon, menas ak eksklizyon ki mete tèt ansanm pou fè konferans pou laprès sa a e pou fè tout moun konnen diferan aktivite yo pral fè nan jou k ap vini yo.

Aktivite sa yo ap koumanse jedi 12 out la, 7 mwa aprè katastwòf la ak yon sitin/manif y ap fè devan palè nasyonal la, pou y al di yo bouke. Aktivite sa yo jwenn sipò Biwo Avoka Entènasyonal ak Fòs refleksyon ak Aksyon sou koze kay (FRAKKA).

Oganizasyon viktim 12 janvye yo, mande tout moun, tout gwoup, òganizasyon, enstitisyon, sektè popilè ak sendika konsekan pou yo pote kole ak yo nan sitin sa a pou fòse Leta respekte konstitisyon 1987 lan, reprezantan FRAKKA a, Renel Sanon te pale konsa: *"Nan gwoup Inisyativ la, nou pwofite mande :*

Pou tout moun nan kan yo leve kanpe pou fòse Leta ban nou bon jan kay pou nou rete.

Tout komite kan konsekan yo, kontinye travay pou defann enterè ak dwa popilasyon k ap viv nan kan yo.

Kontinye reziste anfas tout menas ak ekspilsyon,

Pou lòt gwoup, òganizasyon ak enstitisyon konsekan ranmase pwoblèm kay Deplase Entèn yo, kòm revandikasyon fondamantal mas popilè yo jounen jodi a.

N ap raple gouvènman manfouben, gade m nan je l ap gade m nan je a, Preval Bellerive la, atik 22 konstitisyon 1987 la di **“***Leta rekonèt dwa tout moun pou genyen bon kalte kay kòrèk, edikasyon, manje ak sekirite sosyal”. Lekòl primè gratis pou tout timoun* **(atik 32-1)** *lasante* **“atik 19”** *lwazi elatriye. Pliske nou gen dwa, konstitisyon 1987 la ban nou, konsa nou mande gouvènman an:*

Pran bonjan dispozisyon pou anpeche yo mete Deplase Entèn yo deyò nan kèlkeswa kote kan an chita nan peyi a.

Pou Leta mande fòmèlman tout moun k ap fè ekspilsyon fòse kanpe sou sa

Pran kèlkeswa tè Leta ki nan men grannèg ki rete vid, verifye tit pwopriyete yo, menm jan Papa Desalin te fè sa nan Sid peyi a.

Konstwi bon jan kay pou Deplase Entèn yo avèk espas kote moun ka viv tankou moun toutbonvre , jan atik 22 konstitisyon peyi a egzije sa fèt."



Konferans pou laprès kèk òganizasyon viktim 12 janvye kouwè KOOTK, OVS, KOSEM, Imakile, Deplase, CUSLG, Kanmezyan ak Babankou II

Bò kote reprezantan kan Babankou II yomenm a, David Bazil, te mande Leta pou pran responsabilite konstitisyon peyi a ba li: *"viktim katastwòf 12 janvye 2010 yo, 7 mwa aprè, viktim yo kontinye anba men otorite Leta, otorite legliz ak gran nèg ki ranmase tout richès ak tout byen peyi a. Alòske, Deplase Entèn yo kontinye ap viv nan move kondisyon pi mal pase bèt. Nou revòlte lè n konstate jan gouvènman peyi a ap meprize, maltrete sitwayen ki viktim katastwòf 12 janvye yo. Pandan y ap fè gagòt ak kòripsyon ak lajan taks plis lajan yo prete, pou mas pèp la remèt.*

Tout moun konnen, 7 mwa apre, nan ki kondisyon malouk, nan sitiyasyon mizè san parèy, san respè pou Dwa Moun, san respè pou prensip ak gid NasyonZini sou kesyon Deplase Entèn yo viktim 12 janvye yo kontinye ap viv. Mete sou sa, Deplase Entèn yo ap resevwa anpil presyon, menas ak ekspilsyon fòse.

Gen kote nou jwenn pastè ak mè ki deja pran tout dispozisyon yo pou mete moun yo deyò. Konsa tou, nou jwenn nan yon seri kan, se otorite lameri ki mete bandi pou fè presyon ak menas sou viktim yo. Gen lòt kote grannèg ki swadizan mèt tè ap itilize jijdepè magouyè, polisye restavèk pou fòse moun yo pran lari debra balanse. Alòske, nou konnen se pa sa ni lwa nasyonal ak lwa entènasyonal yo di sou sitiyasyon Deplase Entèn yo, lè gen gwo katastwòf. Sa montre nou aklè, nan demokrasi boujwaz, sistèm kapitalis la, lalwa pa ka aplike lè li anfavè malere ak malerèz, se kòm mkwa Lalwa fèt pou boujwa, pou moun ki kapab achte jistis. ”

Daprè anpil lòt moun k ap goumen nan peyi a, ap di ki Leta y ap mande pou pran responsabilite konstitisyon peyi a ba li ? Eske se otorite ki la yo oubyen èske se viktim 12 janvye yo nan rèv ? Paske dirijan ki la yo, ki nan gouvènman Preval/Bellerive la, k ap likide peyi a bay etranje, etranje deja fin dechire konstitisyon 1987 l, pase l anba pye yo e yo sèvi ak li lè li nan enterè yo ak klas moun y ap defann yo. Dirijan san yo deja monter se yon bann iresponsab, yon bann machann peyi, vandè patri, yon bann sousou, restavèk k ap fè konplo pou kenbe mas pèp la nan mizè, povrete, inyorans, dominasyon ak eksplwatasyon.

Dirijan sa yo pa ka fè anyen pou chanje kondisyon lavi mas yo, okontrè yo kontinye ap kreye kondisyon pou mete mas yo, nan plis mizè ak povrete. Se pou rezon sa yo, plizyè gwoup deja òganize leve kanpe pou egzije depa Rene Preval ak tout akolit machann peyi yo. Se poutèt sa, tout moun ki nan kan yo, ki nan katye popilè yo, ki nan Site Solèy, Lasalin, Sitededye, Site Letènèl elatriye, dlo ap bwote yo ale, tout nan Sentelèn, Kap-Ayisyen ak tout lòt katye popilè yo nan peyi a, pote kole nan gwo kokenn chenn mobilizasyon sanpransouf pou rive dechouke Rene Preval nan tèt peyi a epi mennen yon batay manch long pou rive mete tout fòs okipasyon yo deyò sou bout tè papa Desalin nan.

Yves Pierre-Louis



Fowòm Sosyal Jèn Aken

5-6-7 out 2010

Rezolisyon Final

Noumenm anviwon 200 jèn ki soti nan 10 seksyon kominal ak 2 katye nan komin Aken, nou te reyini, nan dat 5-6-7 out, sou envitasyon Haiti Projet Education (HPE), pou nou te diskite sou pwoblèm jèn yo nan peyi a, espesyalman nan komin Aken. Nan fowòm sa a ki te fèt sou tèm “ jeunesse, engagement citoyen et leadership”, nou mete nou dakò epi nou pran angajman pou nou:

1) Retounen nan zòn kote nou soti yo, nan katye yo, nan seksyon yo, nan gwoup nou, pou nou rankontre lòt jèn ki nan asosyasyon ak sa ki pa nan asosyasyon nan lide pou nou pataje ak yo, enfòmasyon, fòmasyon ak diskisyon ki te soti nan fowòm nan

2) Pwoteje anviwonnman an nan fè sansibilizasyon bò kote popilasyon an epi nan plante pye bwa, tout kote nou kapab, nan katye yo ak nan seksyon yo

3) Kraze baryè eksklizyon ak diskriminasyon ki chita sou zafè moun lavil ak moun andeyò a

4) Travay pou ranfòse entegrasyon ant tout jèn k ap viv nan peyi a, an patikilye nan komin nan

5) Fè pwomosyon pou agrikilti a ak pwodui lokal yo, nan kad yon agrikilti peyizàn ki chita sou valè, sou bezwen nou ak sou reyalite nou

Pou pèmèt rezolisyon sa yo ateri nan seksyon kominal yo ak nan katye yo, Asanble Fowòm Jèn Aken mete kanpe yon komite suivi ki gen ladan yon reprezantan chak seksyon kominal yo ak katye yo. Komite suivi sa a gen responsablite pou li travay ansanm ak HPE, pou ateri desizyon ki pran yo nan mitan jèn yo ak nan mitan popilasyon an anjeneral. Komite suivi a dwe ranmase pwoblèm jèn yo, epi travay ak jèn yo pou aji sou pwoblèm yo.

Aken, 7 out 2010

La trahison des promesses faites à Haïti

Par Ashley Smith*

Six mois après le tremblement de terre dévastateur qui a frappé Haïti, les promesses des gouvernements les plus puissants du monde de verser des milliards de dollars d'aide à un des états les plus pauvres et les plus faibles du monde n'ont toujours pas été tenues.

A la suite du tremblement de terre à Haïti, le 12 janvier de cette année, il y a eu un immense élan de solidarité, et des particuliers depuis les US jusqu'en Palestine et ailleurs ont donné aux ONG et aux organisations caritatives, même s'ils ne possédaient pas grand-chose pour eux-mêmes.

Fin mars, les Nations-Unies tenaient une conférence internationale pour que des donateurs financent la reconstruction d'Haïti, où des dizaines de pays avaient promis près de 100 milliards de dollars pour les prochaines années et plus de 5 milliards de dollars pour les 18 premiers mois de la reconstruction d'urgence.

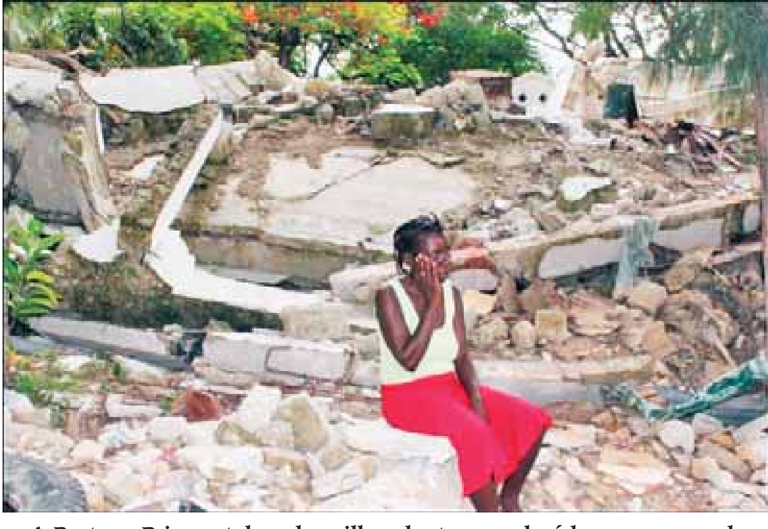
Mais la réponse des grandes puissances mondiales est inversement proportionnelle à la générosité de leurs citoyens. Les Etats-Unis, la France, le Canada et les Nations-Unies - sans parler d'une série d'organisations non-gouvernementales (ONGs) qui ont des liens avec les milieux hauts placés, n'ont pratiquement rien fait pour reloger les réfugiés. Ils n'ont pas fait enlever les gravats, a fortiori, commencé la reconstruction, et trahi leur promesse de distribuer des aides.

Au lieu de cela, le tremblement de terre d'Haïti sert de prétexte pour accélérer la mise en place d'un programme néolibéral et pour renforcer l'occupation du pays par l'ONU qui dure depuis six ans pour réprimer toute opposition.

Pendant ce temps, la situation à Haïti reste catastrophique. Le tremblement de terre a tué plus de 300.000 personnes, dont un quart environ d'agents de l'Etat. Il a détruit d'innombrables habitations, privant de toit 1,5 millions de personnes, a démoli le palais national et anéanti une majorité de bâtiments publics. Globalement la Banque Inter-Américaine de Développement estime que le tremblement de terre a causé entre 8 et 13 milliards de dollars de dégâts.

Six mois plus tard, le million et demi de personnes sans abri ne sont toujours pas relogées, luttant pour survivre dans 1300 camps de réfugiés. Curieusement, d'après certains témoignages, 232.000 personnes parmi ces sans-abri ne disposent même pas de tentes ou de bâches. Seul un quart des camps est géré soit par l'Etat soir par des ONG.

D'après le récit sinistre paru dans la Gazette de Montréal, Port-au-Prince ressemble encore à une zone de guerre … les camps dressés par des centaines de milliers d' Haïtiens dans les heures qui ont suivi la tragédie qui a brisé leurs vies deviennent des taudis permanents. Les pluies torrentielles de fin d'après-midi détrempent leurs affaires et laissent des flaques grandes comme des lacs où se reproduisent les moustiques qui répandent ensuite la malaria. On entend partout des toux rauques. La gale et autres infections attaquent la peau fragile des enfants couverte de cloques rouges irritantes. Les ventres sont gonflés et les cheveux virent à l'orange à cause de la malnutrition. Les vomissements et la diarrhée sont aussi courants que les mouches.



A Port-au-Prince et dans les villes alentour, malgré les promesses, les maisons, les hôpitaux et les immeubles en ruines sont dans l'état où ils étaient à la suite du tremblement de terre

Alors que les blessures subies à la suite du séisme sont devenues des cicatrices, d'innombrables accidents surviennent à cause des conditions de vie épouvantables – des petits enfants qui tombent dans des cuves de riz ou de haricots bouillantes, des gens qui se cassent un bras ou une jambe sur des plaques de béton et de fil de fer, des familles entières qui sont empoisonnées par le monoxyde de carbone en faisant la cuisine dans leurs tentes. Dans toute la ville, la puanteur des corps en décomposition a été remplacée par la puanteur des tas d'ordures en décomposition.



Six mois plus tard, le million et demi de personnes sans abri ne sont toujours pas relogées, luttant pour survivre dans 1300 camps de réfugiés

Ni les gouvernements, ni les institutions internationales, ni les ONG n'ont levé le petit doigt pour construire des logements devant remplacer ces camps.

D'ailleurs, le seul camp de remplacement important qui a été créé montre clairement comment la caste au pouvoir en Haïti exploite la crise pour réaliser des profits.

Le gouvernement haïtien, en collaboration avec l'armée U.S., a commencé la reconstruction à Corail Cesselesse, à près de 25 km de Port-au-Prince dans le but de créer une nouvelle ville de 300.000 habitants. Il a nommé Gérard Emile "Aby" Brun, le président de Nabatec Development, pour superviser le transfert sur le site de quelque 7.000 personnes qui étaient installées dans un camp illégal sur le terrain de golf de Pétionville.

Selon Jonathan Katz, de l'Associated Press, Brun « est également un des principaux négociateurs qui traitent actuellement avec des entreprises du textile sud-coréennes pour construire des usines qui, selon les autorités haïtiennes, vont probablement s'installer à Corail Cesselesse. Le camp qu'il a aménagé servira éventuellement de vivier de main d'œuvre pour ces usines, qui pourront bénéficier de la généreuse législation américaine sur les importations de textiles assemblés en Haïti (loi Hope NDT) ».

Toutefois, ce camp est situé sur une zone inondable sans végétation pour se protéger du soleil brûlant ou des pluies torrentielles pendant la saison des ouragans. Un travailleur humanitaire d'Oxfam a expliqué au New York Times que le projet pour Corail Cesselesse: « *ne représente pas une vision stratégique claire de la part de l'Etat. C'est comme le Soudan. Il n'y a pas un arbre à l'horizon. Les habitants ont le sentiment d'être pris dans un piège. Ils ont des difficultés à trouver une activité génératrice de revenus et ils ne vont pas tarder à avoir du mal à se nourrir* ».

En attendant, à Port-au-Prince et dans les villes alentour, malgré les promesses, les maisons, les hôpitaux et les immeubles en ruines sont dans l'état où ils étaient à la suite du tremblement de terre.

Jusqu'à présent, seuls 5% des 26 millions de mètres cubes de gravats ont été déblayés. Le New York Times écrit: «*les spécialistes indiquent qu'il faudrait un millier de camions pendant 3 à 5 ans pour arriver à déblayer les dégâts, alors qu'il y en a moins de 300 à l'œuvre sur le terrain en ce moment*». Les pays donateurs, les ONGs et le gouvernement haïtien n'ont réussi à construire que 5500 abris résistant aux ouragans.

Les personnalités de premier plan chargées des opérations humanitaires, comme Bill Clinton, co-président de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH)– prétendent que les promesses de reconstruction non tenues sont dues à l'ampleur énorme de la catastrophe et à la crise internationale qui a épuisé tous les fonds disponibles pour Haïti.

Mais ce ne sont que des prétextes. Si Haïti était une priorité, les grandes puissances trouveraient l'argent. Comme ce n'est pas le cas, elles n'ont promis que la somme dérisoire de 10 milliards de dollars. Comparez cela avec les sommes que dépensent les US pour leurs véritables priorités – par ex, avec les 663 milliards de dollars destinés au Pentagone pour l'année 2010.

Et l'ampleur de la catastrophe, plutôt que d'être un prétexte pour ne rien faire, devrait inciter à une mobilisation massive des ressources pour la reconstruction.

Au lieu d'intensifier les opérations de secours, les pays donateurs – avec l'aide des médias occidentaux – se servent du gouvernement haïtien comme bouc émissaire pour détourner l'attention sur le peu qu'ils ont accompli. Par exemple, ils accusent le président haïtien René Préval de n'avoir pas su régler les problèmes de régime foncier et de n'avoir pas obtenu de terrains pour la construction de logements neufs. Mais la plupart des grands propriétaires terriens sont des alliés des Etats-Unis. Le gouvernement US est dans une meilleure position que l'impuissante administration Préval pour obliger les propriétaires à donner des terrains destinés à la construction de logements.

Ce qui ne veut pas dire que Préval n'a pas de torts. Il s'est conduit de façon pathétique, se volatilisant à la suite du séisme, et tout en maugréant sur la violation de souveraineté, il servait de caution haïtienne à la trahison de l'empire.

Par exemple, le 12 juillet, six mois jour pour jour après le tremblement de terre, alors que la capitale était encore en ruines – et la population toujours dans de vastes taudis de toile – Préval distribuait des médailles en l'honneur de représentants de pays et d'ONG qui avaient fait si peu de cas à la reconstruction de Port-au-Prince. Mais il est absurde d'accuser Préval d'être la raison majeure des dysfonctionnements de l'Etat haïtien. Les Etats-Unis, la France et le Canada, ainsi que l'ONU sont directement responsables d'avoir empêché le gouvernement haïtien d'organiser la reconstruction, à fortiori du futur développement du pays.

Cette déloyauté envers Haïti dure depuis des siècles. Après la révolution des esclaves de cette colonie française, qui a abouti à l'indépendance en 1804, les puissances européennes ont déstabilisé toute tentative du pays d'adopter une nouvelle forme de politique dans l'intérêt de sa population. On se souvient que la France avait exigé qu'Haïti verse la somme de 21 milliards de dollars (en monnaie actuelle) de dommages et intérêts pour les pertes infligées aux propriétaires des esclaves.

Depuis les années 1980, les Etats-Unis imposent une politique néolibérale – ce que les Haïtiens appellent le «programme de la Mort» – qui empêche le gouvernement de contrôler l'économie du pays. Par exemple, les Etats-Unis ont forcé l'ancien président Jean-Bertrand Aristide et Préval, son allié de l'époque, à privatiser des compagnies publiques et de baisser les tarifs douaniers sur les importations de riz. Cette politique a augmenté le chômage parmi les salariés des villes et concurrencé la production de riz haïtienne au point que le pays aujourd'hui est tributaire du riz américain subventionné.

En conséquence, le revenu par personne a baissé de 20% – de 600 dollars en 1980 il est de 480 aujourd'hui. Parallèlement, les Etats-Unis et leurs alliés internationaux collaboraient pour neutraliser toute tentative d'Haïti d'utiliser les fonds publics pour améliorer les conditions de vie des pauvres dans les campagnes et dans les villes. Par exemple, Aristide a été destitué de ses fonctions de président deux fois par des coups d'état en 1991 et 2004 pour empêcher une réforme sociale dans l'intérêt des paysans, des ouvriers et des pauvres. Depuis le second coup d'état, le gouvernement haïtien ne contrôle plus du tout le pays.

Les Etats-Unis, les autres puissances impériales, et les institutions financières internationales dirigent l'économie d'Haïti; et l'ONU, grâce à la mal nommée «Mission de Stabilisation à Haïti» (MINUSTAH), occupe le pays depuis 2004, le dirigeant dans la tradition néocoloniale. Et donc, ces pouvoirs ont besoin de se trouver des boucs émissaires parce qu'après tout le battage qui a accompagné les conférences des donateurs, ils n'ont pas tenu leurs promesses.

Seuls le Brésil, la Norvège, l'Estonie et l'Australie ont versé tous les dons qu'ils avaient promis à la CIRH. Le Washington Post écrit que les donateurs n'ont versé que 2% des 5,3 milliards de dollars promis pour les 18 premiers mois critiques de la reconstruction d'urgence. Selon le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement,

Suite à la page (16)

Préval et le Groupe de Bourdon veulent tout imposer !

Par Catherine Charlemagne

Terminé le défilé de candidats au Conseil Electoral Provisoire (CEP). Avant le grand toilettage, ils ne sont pas moins de 34 à briguer la présidence de la République. Le chef de l'Etat, René Préval, peut enfin ajuster sa liste. Puisque, depuis le vendredi 6 août 2010, il sait avec certitude, qui, il pourra imposer comme son successeur. Poussant le cynisme jusqu'à l'extrême, Préval et le Groupe de Bourdon pensaient tout faire pour empêcher l'ancien Premier ministre Jacques Edouard Alexis à se porter candidat à la présidence d'Haïti.

Finalement, c'est l'archi inconnu et probablement le caissier de Préval à travers le Centre National des Equipements (CNE), un certain Jude Célestin, Directeur général de cet organisme étatique qui a été désigné par les porte flingues du Président, entr' autres Kely C. Bastien et Joseph Lambert, deux co-responsables de la Plateforme politique Inité. Quant au clown Anacacis Jean Hector, qui se dit lui aussi candidat, il a bien joué sa partition afin de barrer la route à la candidature d'Alexis. Mais plus malin que moi tu meurs, l'ancien PM Alexis semble avoir compris la manœuvre. Un plan « B » avait été préparé dans le secret afin de parer à toutes éventualités et surtout à la trahison de Préval qui l'a roulé dans la farine une nouvelle fois.

Ainsi, même après avoir été désigné depuis deux semaines par le chef des cambuses avec, semble-t-il, l'approbation de la majorité des participants, jamais ce choix n'a pu être officialisé et Jacques Edouard Alexis a dû attendre jusqu'au dernier coup de gong de minuit, le vendredi 6 août, avant de décider si oui ou non il devait activer son plan « B ». Et ce plan B a été de se faire inscrire sous la bannière d'un parti inconnu Mobilisation pour le Progrès d'Haïti (MPH) de Georges Samir Mourra. Maintenant que tous les candidats sont inscrits, la dâte de fin des inscriptions pour une fois n'ayant pas été prolongée, le grand suspense commence. Car, s'inscrire au CEP pour être candidat est une chose mais entrer en lice pour concourir à la fonction de la magistrature suprême en est une autre. Car le CEP en général et celui-ci en particulier n'est pas un instrument de la présidence, c'est carrément son joujou, son « machin ».

Dire que Gaillot Dorsainvil, le Directeur de cet organisme, est la voix de son maître est un euphémisme. Tout se décide au Palais national. Le moindre communiqué doit avoir le feu vert du chef de l'Etat en personne. Car, pris de folie, le Président René Préval se prend à rêver. Il se voit faiseur de roi comme l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide l'avait fabriqué. Et il faut l'avouer, en intrigues et manœuvres en tout genre, l'élève a dépassé le maître. Mais aller jusqu'à penser que cet élève décrié par tous, voire par les animaux des champs, peut décider de son propre chef de désigner dans ce contexte sociopolitique extrêmement compliqué un dauphin, c'est vraiment prendre tous les Haïtiens pour des gogos, sinon des moutons



Jacques Edouard Alexis (à gauche) et Georges Samir Mourra

qui se laissent conduire à l'abattoir sans broncher.

Le suspense continue donc. Suspense, dans la mesure où en théorie, seule l'institution électorale peut décider qui auront le droit de participer à ces joutes électorales du 28 novembre prochain. En théorie seulement. Dans les faits, c'est celui qui se prend, depuis le séisme de janvier 2010, pour Napoléon, qui décidera qui doit participer à ce scrutin. Pour comprendre que cette élection est une affaire personnelle de René Préval, il suffit de remonter le fil du processus de la désignation du candidat de son propre parti Inité.

Et l'on comprendra, que cette élection sera une grande farce. Mais, vu l'enjeu, il faudra prendre le Président à son propre jeu, sinon à son propre piège. Car, en réalité, Préval fait tout afin qu'il n'y ait pas une grande participation populaire à ce scrutin. Sa première manœuvre, anti républicaine et déloyale, a été l'exclusion du parti Fanmi Lavalas, le mouvement de loin le plus populaire en Haïti. Après, il a tout fait avec ses acolytes du Sénat et de Inité pour affaiblir des candidats de poids ayant comme on dit en Haïti des « bases » dans le pays. Enfin, il a semé la division au sein des mouvements populaires.

Or, même avec la position inconfortable de l'opposition aujourd'hui sur ces élections, l'inscription sur la liste du CEP, il faut le dire, a été un succès, franchement inattendu, bien que les gens, ayant le bon sens dans ce pays, avaient compris qu'il ne fallait pas laisser le Président agir à sa guise et décider sans aucun scrupule à l'avance sur celui qui le succèdera au Palais national le 7 février 2011. D'où cette forte affluence à Delmas, au siège du CEP pour se faire inscrire. Maintenant, il y a un trop plein de postulants et pas des moindres. Comment faire pour élimer d'office ceux et celles pouvant vraiment ravir le siège entre les mains du pouvoir actuel. Tous les scénarii sont passés aux cribles sous les tentes du Palais en vue de faire le ménage avant qu'il ne soit trop tard.

D'où la pression des sangsues qui gravissent autour et dans le Palais, sur le Conseil Electoral pour qu'il balise un peu le chemin pour le candidat officiel de René Préval,





Les porte flingues du Président, entr' autres Kely C. Bastien et Joseph Lambert, deux co-responsables de la Plateforme politique Inité

l'obscure Jude Célestin qui, depuis des années brasse des millions et des millions de dollars, sans jamais rendre compte à personne, sinon qu'à son mentor et plus René Préval. Le moyen le plus simple devrait être le couperet, sorte d'arme plus ou moins légale dont disposent les responsables du CEP, dénommé « Carnet » par la population.

En fait, pour les candidats qui, en principe, n'auraient pas rempli toutes les conditions requises et n'ayant pas toutes les pièces administratives nécessaires réclamées par le CEP pour être candidats à la fonction de Président de la République, cette affaire est une vraie « Borlette » sorte de loterie locale. Le CEP, de par son statut, est souverain. Du coup, sa décision est sans appel. D'où la grande inquiétude des candidats dits sérieux, du genre Jacques Edouard Alexis, qui pourraient faire les frais de ce mélange de genre que le Président Préval a institué depuis le début de son quinquennat. En effet, étant une arme légale entre les mains du chef de l'Etat, celui-ci peut contraindre le CEP à disqualifier tel ou tel candidat sous n'importe quel prétexte ou tracasserie administrative. En tout cas, la bataille, contrairement à ce que concoctaient le Président, son épouse, le Groupe de Bourdon et quelques sénateurs « j'approuve », serait beaucoup plus compliquée que prévu.

Le 17 août 2010 devrait être la dâte qui prouvera plus ou moins que le CEP a un minimum d'autonomie vis-à-vis du Président de la

Suite à la page (18)

Haiti : Quand la politique devient l'affaire des cons et des fous

Par Guerby Dujour

C'était prévisible que la politique n'aurait pas survécu dans un pays où ce sont des sous-primaires qui font de la politique à la place des universitaires. De vrais universitaires. Ça bascule encore plus aujourd'hui avec certaines candidatures annoncées dans le cadre des prochaines présidentielles. Tout compte fait, l'idée manifestée par certains de briguer la présidence haïtienne est une insulte et cela prouve la profondeur du trou que nous avons creusé par nos bêtises et notre absence de vision durant ces dernières années. Comment croire que ce ne sont pas des érudits, des éminences qui s'amènent pour sauver un pays qui s'enfonce, surtout après le cataclysme de janvier qui nous a laissé un pays pratiquement détruit dans sa dimension d'état-nation? Il est vrai, dans une démocratie, quelle que balbutiante soit elle, qu'on ne peut empêcher à un citoyen d'aspirer à occuper des fonctions d'Etat. Mais nous admettrons aussi que la plaisanterie a ses limites.

La politique, avant toute chose, est science. Elle est définie comme science des affaires de la cité. Donc, en aucun cas, elle ne peut être l'affaire des cons, des affairistes, des sous-primaires qui parlent à haute voix parce que les clercs se taisent, sont morts, sont en en prison ou en exil. D'ailleurs, il est inconcevable que l'amateurisme ait encore de la prépondérance dans le jeu politique national. L'exemple du Libéria devrait nous servir de torche pour contourner cette longue nuit dans laquelle nous nous enfermons. En lieu et place de Georges Weah*, footballeur de renommée internationale, le peuple Libérien devait choisir Mme Ellen Johnson-Sirleaf, une ancienne cadre de la Banque mondiale, une économiste ancienne diplômée de Havard University- USA et ancienne ministre des Finances . Ceci démontrait le degré de maturité de ce peuple qui a dû certainement comprendre qu'on ne joue pas, voire jamais, avec son destin de peuple.

Les élections qui s'annoncent en Haiti font craindre que nous ne connaissions le pire par rapport à l'état actuel des choses, alors que nous aspirons à des jours plus beaux. Car l'absence d'une alternative sérieuse et acceptable sème le désarroi et entraîne du coup l'hypocondrie, l'amertume et l'énervement. Après l'échec de la bande à René Préval, le peuple haïtien doit s'assurer d'une nouvelle équipe qui soit en mesure de remonter la pente après cette scabreuse dégringolade. Et cette équipe ne saurait,ô bon Dieu, avoir pour raïs un raté ou des ratés, disposant uniquement de la capacité de se cambrer sur une scène musicale devant une foule en liesse en folie ou dans l'inconscience.

Le pays ne peut aucunement aller de catastrophe en désastre. Accepter que la présidence du pays soit briguée par des sous-primaires qui ne disposent pour toute garantie que des comptes bancaires bien alimentés et qui ne parlent par ailleurs aucune langue humaine, participe d'emblée d'un rejet total de la morale et de l'esprit. C'est également se lancer dans une véritable campagne de promotion de l'ignorance. Accepter qu'un trivial qui n'a jamais eu ni honte ni gène à montrer son sous-vêtement fabriqué pour femme en public, sous prétexte de promouvoir la comédie, devienne notre président ne serait pas une erreur, mais une bêtise de trop.

Accepter qu'un gueux réhabilité devienne notre chef d'état serait une abomination. Le monde rirait de nous aux éclats, en dehors du fait que nous sommes déjà sa risée par rapport à notre pauvreté abjecte. La nation doit s'opposer à l'absurdité sous quelque forme qu'elle puisse se présenter afin de ne pas renouveler l'ineptie de 1971, lorsque François Duvalier avait, dictature aidant, imposé un gamin écervelé à l'intelligentsia nationale. La bible dit: malheur à une nation qui se laisse diriger par un enfant. Nous autres, nous disons malheur à la nation haïtienne si elle se laisse mener par un nouveau paralysé intellectuel, un autre maladroit, un autre idiot utile, un autre dépourvu de manière et de bon sens.

En effet, est-ce le fait d'un ignare devenu chef d'Etat à deux reprises qui aurait tout permis ? Un inculte qui a eu la possibilité d'achever ou presque ses deux quinquennats, malgré ses maladresses, son incurie et surtout son ignorance qui a pris une allure savante. Ainsi il est plus que normal que le chacal se cherche une cravate pour se hisser parmi les humains. Ne croit-on pas? Devant la chronique de ce nouveau séisme annoncé, que disent les intellectuels du Collectif NON? Ou sont-ils? Seraient-ils atteints d'aphasie, par hasard? Qu'attendent-ils pour dire NON à ce crime contre l'intelligence que les desperados de la scène politique se préparent à perpétrer? Probablement il leur manque de courage pour avoir pris par le passé des vessies pour des lanternes. Car contrairement à 2004, c'est aujourd'hui qu'il y a matière à la révolte.

Tout compte fait, ç'aurait été malheureux, déshonorant pour notre pays d'être sous la coupe présidentielle d'un foutu rappeur ou d'un ancien putschiste, sosie de Michel François, l'un des sicaires du sanglant coup d'état du 30 septembre 1991. Alors que les gnbistes avaient promis un pays nouveau avec tout ce qu'il pourrait contenir de beau, de légal, de bonne gouvernance et de démocratie, une fois l'ex-président Aristide aurait vidé les lieux, nous voici sept ans après, dans une véritable latrine avec tout ce qu'elle contient de désagréable pour les yeux et pour les narines. De l'ochlocratie on est passé à la ploutocratie au détriment pourtant du progrès, de la morale, du lettrisme et de la conscience.

Face à cette infamie, nous crions au secours. Car il y a un pays qui se meurt sous les yeux sibyllins d'une bande de minables, de prostitués et de partisans des canons qui chantent. Nous crions au secours, car on veut fermer l'université pour instaurer à sa place le vide, le néant. Nous crions au secours, car il y a un pays qu'on s'apprête à assassiner et déjà les assassins aiguisent leur poignard. Nous crions Au secours! Au secours!car le décor est répugnant.

Guerby Dujour. Août 2010

Ndlr. Georges Weah, ancien joueur de **football libérien**, reconverti aujourd'hui en **homme politique**. Il débute sa carrière de footballeur dans son pays natal, joue dans les deux plus grands clubs libériens, avant de rejoindre le club **camerounais** du **Tonnerre Yaoundé** (1981-1988). Ultérieurement, entre 1988 et 2003, il jouera pour l'Association sportive de Monaco Football Club, le Paris St Germain, l'Associazione Calcio Milan dit aussi AC Milan, le Chelsea Football Club londonien, le Manchester City Football Club, l'Olympique de Marseille, l'Al-Jazira Club des Emirats arabes unis. Pendant toute cette dernière période il est crédité de 215 buts au cours de 471 matchs. Entre 1988 et 2003 il a aussi joué en sélection nationale libérienne, crédité de 22 buts au cours de 60 matchs. Il est le premier joueur non-européen à recevoir le Ballon d'or, une récompense attribuée au meilleur joueur de **football** de l'année (Source : Wikipedia, langue française, 11 juillet 2010).

Musicians, Doctors, Activists, Technocrats and Politicians: 34 Candidates Bid for Haiti's Presidency

(The first of three parts)

By Kim Ives

Haiti's embattled nine-member Provisional Electoral Council (CEP), headed by Gaillot Dorsinvil, continued its forced march toward Nov. 28 presidential and parliamentary elections this week, closing presidential candidate registrations on Aug. 7.

The CEP has excluded Haiti's largest party, the Lavalas Family of former President Jean-Bertrand Aristide, prompting weekly and sometimes large demonstrations calling for its removal and that of President René Préval, who hand-picked it.

While Lavalas base organizations and even some politicians say they will boycott any elections carried out under Préval and his CEP, the announcement of certain presidential candidacies have inflamed passions and may alter the political chessboard dramatically.

Candidacies can be contested up until Aug. 12, and the CEP says it will issue a list of those accepted on Aug. 17. Some of the 34 candidates who registered will likely be disqualified for violation of certain requirements like that for five years of residency in Haiti.

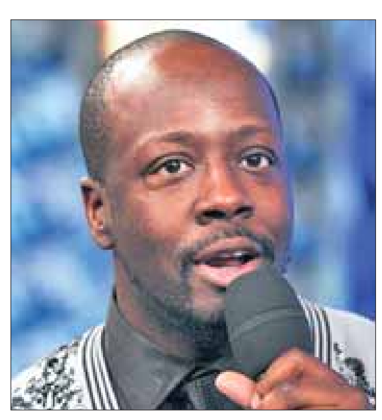
Here we present a brief description of some of the candidates, including who and what they represent.

Wyclef Jean

Claiming he was "*drafted by Haiti's youth,*" Haitian-American hip-hop musician Wyclef Jean, 40, was certainly the most spotlighted Haitian presidential candidate to register this week, but, ironically, he is also one of the most disdained by Haitians both in Haiti and its diaspora.

"*He has no education, no preparation, and no competence to be Haiti's president, especially with the complicated crisis we face now,*" said Joseph Ulysse, 38, a Brooklyn-based cab driver. "*His candidacy is a mockery.*"

Indeed, Jean's live announcements of his bid on Miami-based Bonjour Haïti and CNN on Aug. 5 have unleashed a torrent of critical articles and editorials calling on him to quit the race.



Wyclef Jean

"*Jean, an incredibly savvy entertainer, clearly lacks the political wherewithal to deal with the complex situations he is likely to face abroad,*" wrote Garry Pierre-Pierre, editor of the moderate Haitian-American English-language weekly Haitian Times, in the Guardian. "*His internal challenges are more troublesome because he needs to surround himself with a strong cadre of competent people well-steeped into the ins and outs of governance.*"

Pierre-Pierre represents exactly the demographic to which Wyclef Jean is hoping to appeal. But Pierre-Pierre calls Jean's platform – education, healthcare and job creation – "*unremarkable*" and urges him to "*stick to what you know best,*" namely "*continue as a roving ambassador, bringing a certain Hollywood glamour to the hemisphere's poorest nation.*"

Meanwhile, the Haiti Action Committee's Charlie Hinton in the *San Francisco Bay View* focused on Wyclef's seamy political past. "*Wyclef Jean supported the 2004 coup,*" Hinton wrote. "*When gun-running former army and death squad members trained by the CIA were overrunning Haiti's north on Feb. 25, 2004, MTV's Gideon Yago wrote, 'Wyclef Jean voiced his support for Haitian rebels on Wednesday, calling on embattled Haitian President Jean-Bertrand Aristide to step down...'*"

Just as actor Sean Penn suggested on CNN that U.S. "*corporate interests were enamored*" with Wyclef Jean and behind his campaign, Hinton contends that the "*floating of his candidacy is just one more effort by the international forces, desperate to put a smiley face on a murderous military occupation, to undermine the will of the Haitian majority by making Wyclef Jean the Ronald Reagan of Haiti. Let us be clear. Jean and his uncle, [Raymond Joseph, also a presidential candidate and] the Haitian ambassador to the U.S., are both cozy with the self-appointed czar of Haiti, Bill Clinton, whose plans for the Caribbean nation are to make it a neo-colony for a reconstructed tourist industry and a pool of cheap labor for U.S. factories. Wyclef Jean is the perfect front man. The Haitian elite and its U.S./U.N. sponsors are counting on his appeal to the youth to derail the people's movement for democracy and their call for the return of President Aristide. Most Haitians will not be hoodwinked by the likes of Wyclef Jean.*"

Ansel Herz, a Haiti-based independent journalist, also published a critical piece on his blog at Mediahacker.org. He wrote: "*So what about breaking the stranglehold that a few of Haiti's most obscenely wealthy families have on the government and economy? 'We have to build an open system that doesn't stop them from making money, that will work for them, if only because what they're making could double, triple,' Jean told Esquire Magazine in a recent interview. Those families have been making a killing on the backs of the Haitian poor for decades, paying them dirt-cheap wages to work in sweatshops while stifling the country's emergent middle class. Make no mistake, Jean's politics are those of the Haiti's miserable status quo.*"

Finally, the Smoking Gun website has put out several documents detailing how Wyclef Jean has funneled hundreds of thousands of dollars from his charity, Yele Foundation, to himself and to companies he owns or controls. It also revealed that the IRS believes Jean owes it $2.1 million in back taxes. Most Haitians are therefore leery of letting Wyclef Jean and his acolytes anywhere near the already paltry and pilfered Haitian treasury.

During Jean's announcement, CNN played and replayed clips of young women grinding and young men bouncing on motorcycles, all wearing T-shirts with the name of his party: Face to Face.

Jacques Edouard Alexis

He served as Préval's Prime Minister from Jan. 1999 to Feb. 2001 and again from May 2006 to Apr. 2008, when he was dismissed from his post by the Haitian Senate following nationwide food riots.

Alexis, 62, has been an unannounced presidential candidate for the last two years, courting the Lavalas base with the promise of bringing back Aristide from exile in South Africa. He had expected to be the candidate of Préval's Unity party, and indeed was for two days last week after clearing several daunting hurdles.

Two weeks ago, it appeared that Alexis' candidacy was kaput when it came to public attention that he had never received from the Parliament a "*décharge,*" essentially an audit and stamp of approval saying his administration was not corrupt.

Alexis' problem was that Haiti's Parliament expired in May, so there was no way for him to now get the clean bill of health, even though there may have been problems there too.

The whole dilemma went away last week when Préval's CEP announced that it would simply disregard the electoral law article mandating a "*décharge*" from former government officials.

Haiti's entire "political class," from the Lavalas Family to right-wing political fronts, cried foul, but Préval was unmoved. He announced that Alexis would represent Unity.

However, Unity the next day became far from it. The party rebelled against Préval's nomination of Alexis. In a night-time meeting at the National Palace on Aug. 5, Moïse Jean-Charles, the party's Northern Senator and an Alexis supporter, got in a fist-fight with Senate President Kelly Bastien, who backed the Southeast's Senator, Joseph Lambert.

Finally Alexis was unceremoniously ousted and replaced by Jude Célestin, a low-profile technocrat who



Jacques Edouard Alexis

heads Préval's pet agency, the National Equipment Company (CNE), which has more machinery than the Department of Public Works. The CNE's dump-trucks and backhoes have been the principle excavators so far of rubble after the Jan. 12 earthquake.

A veteran of such political wrangling, Alexis quickly switched his candidacy to the obscure Mobilization for Haiti's Progress (MPH), his back-up banner, but not before he and Préval had a bitter fight over his ouster from Unity on the night of Aug. 6 at the Palace.

Born in Gonaïves, Alexis has spent much of his life in academia. Trained as an agronomist and a chemist, he taught at the college level in Haiti and Canada in the 1970s and 1980s. He then helped found the private University of Quisqueya, where he was the first rector from 1990 to 1995.

Under Préval's first administration, Alexis was also Minister of National Education, Youth, and Sport, Culture Minister, and Interior Minister.

Alexis, who has the backing of sectors like the Open the Gates Party (PLB) of François Pierre-Louis, would pursue policies similar to Préval, who represents Haiti's "enlightened" bourgeoisie. This current seeks accommodation with the U.S. and France, which politically and economically dominate the country, while making eyes at and paying lip-service to entreaties from vanguard neighbors like Cuba, Venezuela and Bolivia for Haiti to break away and join anti-imperialist initiatives like the Bolivarian Alliance for the Peoples of Our America (ALBA).

(To be continued)

The Drama of Haiti's Internally Displaced

(First of two parts)

By Isabeau Doucet

The stories coming out of precarious camps of internally displaced people (IDP) scattered around Port-au-Prince are tragedies of ancient Greek and Biblical proportions. Rapes, murders, robberies, blackmail, night-time evictions, families torn apart: the ordeals are inconceivable.

Despite his messianic pretensions on a one day visit down from the US in his private jet, hip-hop-artist-turned-presidential-candidate Wyclef Jean failed to address any of the issues faced by Haiti's 1.7 million homeless. Posturing as Moses ready to part the waters to free his people, Jean is more akin to Narcissus, who, entranced by his own reflection, parts the water only to drown himself.

Still traumatized by January's massive earthquake, tens of thousands of families are subject a relentless cycle of exodus, dispersal, and brutality at the hands of the Haitian National police (PNH) and privately hired armed groups, in violation of Haitian and international law.

This Thursday, Aug. 12, residents from the IDP camps facing expulsion all over Port-au-Prince will rally in front of the National Palace to demand a moratorium on evictions and attention to their plight.

Here are some of the most dramatic cases.

Camp Imaculée, Cite Soleil

After more than a month of nightly assaults by unidentified aggressors and after exhausting all avenues to get security, the IDPs evicted from Camp Immaculée, Cité Soleil, on Jul. 12 continue to be persecuted and intimidated in their new site, Michico (see "*No Awards for the Residents of Vanishing Camps,*" *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 1, 7/21/2010).

"*The bandits are in a cycle of abuse and the attacks are now political,*" said Rosemond Joseph, a member of the camp. "*They accuse us of receiving money from the IOM (International Organization on Migration) and IAT (International Action Ties) because they are paying attention to our situation. It is just a pretext to continue their attacks as they know it's not true, but they want us to disappear.*"

(The IAT is an independent human rights organization closely monitoring forced evictions.)

After weeks of begging for protection from the Haitian National Police (PNH) and the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), the residents caught one of the attackers and turned him over to the police two weeks ago. Rather than investigate and charge the accused, they released him without charges. The 17-year-old, who Rosemond Joseph claims has been arrested several times, later filed a complaint with the police against some camp members. A few evenings later two camp residents were imprisoned for allegedly "*abusing a minor.*" They spent three days in jail without charges and now want the judge to tell them why.

Meanwhile, harassment continues on a weekly basis, placing residents in constant fear. Camp members say there have even been threats to kidnap the international observers assisting them. The musical group which IDPs suspect was behind the attacks has now scheduled for-profit cultural activities and events in the public park where Camp Immaculée was. The IDPs want the Mayor to answer why they are subjected to such attacks on public land.

At a meeting between various camps facing eviction, Rosemond Joseph traced the IDPs plight back to the United States government: "*Their oligarchic and discriminatory politics hit the most vulnerable the worst. Since we've been in the back yard of the US for 200 years, they force us to live in division and misery and to not progress and take our own independence.*"

Lawyer Mario Joseph, who heads the International Lawyers' Office (BAI), is representing the IDP in court. The BAI along with the Institute for Justice and Democracy In Haiti (IJDH) are helping grassroots housing rights and IDP groups to mobilize. They provide legal and public advocacy, investigate cases of wrongful eviction and other violations, and seek justice for IDPs in Haitian courts and international forums. A team of Haitian and international human rights lawyers is preparing a petition to the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) "*against the Haitian government on behalf of Haitians who have been threatened with or forcibly evicted from internal displacement camps.*"

Camp Carradeux, Delmas 75

The BAI is also investigating the case of people evicted by the fancy Port-au-Prince highschool St. Louis de Gonzague, which the *continued on p(18)*

¡FELIZ CUMPLEAÑOS, COMPAÑ

Par Frantz Latour

«Une grande révolution ne peut naître que d'un grand sentiment d'amour»
Che Guevara
«Ce sont les idées qui transforment le monde, comme les outils transforment la matière»
Fidel Castro Ruz

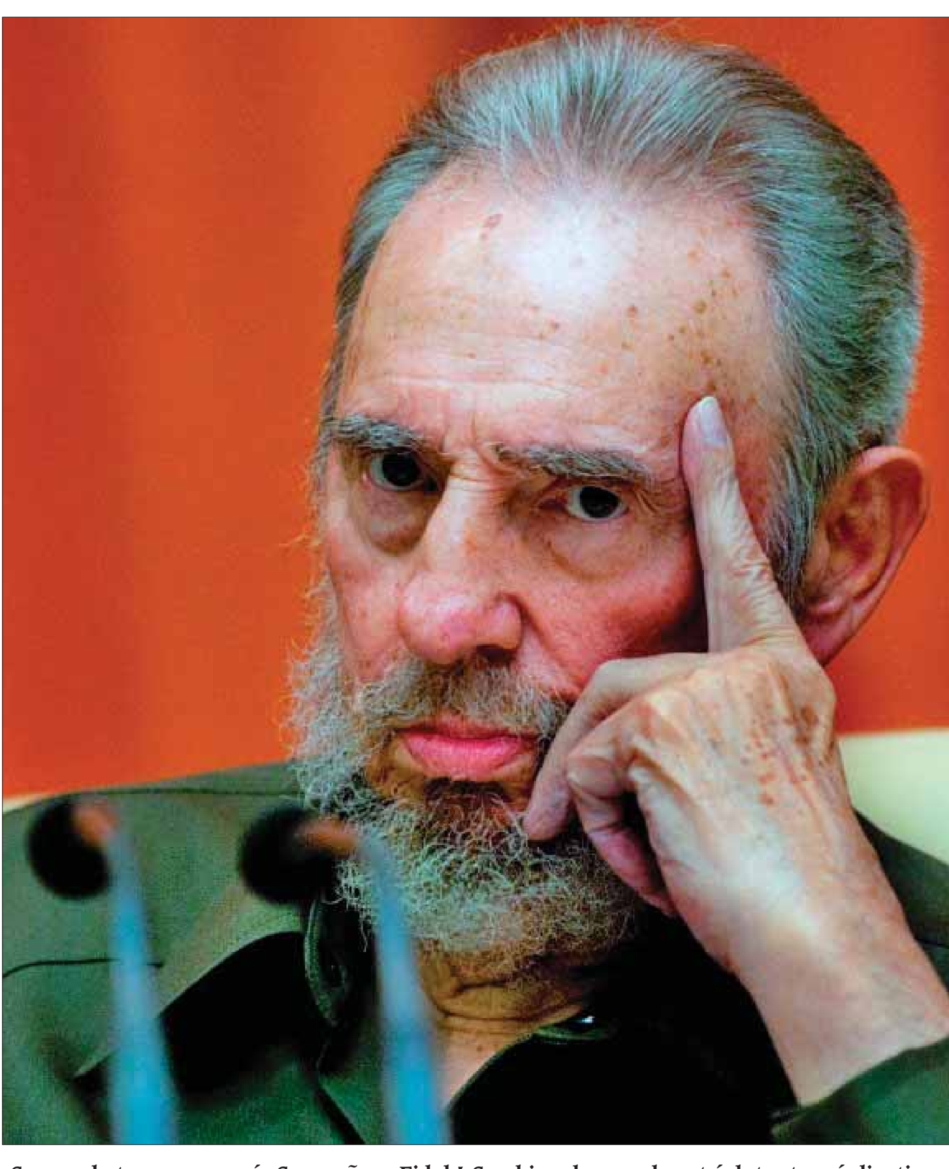
Ce vendredi 13 Août, le compañero Fidel Castro Ruz aura atteint l'âge de 84 ans. Huit décades et quatre années d'existence bien remplies, fécondes, depuis la petite enfance à Birán, sur la grande ferme des parents, jusqu'à aujourd'hui où, forcé par les circonstances, le révolutionnaire Fidel consacre son temps à glaner quasiment toutes les sources d'information, scruter l'horizon et l'avenir menacés par les ambitions morbides de l'empire, rédiger ses très instructives et solides *Réflexions*, recevoir des dignitaires étrangers et d'importantes personnalités sympathiques à la Révolution cubaine ou intéressées à la connaître de plus près à travers son leader historique.

C'est ainsi que Ignacio Ramonet, ancien directeur de la rédaction du prestigieux mensuel *Le Monde diplomatique* a eu la brillante et intelligente idée de consacrer plus de cent heures de conversation avec Fidel Castro entre la fin de janvier 2003 et décembre 2005, pour permettre à «*un dirigeant d'une telle envergure, si férocement critiqué par la plupart des grands médias occidentaux* [d'offrir] *sa propre réponse à tant de reproches et* [de donner] *en même temps sa version personnelle, son témoignage direct sur les principaux combats qui ont marqué son existence*». Conversations réunies dans un passionnant livre-entretien intitulé «Fidel Castro. Biographie à deux voix» et dont la version française a paru en 2007 aux éditions Fayard et Galilée.

Le processus qui a conduit à cette bio à deux voix, à lui seul mérite d'être raconté tant il ouvre une fenêtre bien grande et lumineuse sur la personnalité de Fidel Castro. C'est en février 2002 que Ramonet invité de l'ambassade de France vient à la Havane dans le cadre du Salon du livre. Il avait déjà écrit «*un petit livre de conversations avec le sous-commandant Marcos*» (1) que Castro avait lu. Ramonet propose alors au leader cubain «*de faire avec lui un ouvrage semblable mais de plus grande envergure*». Modestement, «*avec une pointe d'amusement*, [il] *fixa sur moi des yeux malicieux et me répondit avec ironie :* "Vous voulez vraiment perdre votre temps à discuter avec moi ? Vous n'avez rien de plus important à faire"? *Je lui répondis que non*».

Les longues sessions de travail avec Fidel commencent au début de 2003 pour s'achever en décembre 2005. La première édition du livre paraît en Espagne en avril 2006 sans que Castro l'ait personnellement relue attentivement comme il l'avait promis, car « *sa charge de travail ne le lui permit pas*», nous dit Ramonet. Mais Castro «*aime tenir ses promesses et il entreprit de relire et d'amender ses réponses une fois le livre déjà publié* […] *Il ajouta ainsi ce travail minutieux et fastidieux à ses multiples tâches ordinaires* […] *Révélant une fois encore son obsession quasi maniaque du perfectionnisme*». Pendant les mois de juin et juillet 2006 «*tous ceux qui ont côtoyé Fidel Castro…ont noté combien ce travail de relecture l'a accaparé*», jusqu'à ce désagréable 26 juillet 2006 quand «*une crise intestinale aiguë et une forte hémorragie*» gardent Castro alité «*après une lourde intervention chirurgicale*».

Mais Fidel est un dur à cuire. Ses médecins aidant, il déjoue les desseins ténébreux de sa maladie. « *Dès les premiers jours d'août*, rapporte Ramonet, *Fidel Castro reprenait, sur son lit de convalescent, la relecture des derniers chapitres du livre. Il devait en particulier corriger et compléter le chapitre 24 à l'état de brouillon, jusqu'à inédit et ne figurant pas dans l'édition de langue espagnole…*». C'est cette version «*entièrement revue, amendée et complétée personnellement par Fidel Castro qui en a terminé la relecture à la fin de novembre 2006*» qui a paru en 2007 aux éditions Fayard et Galilée.



Comme le temps a passé, Compañero Fidel ! Combien de grandes et éclatantes réalisations ! Combien de victoires ! Combien de satisfactions ! Nous sommes fiers de vous, Compañero Fidel, fondateur de l'Etat révolutionnaire de Cuba

Comme le temps a passé, compañero ! Et vous êtes encore là, ferme comme un roc, malgré une longue maladie débilitante. Vous êtes encore la boussole et le phare du peuple cubain, de la Révolution cubaine et de l'avenir des peuples subjugués par l'empire. Comme le temps a passé, depuis les turbulentes années à l'Université, l'assaut de la caserne Moncada, « L'histoire m'absoudra», la glorieuse épopée de la Sierra Maestra, l'entrée victorieuse des barbudos à la Havane, les premiers pas et premiers problèmes de la Révolution, Playa Girón, la crise d'octobre, la mort du Che, la «période spéciale» qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, les assauts criminels répétés de l'empire, les agressions physiques et morales contre la vie du peuple cubain et contre votre propre personne, le bel internationalisme et la rectitude morale de Cuba, finalement le rayonnement contagieux de la Révolution cubaine envers et contre tous les procureurs haineux qui multiplient les accusations contre vous et contre cette Révolution digne et fière de ses accomplissements.

Et quel palmarès ! Vous avez tenu tête à pas moins de dix anciens présidents de la plus grande puissance militaire de tous les temps. Et ce n'est pas vous qui allez baisser pavillon devant l'actuel président, Barack Obama, à qui tout récemment vous vous adressiez en ces termes :« *Je m'adresse en l'occurrence pour la première fois de ma vie au président des USA, Barack Obama Vous devez savoir que vous avez les moyens d'offrir à l'humanité la seule possibilité réelle de paix. Vous ne pourrez utiliser qu'une seule fois votre prérogative de donner l'ordre de tirer*», advenant un choc entre «*des bateaux étasuniens et israéliens qui bloquent l'Iran* » et un seul cargo iranien qui viendrait à être arraisonné. Vous avez poursuivi : «*Je vous demande de daigner écouter cet appel que je vous lance au nom du peuple cubain. Consultez vos spécialistes, demandez leur avis sur ce point à vos plus puissants alliés et adversaires internationaux. Faites-le ! Le monde pourra se libérer vraiment des armes atomiques et des armes classiques. La pire des variantes serait la guerre nucléaire, qui est d'ores et déjà virtuellement inévitable. EVITEZ-LA* !» (2)



Le plus beau cadeau que j'aurais souhaité au compañero Fidel à l'occasion de son 84e anniversaire, ce serait de voir le président Obama accorder une grâce présidentielle aux «Cinq de Miami»

Malgré la petite taille géographique de Cuba, la révolution cubaine sous le leadership de Fidel a su développer une politique de grande puissance, non-interventioniste, internationaliste, à l'échelle planétaire. Elle résiste victorieusement, depuis déjà cinquante ans, à une criminelle guerre économique que lui a injustement imposée le féroce «caïman étoilé». Caleb Mc Carry oint par l'administration de Bush junior attend encore comme sœur Anne de «coordonner la transition à Cuba», selon le vœu de Condoleezza Rice et de son cher patron. A combien de tentatives d'assassinats Fidel Castro n'a-t-il pas échappé ? Pourtant, il n'a jamais riposté par la violence. Mais l'ennemi impérialiste englué dans sa férocité de classe n'aura jamais l'élégance morale et intellectuelle de reconnaître le haut degré d'éthique et de moralité de Fidel Castro face à ces menées ténébreuses, abjectes et viles.

Pour la première fois dans l'histoire des révolutions d'inspiration marxiste et de pratique socialiste, on aura eu un leader qui a échappé à l'absurde culte de la personnalité, un des maux des régimes communistes, de profil stalinien : aucun portrait officiel, aucune monnaie à l'effigie du «leader», aucune statue, ni rue, ni édifice, ou monument portant le nom de Fidel Castro.

En matière de développement humain, Cuba est un exemple à suivre compte tenu des résultats remarquables de la Révolution en matière de développement humain : éradication de l'analphabétisme, pleine émancipation de la femme, abolition du racisme, pleine reconnaissance de la *santería* dont un grand musée à la Havane - que j'ai d'ailleurs visité en 2002 - permet de faire connaissance avec la vingtaine de saints ou *orishas*, divinités de la religion africaine yoruba. Bravo pour cette Révolution qui, écrit Ramonet, «*dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la recherche médicale et du sport a atteint des niveaux que nombre de pays développés lui envieraient*» . En fait, dans son Rapport de 2006, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) situe Cuba parmi les «*pays à développement humain élevé*». On n'oubliera pas l'historique intervention de Cuba en Angola qui a permis la déroute des divisions d'élite du monstrueux régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, facilité l'indépendance de la Namibie et ouvert la voie à la libération de Nelson Mandela.

Quoiqu'un pays pauvre soumis à un impitoyable embargo, Cuba a dépêché des milliers de médecins et autre personnel de la santé travaillant bénévolement quasiment dans tous les pays de l'Amérique latine et dans plusieurs pays d'Afrique. «*De 1963 à la fin de 2005, plus de 100 000 médecins et techniciens de la santé sont intervenus dans 97 pays, surtout en Afrique et en Amérique latine. En mars 2006, 25 000 professionnels se trouvaient répartis dans 68 nations. Un déploiement que même l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne peut assurer. Quant à Médecins sans frontières (MSF), l'organisation non gouvernementale (ONG) a dépêché 2 040 médecins et infirmiers à l'étranger en 2003, 2 290 en 2004. A cela s'ajoutent les soins effectués sur le territoire cubain même, où sont souvent acheminés les malades les plus graves de quelque pays que ce soit. C'est à La Havane, par exemple, qu'a*

ÑERO FIDEL!



s de Fidel Castro et de Che Guevara dans une boulangerie, Cuba

ée Kim Phuc, cette petite fille dont de Nick Ut avait ébranlé le monde, ait nue sur une route du Vietnam, la ilée par les bombardements au na- l'armée américaine. Cuba a égale- u des enfants et des adultes, plus de n tout, venant des trois républiques es touchées par l'accident nucléaire nobyl, en 1986» (3).

n sûr le peuple haïtien est recon- à la Révolution cubaine et à Fidel de apporté son aide fraternelle dans le médical depuis 1998. En effet suite



n guerillero, l'uniforme vert olive t, Fidel s'adressant à l'Assemblée laire de Cuba le 7 août dernier

an Mitch qui avait ravagé en octo- mbre 1998 les pays d'Amérique et de la Caraïbe, c'est à l'initiative de avait été créé le *Programa Integral (PIS) para Centroamérica y el Ca-* a ensuite été étendu à quelques pays e et d'Asie. Le premier contingent de s cubains est arrivé en Haïti le 4 dé- 998 et depuis, leur nombre n'a cessé nter. C'est à cette occasion, dit Fidel, *us avons créé l'Ecole Latino-Améri- Médecine (ELAM) où plus de 12.00 atino-américains étudient actuel-* y compris] *des centaines de jeunes qui ont bénéficié de bourses* » (4) *ans le domaine de la santé et Cuba, bien que pays pauvre en un blocus, coopère depuis des an- c le peuple haïtien. Environ quatre decins et spécialistes de la santé lui des services gratuits. Nos médecins nt tous les jours dans 227 des 337 es du pays. Par ailleurs, au moins ents jeunes Haitiens se sont formés médecins dans notre pays. Ils tra- t maintenant auprès des renforts s avons dépêchés hier pour sau- vies dans cette situation critique* blement de terre», a écrit Fidel dans es *Réflexions*. En fait, de décembre mois de décembre 2009, il y a eu opérants cubains à fournir des soins en Haïti : médecins et autres pro- els. (5) Et depuis le terrible tremble- terre, dès le 13 janvier des centaines res de la brigade urgentiste cubaine eeve travaillent d'arrache-pied pour sauver des vies, soigner des blessés graves, instiller courage et espoir aux survivants du tremblement de terre.

Grâce à la Révolution cubaine et à Fidel, des milliers de déshérités en Amérique latine et ailleurs ont été soignés pour des maladies oculaires grâce au programme *Operación Milagro*. Trois cliniques ophtalmologiques respectivement à Port-au-Prince, Aquin et Trou du Nord fonctionnent depuis août 2006. Selon la doctoresse Violeta Herrera directrice de la clinique de l'hôpital La Renaissance à la capitale, les ophtalmologues cubains ont réalisé 47.753 interventions sur des patients atteints de glaucome, cataracte, ptérygion et autres maladies oculaires liées à l'hypertension et au diabète (Rapport en date du 10 juin 2010). Grâce à la Révolution cubaine et au programme «*Yo sí puedo*», plus de 2.2 millions de personnes, dans 27 pays ont appris à lire dans leur langue maternelle, au total 12 langues y compris des langues aborigènes.

Comme le temps a passé, compañero Fidel ! Combien de grandes et éclatantes réalisations ! Combien de victoires ! Combien de satisfactions ! Nous sommes tellement fiers de vous, compañero Fidel, fondateur de l'Etat cubain, grand stratège de la politique cubaine, vous dont Frei Betto a dit qu'«*il a libéré son peuple non seulement de la faim, mais aussi de l'analphabétisme, de la mendicité, de la criminalité et de la soumission à l'empire*». Vous voilà arrivé au soir de votre vie, mais la publication régulière de vos *Réflexions* témoigne d'une rare jeunesse mentale et d'une vie intellectuelle étincelante que doivent envier de bien plus jeunes que vous, y compris des chefs d'Etat et de gouvernement.

Non seulement que le compañero, convalescent, nous a livré depuis mars 2007, ses « réflexions » sur l'actualité - essentiellement mondiale - , mais voilà qu'il a fait à plus d'un la surprise d'un ouvrage intitulé *La victoire stratégique*, livre de plus de 800 pages relatant la bataille victorieuse menée à l'été 1958 dans la Sierra Maestra, par l'auteur et 300 guérilleros contre « *10 000 soldats armés jusqu'aux dents* ». Fidel confesse, lors de la présentation de l'ouvrage: «*Je pensais que le livre mettrait des mois à sortir. Je sais maintenant qu'il sera publié début août. Moi, qui ai travaillé des mois sur ce thème après ma grave maladie, je me sens maintenant encouragé à continuer d'écrire la deuxième partie de cette histoire dont le titre sera, si l'équipe n'en suggère pas un autre*, La contre-offensive stratégique finale». (6)

Comme l'a écrit Ramonet, Fidel Castro «est le dernier "monstre sacré" de la politique internationale, l'un des rares «*à entrer de leur vivant dans l'histoire et la légende*». Fidel, ce dur à cuire fait d'une pâte dont seul Mère Nature détient le secret a sans doute de longs jours encore à vivre et encore plus à offrir à cette planète captivée par la force de pensée et d'action herculéenne de ce digne héritier de José Martí. Le plus beau cadeau que - du fond d'une relative naïveté mienne - j'aurais souhaité au compañero Fidel à l'occasion de son 84e anniversaire, ce serait de voir le président Obama accorder une grâce présidentielle aux «Cinq de Miami» injustement condamnés et incarcérés depuis déjà onze années pour des «crimes» qu'ils n'ont pas commis et, surtout, lever le criminel embargo déjà cinquantenaire. A défaut de pouvoir trop espérer, laissez-moi au moins rêver.

Pour ses 84 printemps, je joins ma voix à celle du peuple haïtien, du staff de Haïti Liberté, de la Mission cubaine à l'ONU pour dire à Fidel : ¡*Feliz cumpleaños* et Ad Multos annos !

Notes

(1) *Marcos, la dignité rebelle. Conversations avec le sous-commandant Marcos*, Ignacio Ramonet, Galilée, Paris, 2001).

(2) *Président des Etats-Unis, faites-le* ! Fidel Castro, La Havane, 4 août 2006

(3) *Une Internationale de la santé*, Hernando Calvo Ospina, Le Monde diplomatique, août 2006.

(4) Réflexions, Fidel Castro, 31 mai, 2009

(5) Information émanant du Ministère de la Santé Publique d'Haïti de concert avec la direction de la coopération cubaine en Haïti, en date du 27 avril 2010.

(6) Le Grand Soir 31 juillet 2010

Quatre-vingt-quatre ans au service de l'humanité

Par Carmen Maury

Cuba a toujours été depuis les temps immémoriaux, le berceau de figures illustres, qui se sont distinguées par leurs dons artistiques, leurs capacités intellectuelles, leur génie politique, leurs qualités sportives, leur charisme naturel et leur attachement aux masses populaires. Très peu sont parvenus à combiner l'une ou l'autre de ces vertus-là dans un équilibre harmonieux de façon à les mettre en toute simplicité au service de la plus grande mère : la Patrie. De ceux là, Fidel en est un. !



Joyeux anniversaire Commandante !

D'une famille aisée, bénéficiant d'une formation académique vaste et profonde, Fidel a su comprendre comme l'avait fait Marti en son temps que la réalité des Cubains ordinaires associait un sombre présent à un avenir incertain. Il a compris qu'il fallait non seulement lutter contre cette marionnette de tyran obstiné, mais de plus couper définitivement les liens avec celui qui tirait les ficelles: le Nord violent et brutal, pieuvre aux tentacules transnationales, vivant en parasite des ressources de l'Amérique et oppresseur de ses peuples.

Aussi l'a-t-il compris, avec la clarté visionnaire d'un vrai disciple de Marti. Ainsi l'a-t-il compris et c'est cet idéal qui l'a conduit à l'attaque de Moncada, qui l'a poussé a s'embarquer sur le Granma avec quatre-vingt-un (81) frères de combat tout aussi rêveurs réalistes que lui jusqu'à s'enraciner dans les entrailles de la Sierra Maestra à côté de Raul, de Camilo, du Che, d'Almeida et d'autres noms inoubliables, allant de victoire en victoire et en poussant l'ennemi au revers. Finalement, il entra triomphalement le 8 Janvier 1959 à la capitale de tous les Cubains et de toutes les Cubaines, pour réaliser une à une les promesses de la Moncada et donner à l'ouvrier, à la femme, à l'étudiant, à l'enfant, au paysan, l'indescriptible sensation d'être maîtres de leur propre destin celui de construire un Cuba véritablement pour tous, avec tous et pour le bien de tous.



Affiche sur bois représentant José Marti et Fidel Castro avec le slogan: « Nous nous battons pour le respect et le bonheur des hommes » Santa Clara, Cuba

"Je veux que la loi première de notre République soit le culte des Cubains à l'endroit de la pleine dignité de l'homme." Fidel a compensé largement le rêve de José Marti pour Cuba et le monde. Il est rentré de façon indélébile dans l'histoire de Cuba, de l'Amérique, des opprimés, des exclus de ce Tiers- monde qui refuse de se mettre à genoux, qui a dit : Assez! Et s'est mis à marcher. Avec ses paroles prophétiques, d'autant plus certaines surtout quand on considère le sombre panorama qui plane sur les générations futures, Fidel est et continuera à être le moteur de nouvelles luttes, une raison pour ne pas flancher, la source d'expériences pour porter les gens à croire dans le perfectionnement de l'être humain. Fidel a dépassé l'objectif des accomplissements continus, aujourd'hui non pas demain, avec l'humble satisfaction de quelqu'un qui fait le bien par conviction, mû par l'éternel anticonformisme du révolutionnaire qui aspire toujours à atteindre de nouveaux soleils.



Joyeux anniversaire ! Et merci Commandant,

Traduction de l'espagnol Jacques E. Leblanc

Les quatre-vingt-quatre ans du commandante

Par Jacques Elie Leblanc

Quand poindront à l'horizon les
premières lueurs de l'aube ce 13
Août.

Une gerbe de fleurs rouges à la
main nous sortirons,

A l'aube pour honorer un Titan qui
depuis 84 ans est dans les hauts
vents entre la lune et l'acier

Tissant durement le temps où le
bitume coulera sur les prairies
germées

Rien qu'une attente percluse de
l'indicible demain

Et comme rêver c'est chercher les
contours du possible

Voici le coeur blafard d'un matin
moribond.

Il a dans tes yeux je ne sais quelle
chanson pour lâcher dans le jour des
oiseaux éveillés

Nous laissons dans ce siècle
l'humanité barbare, bariolée et
sinistre, comme tu l'as dit.

Grandeur d'âme, d'ou vient- elle, je
vous demande?

Tes griefs sont biffés au coeur de
ton combat et tu pétris tes jours
avec l'injure et l'incompréhension des
autres

Que malgré tout, tu disais qu'il
fallait pardonner et faire confiance
aux hommes

Un espoir pour tisser maille à maille
un lien indissoluble

Ah! Comme toute la vie peut- être
une chose pénible !

Tous les travaux du jour nous le
ferons ensemble comme une seule
nation, comme L' ALBA n'est- ce pas?

Reconstruire avec l'aube nouvelle
des pays nouveaux

Et nous continuerons à naviguer à
long cours dans le goémon rebelle.

Assurément, nous avons appris
beaucoup de choses pour remplir
tous ces jours sombres

Nous disions et vous l'avez confir-
mé' que l'humanisme commence
quand le pain est distribué.

Si tu t'es affaissé soudain au bas
flanc de la route, tu t'es levé et tu
t'es mis à marcher de nouveau.

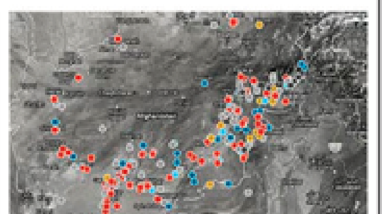
Echos de la guerre du Vietnam en Afghanistan

Par Noam Chomsky

The War Logs - un ensemble de documents militaires classés qui embrassent six ans de la guerre de l'Afghanistan, lancés dans Internet par l'organisation Wikileaks - raconte une lutte passionnée la plus acharnée, quotidienne, si l'on prend la perspective des États-Unis. Pour les afghans, il s'agit d'une horreur croissante. Bien que ces documents soient précieux, *The War Logs* peut contribuer à alimenter la croyance désastreuse que les guerres sont seulement une erreur si elles ne sont pas victorieuses - un peu le même sentiment que celui ressenti par les nazis après Stalingrad.

Le mois passé nous assistons à la mise à la retraite forcée du général Stanley A. McChrystal, remplacé comme commandant des forces des EU à l'Afghanistan par son supérieur, le général David H. Petraeus.





The War Logs **peut contribuer à alimenter la croyance désastreuse que les guerres sont seulement une erreur si elles ne sont pas victorieuses**

De gauche à droite: Mike Mullen, Vice Président Joe Biden, Président Barack Obama, général David H. Petraeus et le ministre de la Défense Robert M. Gates

Une conséquence probable en sera le relâchement des normes de combat, de façon à ce qu'il soit plus aisé de tuer des civils et une prolongation de la durée de la guerre dans la mesure où Petraeus emploie son influence sur le Congrès pour obtenir ce résultat.

L'Afghanistan est la guerre principale du président Obama. Le but officiel en est de nous protéger d'Al Qaeda, une organisation virtuelle sans base spécifique - un « réseau de réseaux » et une « résistance sans leaders », comme elle est appelée dans la littérature professionnelle-. Maintenant, encore plus que jamais, Al Qaeda est devenue une série de noyaux relativement indépendants et associés d'une manière distendue autour du monde.

La CIA calcule qu'il peut y avoir entre 50 et 100 activistes d' Al Qaeda en Afghanistan, et rien n'indique que les talibans veuillent répéter l'erreur d'offrir un refuge à Al Qaeda. À ce qu'il semble, les talibans sont bien établis dans leur vaste et rude territoire, une grande partie des territoires pachtounes.

En février, lors du premier exercice de la nouvelle stratégie d'Obama, les marines étasuniens ont conquis Marja, un district mineur de la province de Helmand, centre principal de l'insurrection. Une fois là, selon un rapport de Richard A. Oppel Jr., du The New York Times, «*les marines se sont retrouvés avec une identité talibane si répandue qu'elle paraissait une organisation politique intégrée au peuple, un parti unique, avec une influence qui embrasse tous* ». «*Nous avons eu à réévaluer notre définition du mot ennemi* », affirme le général Larry Nicholson, un commandant de la brigade expéditionnaire de la marine dans la province de Helmand. « *Ici, la majorité des gens est identifiée comme taliban Nous avons à réajuster notre manière de penser de façon à ce que nous n'essayions pas d'expulser les talibans de Marja, mais attaquer aux vrais ennemis* ».

Les marines font front à un problème qui a toujours poursuivi les conquistadors, et qui est très familier aux EU depuis le Vietnam. En 1969, Douglas Pike, l'expert en Vietnam du Gouvernement des EU, se lamentait sur ce que l'ennemi - le Front de Délivrance Nationale (FLN) - « *était le parti politique unique avec une adhésion généralisée au Viêt-Nam du Sud* ».

Comme a reconnu Pike, n'importe quel effort pour concurrencer politiquement cet ennemi serait d'affronter un conflit entre une sardine et une baleine. En conséquence, nous devions surpasser la force politique du FLN en recourant à notre avantage comparatif, la violence, avec des résultats terribles. D'autres ont fait front à des problèmes similaires : par exemple, les Russes en Afghanistan pendant les années quatre-vingts, ont gagné toutes les batailles, mais ils ont perdu la guerre.

Ou encore une autre invasion américaine - les Philippines, en 1989, Bruce Cumings, un historien spécialisé sur l'Asie dans l'Université de Chicago, a fait une observation applicable aujourd'hui à la situation de l'Afghanistan : « *Quand un marin voit que sa route est désastreuse il change de direction; mais les armées impériales enfoncent leurs bottes dans des sables mouvants et continuent de marcher, bien qu'ils soient enlisés, tandis que les hommes politiques ornent l'histoire de phrases sur les idéaux nord-Américains* ».

Après le triomphe de Marja, on s'attendait à ce que les forces coalisées, avec à leur tête les EU, attaquent la ville importante de Kandahar, où, selon une enquête de l'armée américaine, l'opération militaire est repoussée par 95 % de la population et cinq sur six des habitants considèrent les talibans comme « nos frères afghans » - encore une fois, des échos de conquêtes préalables-. Les plans sur Kandahar ont été retardés, en partie, grâce au départ de McChristal. Etant données ces circonstances, il ne faut pas s'étonner que les autorités des EU soient préoccupées parce que l'appui populaire à la guerre d'Afghanistan érode toujours plus.

En mai dernier, Wikileaks a permis de divulguer un rapport de la CIA sur la manière dont a été entretenu l'appui de l'Europe à la guerre : le sous-titre disait : « Pourquoi compter sur l'apathie n'est peut-être pas suffisant ».

Comme le remarque le dit rapport, « Le Profil bas de la mission en Afghanistan a permis aux leaders français et allemands de faire la sourde oreille à l'opposition populaire et de graduellement augmenter leur contribution aux troupes de la Force de l'Aide à la Sécurité Internationale (ISAF) ». « Berlin et Paris s'entêtent à occuper la troisième et quatrième place des troupes de l'ISAF, malgré l'opposition de 80 % des personnes interrogées allemandes et françaises à de plus grands envois de forces ». Il est nécessaire, en conséquence, « de dissimuler les faits » pour « empêcher, ou au moins contenir, une réaction négative».

Ce rapport doit nous rappeler que les États ont un ennemi interne : leur propre population, qui doit être contrôlée quand la politique étatique se trouve en opposition avec le peuple. Les sociétés démocratiques ne dépendent pas de la force mais de la propagande, en manipulant le consentement au moyen d'une « illusion nécessaire » et une « sursimplification avec puissante émotivité », pour citer le philosophe favori d'Obama, Reinhold Niebuhr.

Donc la bataille pour contrôler l'ennemi interne continue d'être hautement pertinente. De fait, l'avenir de la guerre en Afghanistan peut dépendre d'elle.

Noam Chomsky, distribué par The New York Times Syndicate Público 8 août 2010

Traduction: Danielle Bleitrach pour Changement de société 9 août 2010

Qui a du sang sur les mains en Afghanistan ?

Par Alex Lantier

Des accusations portées par des responsables de l'administration Obama et des médias que le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, et ses sources ont « du sang sur les mains » pour avoir révélé des informations sur les opérations militaires et les informateurs des Etats-Unis en Afghanistan sont de méprisables calomnies. La responsabilité du sang versé en Afghanistan repose sur le gouvernement américain, qui a déclenché la guerre.

Ces accusations sont d'autant plus dégoûtantes que l'administration Obama prépare ouvertement une augmentation de l'effusion de sang par l'armée des Etats-Unis en Afghanistan. Un article paru hier en première page du New York Times était intitulé « *Les Etats-Unis se concentrent maintenant sur les assassinats politiques en Afghanistan* ». Il faisait les éloges de la Task Force 373, l'escadron de la mort secret dévoilé dans les documents publiés par WikiLeaks, en notant que les « raids du commando » ont tué « plus de 130 insurgés d'importance » durant les cinq dernières semaines.

Les plus récents plans de Washington consistent à tuer en masse pour terroriser la population afghane et forcer sa capitulation. A l'audience de la Commission des affaires étrangères du Sénat de mardi dernier, le sénateur Richard Lugar a expliqué : « *Pour que les négociations fonctionnent, nous devons faire preuve de force. Aussi violent que cela puisse sembler, il est essentiel que nous tuions beaucoup de talibans.* »

La mentalité fascisante qui sous-tend de tels plans n'est pas différente de celle d'Hitler et de ses hommes de main lorsqu'ils préparaient des guerres et la répression des forces de la résistance en Europe.

Dans le milieu politique dégénéré d'aujourd'hui, les médias - qui ont systématiquement et délibérément masqué les crimes révélés par WikiLeaks - se prêtent à la campagne contre Assange. Lors d'une conférence de presse jeudi dernier, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées, a déclaré qu'Assange et ses sources *« pourraient bien avoir le sang d'un jeune soldat ou d'une famille afghane sur les mains »*.

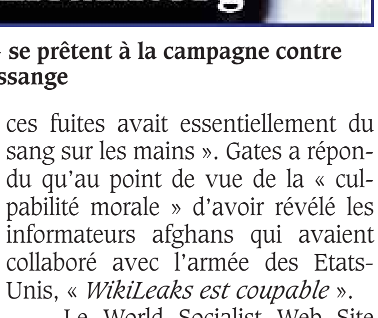
Dimanche, sur le plateau de l'émission « This Week » à ABC, Christiane Amanpour a demandé à son invité, le secrétaire à la Défense Robert Gates, de commenter l'assertion que « le responsable de ces fuites avait essentiellement du sang sur les mains ». Gates a répondu qu'au point de vue de la « culpabilité morale » d'avoir révélé les informateurs afghans qui avaient collaboré avec l'armée des Etats-Unis, « *WikiLeaks est coupable* ».

Le World Socialist Web Site n'est pas touché par cet appel à la solidarité avec les informateurs et les mouchards de Washington. Nous rejetons avec mépris les tentatives visant à excuser la barbarie

Suite à la page (16)

Show - Friday 29th January 2010

Julian Assange
editor@wikileaks.org



Les crimes révélés par WikiLeaks - se prêtent à la campagne contre Julian Assange

Président des Etats-Unis, faites-le !

Par Fidel Castro Ruz

Un article qui contenait vraiment beaucoup de choses en rapport avec la marée noire survenue, voilà maintenant cent cinq jours, a été publié quelques jours.

C'est le président Obama qui a autorisé ce forage, parce qu'il faisait confiance en la capacité de la technologie moderne en matière de production de pétrole, ce produit vital pour la civilisation actuelle mais dont la consommation excessive suscite les protestations énergiques des écologistes, et dont il souhaite, lui, disposer en abondance pour libérer les Etats-Unis de leur dépendance d'envers les livraisons extérieures.

George W. Bush en personne, n'avait même pas osé franchir ce pas, compte tenu des expériences amères ayant découlé en Alaska, d'un pétrolier qui transportait du pétrole tiré de là-bas.

L'accident est survenu, lors de la recherche du pétrole qu'exige désespérément la société de consommation, une société que les générations actuelles ont héritée des précédentes, excepté que tout marche aujourd'hui à une vitesse inimaginable.

Des scientifiques et des environnementalistes ont exposé des théories, relatives aux catastrophes qui se sont produites pendant des centaines de millions d'années quand d'énormes bulles de méthane provoquèrent de gigantesques tsunamis qui, accompagnés de vents et de vagues atteignant le double de la vitesse du son et de vagues de jusqu'à mille cent mètres de haut, balayèrent une grande partie de la planète et anéantirent 96 % des espèces vivantes.

Ils redoutent que le golfe du Mexique qui, pour une raison cosmique donnée, est la région où la roche karstique nous sépare de l'énorme couche de méthane, soit percée à cause de cette recherche désespérée de pétrole menée grâce à des équipements à technologie de pointe dont on dispose aujourd'hui.

A propos de la marée noire causée par British Petroleum, les agences de presse informent ce qui suit : « le gouvernement étasunien a averti que les gens devaient s'éloigner de l'épicentre des opérations, menaçant de leur imposer



Quelle ne serait pas la surprise de l'opinion publique mondiale si elle apprenait qu'Al Qaida est une création du gouvernement étasunien !

un amende de 40 000 dollars pour chaque infraction et de les arrêter pour des délits plus importants.

« L'Agence de contrôle environnemental des USA a informé officiellement que la plate-forme n°1 dégageait du méthane, du benzène,



Je m'adresse en l'occurrence pour la première fois de ma vie au président des USA, Barack Obama : Vous devez savoir que vous avez les moyens d'offrir à l'humanité la seule possibilité réelle de paix

du sulfure d'hydrogène et d'autres gaz toxiques. Les travailleurs sur le terrain utilisent maintenant des moyens de protection de pointe, dont des masques à gaz de dernière génération fournis par les militaires.

Des faits capitaux se produisent avec une fréquence inhabituelle

Le premier et le plus immédiat est le risque d'une guerre nucléaire après que le Cheonan, un navire de guerre dernier cri, a été coulé, selon le gouvernement sud-coréen, par la torpille d'un sous-marin soviétique "datant tous les deux de plus de cinquante ans" tandis que d'autres sources donnent la seule cause possible, mais non détectable : une mine posée sur la coque du Cheonan par les services de renseignement étasuniens. Le gouvernement de la République populaire et démocratique de Corée en a aussitôt été accusé. Cet étrange événement fût suivi, quelques jours plus tard, du vote, au Conseil de sécurité des Nations Unies, de la résolution 1929, ordonnant l'inspection des cargos iraniens d'ici à 90 jours.

Le second risque, qui produit déjà des effets dévastateurs, est la progression des changements climatiques, dont les effets sont pires, comme le dénonce le documentaire Home, réalisé par Yann Arthus-Bertrand, avec la participation des écologistes les plus prestigieux du monde. Et maintenant, ce déversement de pétrole dans le golfe du Mexique, à quelques kilomètres de notre patrie, qui engendre toute sorte de préoccupations.

Le 20 juillet, une dépêche de l'agence de presse EFE rapportait les déclarations du maintenant fameux amiral Thad Allen, coordonnateur et responsable de la lutte contre la marée noire dans le golfe du Mexique, qui « a autorisé British Petroleum, propriétaire du puits et coupable du déversement, à poursuivre pendant 24 heures de plus les tests qu'elle faisait pour déterminer la solidité de la structure «Macondo» après l'installation, dix jours plus tôt, d'une nouvelle cloche d'endiguement. » « Selon des chiffres officiels, il existe près de 27 000 puits abandonnés dans le lit marin du golfe » « 92 jours après l'accident de la plateforme de la BP, la principale inquiétude de l'administration étasunienne est que la structure souterraine du puits ne soit endommagée et que le pétrole ne filtre à travers les roches et ne finisse par couler à différents endroits du sol marin. »

C'était la première fois qu'une déclaration officielle faisait état de la crainte de voir le pétrole commencer à couler de puits qui ne sont plus productifs.

Les lecteurs intéressés par la question s'arrangent pour tirer les données scientifiques d'un fatras de nouvelles sensationnalistes. Il est pour moi des faits dont l'explication n'est pas satisfaisante. Pourquoi l'amiral Allen a-t-il donc dit que « la principale inquiétude de l'administration étasunienne est que la structure souterraine du puits ne soit endommagée et que le pétrole ne filtre à travers les roches et ne finisse par couler à différents endroits du sol marin » ? Pourquoi la British Petroleum a-t-elle déclaré qu'on ne saurait l'accuser pour le pétrole brut qui a jailli à 15 kilomètres du puits accidenté ?

Il faudrait attendre 15 jours de plus, nécessaires pour forer le puits auxiliaire dont la trajectoire est quasiment parallèle à celle du puits qui a causé la catastrophe, tous deux séparés par moins de cinq mètres, selon l'avis du groupe cubain qui analyse le problème. Entre-temps, nous devons attendre, sages comme des images

Si on dépose une telle confiance dans le puits parallèle, pourquoi n'a-t-on pas pris cette mesure plus tôt ? Que ferons-nous si elle échoue, comme toutes les autres ?

Un échange récent avec quelqu'un d'extrêmement bien informé des détails de l'accident, du fait des intérêts de son pays, m'a permis d'apprendre qu'il n'existait pas de risque d'émanation de méthane en raison des caractéristiques du puits et de son environnement.

Le 23 juillet, aucune nouvelle ne parlait de ce problème. Le 24 juillet, l'agence DPA écrivait : « Un scientifique étasunien éminent a accusé la société pétrolière britannique BP, devant la chaîne de télévision BBC, de soudoyer des experts qui analysent la marée noire dans le golfe du Mexique pour qu'ils retardent la publication des données », sans relier toutefois cette immoralité avec le moindre dommage à la structure du fonds marin et avec les émanations de pétrole et les niveaux de méthane inhabituels.

Le 26 juillet, les principaux médias londoniens "BBC, Sunday Times, Sunday Telegraph et autres" informaient que le « conseil de direction » de la BP « devait décider ce jour-ci du départ du président exécutif (Tony Hayward) pour sa mauvaise gestion du déversement de pétrole dans le golfe du Mexique ».

De leur côté, Notimex et El Universal, de Mexico, informaient qu'à la BP, « aucune décision n'avait été adoptée quant au changement de cadres et qu'un conseil de direction était prévu dans l'après-midi ».

Le 27 juillet, les agences de presse faisaient savoir que le président exécutif de BP avait été licencié.

28 juillet. Douze dépêches de presse informaient que quatorze pays, dont les USA et plusieurs de leurs plus importants alliés, avaient fait des déclarations embarrassées après la divulgation par l'organisation Wikileaks de documents secrets sur la guerre en Afghanistan. Tout en se disant « inquiet » devant ces fuites, Obama signalait que les informations « dataient et ne contenaient rien de nouveau ».

Une déclaration cynique

« Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, a affirmé que les documents prouvaient les crimes de guerre commis par les forces étasuniennes. »

Ce fût si évident que ces révélations ont ébranlé jusque dans leurs fondations la volonté de secret étasunienne. Les documents parlent de « morts de civils jamais mentionnées publiquement ». Ces révélations ont causé des frictions entre les parties impliquées dans ces atrocités. Sur les risques de gaz méthane, émanant des puits qui ne sont pas en production, silence absolu.

29 juillet. Une dépêche de l'AFP révélait l'inimaginable : Oussama Ben Laden appartenait aux services de renseignement étasuniens. « Oussama Ben Laden apparaît dans les rapports secrets publiés par Wikileaks comme un agent actif, agissant et adulé par ses hommes dans la région afghano-pakistanaise ».

On savait qu'Oussama avait coopéré avec les USA dans la lutte des Afghans contre l'occupation soviétique, mais on supposait qu'il avait accepté l'appui des USA et de l'OTAN dans sa lutte contre l'invasion étrangère comme un mal nécessaire et qu'une fois le pays libéré, il avait repoussé l'ingérence étrangère et créé l'organisation Al Qaida pour combattre les USA.

De nombreux pays, dont Cuba, condamnent ses méthodes terroristes qui causent la mort d'innombrables innocents.

Quelle ne serait pas la surprise de l'opinion publique mondiale si elle apprenait qu'Al Qaida est une création du gouvernement étasunien !

Liquider les talibans a été une justification de la guerre en Afghanistan, puis l'un des motifs de l'invasion et de l'occupation de l'Irak par les troupes étasuniennes. Deux pays où sont morts des milliers de jeunes Etasuniens et où beaucoup ont été mutilés. Où plus de 150 000 soldats étasuniens sont engagés pour une durée indéfinie et, à leurs côtés, les membres des troupes de cette organisation belliciste qu'est l'OTAN et d'autres alliés comme l'Australie et la Corée du Sud.

29 juillet. La presse publiait la photo d'un Etasunien de vingt-deux ans, Bradley Manning, analyste du renseignement, celui qui a fait passer au site web Wikileaks 240 000 documents secrets. Pas de déclaration sur sa culpabilité ou son innocence. On ne pourra pas toutefois toucher à un cheveu de sa tête, parce que les membres de Wikileaks ont juré de faire connaître la vérité au monde.

30 juillet. Le théologien brésilien Frei Betto publiait un article intitulé : « Cri de la terre, clameur des peuple », dont deux paragraphes résument la quintessence : « Les anciens Grecs l'avaient déjà constaté. Gaïa, la Terre, est un organisme vivant. Et nous sommes ses fruits, engendrés en 13,7 milliards

Suite à la page (19)

Haïti-Bossales-Créoles, halte au tribalisme pseudo-conceptuel !

Par Camille Loty Malebranche

Sur les futures élections haïtiennes, (contre ces fausses analyses qui éludent les vraies questions systémiques du capitalisme prédateur et des structures sociales néoesclavagistes déterminées par le bourgeoisisme rétrograde...)

(Je considère dans le texte qui suit, l'article de Wilson Saintelmy « Wyclef Jean à la présidence d'Haïti - Un éventuel cauchemar pour les oncles Sam et Napoléon », publié dans les colonnes du journal Le Devoir du 28 juillet 2010, facilement vérifiable en tapant le titre susmentionné ou quelques-uns de ses mots-clé sur Google. J'en profite pour survoler la portée de la candidature du chanteur hip hop Wyclef Jean)

L'analyste social, lorsqu'il considère un fait politique inchoatif et progressif en cours, ne peut faire l'économie du pronostic sur la fin qu'il entrevoit et qu'il doit sinon démontrer, mais tenter, à tout le moins, de montrer au fil de sa saisie logique et sémiologique de l'évènement qu'il entend expliquer aux lecteurs. Éluder la moindre prévision en argüant de toutes les fins déjà au su et au vu du commun, relève de la perfidie faussement critique, de l'inconséquence intellectuelle, de la veulerie pseudo-analytique

Avant de considérer l'ancienne appellation 'Bossale' rendu « concept » par Wilson S., et dont je fais l'objet de ce papier, je tiens, dès le départ à préciser que tout l'article de M. Wilson S., aura été une collection d'impropriétés lexicales où l'auteur joue par une métaphore indécente avec des mots totalement indus qui n'atteignent même pas le statut d'opinion - vu le contournement indécent du pronostic normalement attendu - l'auteur n'osant guère se prononcer sur ce qu'il annonce. Pour un article qui se veut un pronostic, rien que du funambulisme verbiageant, de la gymnastique oratoire où matoisement, l'auteur dans une verbigération, un équilibrisme verbal qui ne trompe que les liseurs, ne nous renseigne sur rien et se joue du lectorat dans une péroraison qui n'est pas raison, comme un incantateur ironique qui se moquerait de la masse des crédules trop intellectuellement frustes, pour questionner ses propos. Hélas ! La grande majorité se retrouve forclose dans son droit de comprendre par de tels baragouins pitoyables mimant la critique et l'idéel pour assommer les esprits mal avisés. Car on ne prédit pas l'avenir d'un politicien ou d'un pouvoir comme le fait l'auteur, en avertissant avec simplisme que ledit politicien candidat, s'il est élu, va emprunter l'une ou l'autre des seules deux voies idéologiques connues avec leurs variantes en vogue dans la région. C'est comme si dans une élection présidentielle étasunienne,



Bill Clinton et Michel Marthelly alias Sweet Micky

un spécialiste nous disait, avec force d'arguties, au bout de ses savantes analyses, qu'elle portera ou bien le candidat démocrate ou bien le candidat républicain à la Maison Blanche !

Et si le journaliste ou l'analyste n'est pas prophète ou oracle, il doit, sans vaticiner, assumer des prévisions par le télescope anticipateur de la logique monstrative et démonstrative de son discours analytique pour synthétiser, au risque de se tromper, sa pensée, sa démarche prévisionnelle. Sinon, c'est de la couardise anti-intellectuelle, de la balourdise baveuse pour abrutir et désinformer le lecteur. Bref, du nombrilisme phrastique, galvaudage honteux du sens pour de l'esbroufe aux yeux



Wyclef et Clinton, qui encourage et finance la candidature de Wyclef à la présidence d'Haïti ? Qui a intérêt à créer, crée ou contribue à créer en Haïti, ces personnages clinquants, sans menace pour le statu quo ?

des spectateurs auxquels il veut plaire en satisfaisant ses instincts d'histrions comme aux dépens des badauds du sensationnalisme. La droite pro-étasunienne et la gauche bolivarienne d'inspiration castriste étant l'essentiel de l'univers politique caribéen et latino-américain, autant pour cet auteur de nous ramener aux vieilles impostures critiques décriées jadis par Kant qui dénonçait l'inanité logique et le truisme des fausses analyses, en rappelant la bourde d'un rhéteur de l'Antiquité qui proclamait à ses potaches qu'« Alexandre Le Grand, n'aurait pas pu faire la conquête de la majeure partie du monde connu de son temps, s'il n'avait pas une armée » !

De la lapalissade vaine, bêtifiante et abêtissante « Bossale », lourdeur et vacuité d'un vocable dénigreur

Au lieu de considérer la société haïtienne du point de vue de sa structure de dysfonctionnement d'un capitalisme rabougri et sans productivité, entretenu de l'extérieur par l'impérialisme multiple auquel ce pays est astreint, et mené tambour battant à l'intérieur par une canaille « bourgeoise » à sa solde, Wilson S. nous propose un regard dichotomisant la société haïtienne en « bossales » majoritaires versus une minorité de créoles. Le mot bossale - dans son sens historique d'origine, est un référent qui renvoie aux africains non nés dans l'île d'Haïti à l'époque des colonisations espagnoles et françaises. Référent qui - dénotant la dénomination comme barbare et bête du nègre fraîchement vendu sur les plages antillaises, parce que non acculturés à l'européenne - est totalement obsolète et non avenu dans une analyse sociologique. Car depuis 1503, hormis le tout premier contingent de déportés noirs à travers cette sordidité inqualifiable de crime contre l'humanité que fut la traite négrière, chaque noir nouvellement vendu et transplanté pour le travail des mines sous la trique des espagnols (qui sont les premiers à avoir usé du mot) avant le transfert du tiers d'île à la France, fut le bossale d'un autre. Une considération synchronique du lexème Bossales, c'est-à-dire sa prise en compte dans son emploi ordinaire et actuel, nous laisse voir qu'il est métaphorique et constitue un simple signifiant avec une connotation, quoique péjorative, vidée de sa charge diachronique (historique) raciste. « Bossale » dans son sens courant, aujourd'hui, n'est qu'une injure jetée à celui ou celle qui agit en brute indépendamment de sa teinte épidermique ou de son statut social. On l'utilise, par exemple, couramment dans le sport pour désigner le manque de fairplay d'un joueur brutal.

Cela nous amène donc à affirmer que le vocable « Bossale » - parce qu'il portait effectivement dans sa signification, l'idée d'incapacité d'expression des nouveaux esclaves fraîchement vendus aux Antilles, en langue européenne (espagnole puis français) - dans le contexte haïtien, fors en l'analyse du langage ou de littérature de certains auteurs contemporains comme Condé, est une aberration sociologique que l'analyste social ou politique ne saurait utiliser dans son langage, sans au préalable préciser le sens nouveau et pertinent, essentiel à l'étude et à la compréhension de la réalité haïtienne qu'il lui prête dans sa sémantique herméneutique. Car à l'utiliser comme Wilson S., qui en fait la majorité, Bossales semble désigner une sorte de tribu innombrable, une ethnie majoritaire rejetée par ségrégation raciale ! Or, il n'en est rien. Nous nous retrouvons dans un tribalisme discursif qui dénature et « ethnicise/tribalise » les faits ! Tribalisme discursif qui n'a pas sa place, puisque le problème de l'exclusion en Haïti, est pratiquement le même que dans tout le système capitaliste en pays très pauvres, celui de la société excessivement clivée où quelques-uns ont tout et où le peuple n'a rien, vu que la circulation pécuniaire et la vie économique du capitalisme grâce à la production-consommation et au crédit pour la masse en pays nantis ou émergents, n'existe pas. Il n'y a rien de productif et le rien cruel transforme ceux qui, ailleurs, sont pauvres fonctionnels-endettés, en miséreux crevant de privations primaires. Pour retourner à l'appellation bossales, je dis que, bizarrement, les seuls antisociaux qui mériteraient, par moquerie, la désignation non conceptuelle mais courante de bossales, seraient les « bourgeois » totalement improductifs d'Haïti, les crétins voyous, ex-présidents et ex-ministres dilapidateurs des deniers publics haïtiens, qui vont, éhontés et arrogants, faire voir les fruits de leur pillage d'Haïti à l'étranger, en osant ignoblement se dire (bourgeois) ou se croire bêtement des hommes.

Depuis 1804, tous les haïtiens sont des créoles et, après cette date fondatrice, ceux qui ont embrassé la nationalité haïtienne, après des générations de vie dans le pays, sont aussi devenus des créoles. C'est-à-dire des ressortissants, des «indigènes» d'Haïti. C'est entre classes d'indigènes que se passent les horreurs avec la main souvent invisible des prédateurs néocolonialistes et impérialistes, c'est donc de manière scientifique non émotionnelle, non tribaliste mais structurelle et économique, par l'action politique de transformation sociale tant au niveau des mentalités que des comportements, ce, pour établir la justice sociale, qu'il faille penser Haïti. Bossale, érigé en concept sociologique, est de fait, une résurgence débile du racisme occidental, puisqu'il ne fut employé que pour spécifier l'infériorité des noirs non encore exposés à la culture blanche. C'est une insulte à tout mélanoderme déshumanisé historiquement dans la société coloniale comme bête, voire chose n'accédant à la civilisation et à l' « humanité » que grâce au moulage par le colon européen (qui, faut-il le dire, fut lui-même de la saleté incarnée pour créer une telle malpropreté) dont « bénéficiaient » les créoles de la colonie

Par ailleurs, je tiens à faire remarquer, à Wilson S. qui argüe de ce qu'il appelle « les deux voies » probables de Wyclef, chanteur hip hop, façonné de toute pièce par les Etats-Unis, candidat à présidence d'Haïti, qui pourrait, d'après W. S., s'il est élu, devenir « révolutionnaire » de type chavézien ou consacrer la « transformation d'Haïti en 51ème état étasunien », que l'on ne passe pas du matin au soir, du statut d'amuseur public, voué au showbiz, pétri jusqu'aux réflexes dans la société de consommation capitaliste nord-américaine, à celui de révolutionnaire. Le statut de révolutionnaire est un cheminement éminemment idéel, intellectuel et humain. En outre, faible telle qu'elle l'est aujourd'hui, Haïti ne peut faire de révolution alors qu'elle est surcontrôlée de l'extérieur. Et puis, les autres questions tout aussi essentielles, seraient de se demander : Qui encourage et finance la candidature de Wyclef à la présidence d'Haïti ? Qui a intérêt à créer, crée ou contribue à créer en Haïti, ces personnages clinquants, sans menace pour le statu quo, auxquels le peuple désemparé par la misère en laquelle on le maintient, pris au lasso du «charity business», se donne dans l'espoir d'un lendemain moins miséreux ? La seule révolution à laquelle on peut s'attendre, s'il en est, avec Wyclef, est celle de la promotion du déferlement commercial du populisme culturel dérivant du populisme politique dont relèverait nécessairement sa présidence, où une pléthore de spectacles populaires pleuvra occasionnellement et facilitera une circulation d'argent pour toutes les classes sans toutefois rien changer au fondement systémique du pays.

Vu l'abîme de dislocation de l'Haïti d'aujourd'hui, ce sera sans doute, un « pactole » pour tous !

Suite à la page (18)

Simon Kimbangu, une mémoire coloniale à ne pas oublier

Par Déo Nendumba

Dans la lutte pour l'émancipation du peuple congolais du joug colonial belge, Simon Kimbangu peut être considéré comme un précurseur. En effet, il fût le premier, dès 1921, à fustiger la politique coloniale belge avec un discours non-violent. Il prôna l'égalité des droits devant la loi et suscita l'éveil de la conscience noire face à l'idéologie dominatrice du colon belge. Pour les Congolais de l'époque, Simon Kimbangu fût un prophète de Dieu, un nationaliste. Par contre, pour les missionnaires et l'autorité coloniale, il fût un dangereux personnage qui incitait la population congolaise à la révolte, qui s'attaquait aux principes fondamentaux de la suprématie du colonisateur sur le colonisé, donc un homme à abattre

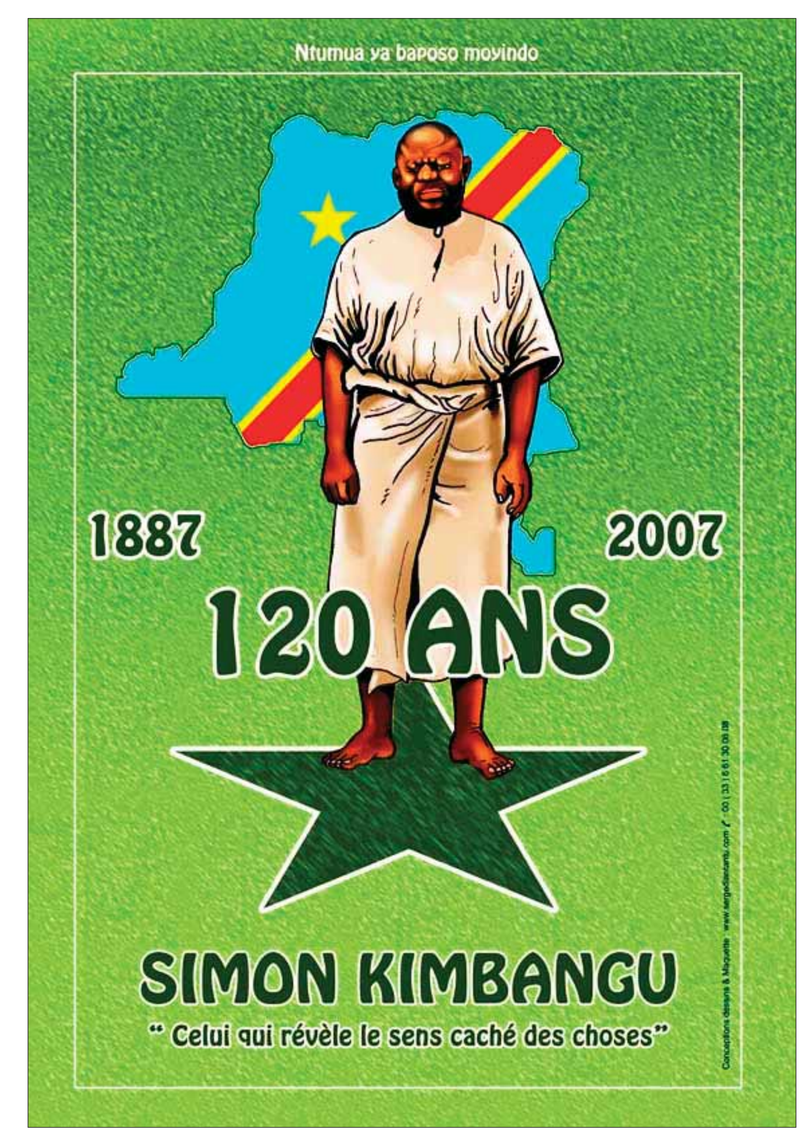
Son histoire et son combat

Simon Kimbangu, dont le nom signifie « celui qui révèle les choses cachées », est né le 12 septembre 1887 à Nkamba, petit village de la province du Kongo-Central (Bas Congo) au Congo Belge, actuellement République Démocratique du Congo (RDC). Simon Kimbangu fit ses études primaires à la mission protestante de Ngombe-Lutete où il devint catéchiste. A partir de 1910, Simon Kimbangu prétend recevoir un appel divin de « paître son troupeau ». Il fuit et se réfugie à Léopoldville (Kinshasa) pour travailler dans une entreprise de huilerie sans être rémunéré. A Léopoldville, il est confronté à la ségrégation raciale et à l'humiliation quotidiennes du colonisé. Déçu, il regagne son village de Nkamba, où l'histoire veut que le 6 avril 1921, il ait guéri une jeune femme dénommée Nkiantondo qui était dans le coma depuis plusieurs jours. Très vite, Simon Kimbangu acquiert la réputation d'un thaumaturge. Dès lors, les foules ne cesseront d'affluer à Nkamba pour écouter ses prêches et bénéficier d'une guérison miraculeuse. Tout au long de son ministère, il a prêché l'évangile et s'est toujours déclaré être l'envoyé de Jésus Christ pour ne pas se voir accusé de syncrétisme religieux par les missionnaires catholiques et protestants.

La popularité dont il jouissait auprès des Congolais ne pouvait plaire aux missionnaires catholiques et protestants qui voyaient leurs églises se vider au profit du village Nkamba devenu « la Jérusalem noire ». En effet, il s'attaquait aux missionnaires blancs qui utilisaient l'évangile avec le fouet pour asseoir leur domination, contrairement au message évangélique qui préconise la charité et l'égalité entre les hommes. A l'égard de l'administration coloniale qui voyait en lui un élément subversif, il prédit la libération de l'homme noir sur le plan spirituel et physique, l'indépendance du Congo, et il ajouta qu'un jour l'homme blanc deviendra noir et l'homme noir deviendra blanc, ce qui signifiait que la colonisation prendra fin et que les Congolais prendront en main le destin de leur pays.

Une telle prise de conscience de l'infériorité imposée aux colonisés par le système colonial devait être neutralisée. Les autorités coloniales belges, alertées par les missionnaires catholiques et protestants, vont envoyer le 6 juin 1921 à Nkamba Léon Morel, administrateur territorial de Thysville (actuelle Mbanza-Ngungu), pour procéder à l'arrestation de Simon Kimbangu. Kimbangu parviendra à s'enfuir et à entrer dans la clandestinité pour coordonner son action.

A la suite des menaces exercées sur ses proches, Simon Kimbangu et tous ceux qui lui étaient fidèles vont



se rendre à Nkamba, le 12 septembre 1921, pour être arrêtés et accusés de sédition par l'administrateur Snoeck. Le procès des fauteurs de troubles du « paisible Congo belge » commença le 29 septembre 1921 et ne dura que 5 jours, durant lesquels des hommes, des femmes et des enfants défilaient sans témoins ni commis d'office pour affirmer ni infirmer les chefs d'accusation retenus contre eux. Un procès « exemplaire et expéditif » du type stalinien pour faire taire toute velléité récidiviste des Congolais dont aucun droit ne leur était reconnu. Au cours de ce procès, les traités en vigueur à l'époque en matière de droits garantis reconnus aux pays colonisés et en matière de droits de l'Homme selon la convention de la Société des Nations (SDN) dont la Belgique était signataire, avaient été violés.

Simon Kimbangu fût condamné à mort avant de voir sa sentence commuée en détention à perpétuité, accompagnée de 120 coups de fouet, par le roi Albert Ier des Belges. Il fût relégué à Elisabethville (Lubumbashi) dans la prison de Kasombo où il purgea ses 30 dernières années dans une minuscule cellule de 1,20m sur 0,80m sans aération, et comme lit il disposait d'un bloc de ciment. Durant ses 30 années de bagne, Simon Kimbangu continua à être considéré comme un leader spirituel, malgré l'absence de contact avec ses fidèles, et il devint également un symbole du nationalisme congolais. Il mourût le 12 octobre 1951 en prison. Pour ternir son image auprès des Congolais, le pouvoir colonial prétendit qu'il se serait converti au catholicisme avant sa mort, chose qui était fausse.

Les autres condamnés fûrent déportés loin de leurs contrées d'origine. A la suite de ce procès, il s'ensuivit des représailles à l'encontre de toute personne soupçonnée adepte du mouvement de Kimbangu. Arrêtée, cette personne était acheminée à Tysville (Mbanza-Ngungu) puis, sans jugement, reléguée ou déportée avec toute sa famille et voyait ses biens confisqués. Entre 1921 et 1959, on estime à 37 000 le nombre de familles persécutées et déportées vers plusieurs localités des provinces Orientale, de l'Equateur et du Katanga comme Ekafela, Ubundu, Lowa, Elisabethville. Beaucoup d'entr'eux ne revinrent jamais et moururent en déportation, suite aux traitements inhumains qu'ils subirent.

Son héritage

En procédant à la déportation et la relégation des adeptes du Kimbanguisme, l'autorité coloniale, à son insu, a contribué à l'implantation et l'expansion du Kimbanguisme à travers le Congo-Kinshasa, le Congo-Brazzaville et l'Angola, car les personnes reléguées continuaient à parler de la lutte de Kimbangu. Le 24 décembre 1959, le gouvernement colonial belge va reconnaître le culte kimbanguiste et abroger de fait les mesures d'interdiction du Kimbanguisme. Aujourd'hui, l'église kimbanguiste est établie dans plusieurs pays à travers le monde.

Simon Kimbangu est un des pionniers de la lutte pour l'indépendance du Congo. Il a ouvert une brèche dans l'édifice colonial belge par son discours nationaliste et non-violent qui a amené les Congolais à prendre conscience de leur état de dominés et d'exploités. Simon Kimbangu, Patrice Lumumba et les autres pères de l'indépendance du Congo ont contribué à des degrés divers à ce que la Belgique accepte l'indépendance du Congo à la date du 30 juin 1960.

Nous demandons une révision du procès de tous ceux qui ont fait l'objet d'arrestation arbitraire, d'emprisonnement ou de relégation pour des raisons d'opinions religieuses pendant la période coloniale, en vue d'une réhabilitation et d'une réparation.

CADTM 6 août 2010

Suite de la page (3)

mais travaillant au détriment de ce dernier. La grande question qui doit être posée face à ces légitimes revendications et aussi face à ce gouvernement d'infortune pour le peuple haïtien : ces revendications, le gouvernement Préval/Bellerive, est-il capable de les écouter, de les mesurer, de les comprendre, de les assumer pour les satisfaire ?

La réponse est déjà clairement exprimée par ce gouvernement, qui a montré à ce peuple que son exigence fondamentale, est de poursuivre la construction d'une société d'exclusion, d'une société d'apartheid en Haïti ! Néanmoins, les sinistrés-déplacés, par le biais de leurs organisations, disent se lancer dans la bataille. Sachant par avance que rien ne pourra changer dans la passivité et dans l'attentisme, ces organisations disent reconnaître la nécessité de mener la lutte contre ce gouvernement qui, plus il entend les cris de désespoir et les plaintes des bannis, plus il devient sourd et endurcit sa politique.

Déjà, les sinistrés-déplacés de la Place Boyer (Pétion-Ville), le dimanche 8 août écoulé, s'étaient lancés dans des protestations contre cette chienne de vie qu'ils traînent dans ces camps de fortune, pour exiger des conditions plus dignes et plus humaines et la fin du calvaire.

Pour terminer cette conférence de presse, les panélistes ont lu une résolution, par laquelle une mobilisation aura lieu le jeudi 12 août devant le siège du gouvernement, palais national. « *Nous luttons pour une autre vie, une autre parole, une autre action. 12 janvier 2010-12 août 2010, 7 mois de misère, c'est trop. Levons nous comme un seul homme en ce jeudi 12 août 2010, devant le palais national pour dire non. Nous ne pouvons continuer à survivre sous le soleil et sous la pluie. Nous sommes fatigués de vivre dans ces conditions infra-humaines, dans la boue, dans la charogne. Ceux qui ne peuvent pas être là à midi, ce 12 août, qu'ils battent un concert de bruits dans les camps, afin de nuire les oreilles de ces autorités sans conscience* »

Ainsi toute patience a ses limites. Les mensonges forgés de toutes pièces, par les autorités haïtiennes et leurs suppôts, arrivent à expiration. Ces populations sinistrées-déplacées ont exprimé leur ras-le-bol. D'une stratégie passivité-attentiste, elles veulent passer à l'action-revendicatrice qui seule peut les aider à évanouir leur indolence, leur torpeur pour se faire écouter.

Des millions et des millions de dollars vont être gaspillés dans des élections-sélection-exclusion, ces élections indignes qui ne font que légitimer un système d'apartheid, ce système de la honte, du désespoir et de la mort. Les laissés-pour-compte veulent dire leurs mots, en tant que majorité nationale, damnés de la terre, qui ont produit la richesse sociale que des minorités, sans honte et sans vergogne, se gavent à n'en plus finir.

La trahison des promesses faites à Haïti

Suite de la page (7)

la CIRH elle même n'a redistribué que 506 millions de dollars – à peine 9% des fonds prévus pour le budget pour 2010 et jusqu'au milieu de l'année 2011.

Les Etats-Unis ont joué un rôle essentiel pour paralyser l'attribution des fonds à Haïti. Le Sénat a barré la contribution de 28 milliards de dollars, à la suite de manœuvres orchestrées par le sénateur républicain Richard Lugar pour bloquer cette offre d'aide financière.

Lugar exige que les Etats-Unis ne donnent pas toute leur contribution tant que Préval ne cherchera pas à organiser des élections libres et équitables – traduction: des élections que les candidats pro-U.S. seront sûrs de gagner– et tant qu'il ne réduira pas les barrières pour les investissements privés.

C'est à cause de ces manœuvres que la CIRH n'a dans ses coffres que 90 millions de dollars. Ne comptez pas sur l'arrivée de nouveaux fonds. Les principaux gouvernements de la planète ne tiennent guère leurs promesses vis-à-vis d'Haïti. Une précédente conférence de donateurs réunis à l'ONU sur Haïti en avril 2009, avait obtenu des promesses de dons, totalisant 400 millions de dollars, mais le pays n'a vu la couleur que de 15 % de cette somme.

Ce qui a été dépensé par la CIRH montre que les états les plus puissants de la planète préfèrent bourrer les poches de leurs propres entreprises.

Beverly Bell de l'»Institute for Policy Studies» a constaté que d'énormes sommes d'argent sont retournées aussitôt dans les poches des pays donateurs, comme avec les 40 cents prélevés par l'état US sur chaque dollar destiné à l'aide humanitaire pour payer la présence militaire à Haïti, cela pendant au moins les deux premiers mois qui ont suivi le tremblement de terre. Les groupes privés US empochent des sommes considérables, comme l'industrie agroalimentaire avec les excédents de riz achetés par USAID (l'Agence Américaine pour le Développement International) pour être distribués dans le cadre de l'aide alimentaire.

Il y a aussi les honoraires payés à une multitude de consultants qui travaillent pour les gouvernements étrangers et les agences internationales …

Ensuite, il y a la corruption et la mauvaise planification qui détournent également des survivants du séisme qui ont terriblement besoin des fonds affectés aux secours. L'ONU a également laissé tomber Haïti tout le long de la crise. Les hauts responsables de l'ONU vivent dans un luxe relatif séparés de la population haïtienne. Commettant une erreur de communication désastreuse mais révélatrice, les Nations Unies ont déboursé 10 millions de dollars pour la location de deux bateaux de croisière, l'Ola Esmeralda et le Sea Voyager– surnommé par le personnel de l'ONU le «bateau de l'Amour» – destinés à loger des responsables du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et de la MINUSTAH.

Edmond Mulet, ancien diplomate guatémaltèque qui dirige la mission de l'ONU, a expliqué aux journalistes que les bateaux étaient destinés à récompenser le personnel de l'ONU pour leur travail. «*C'est le moins que nous pouvions faire pour eux*», a-t-il déclaré. *Ils travaillent 14 à 16 heures par jour. La région était en ruines. Les conditions de vie sont épouvantables*».

(…) La MINUSTAH, pendant ce temps, occupe le pays depuis 2004, avec des soldats venant du Brésil et de plusieurs autres pays, dont Israël. À eux trois, Mulet, Ban Ki-moon, le Secrétaire Général de l'ONU et le général brésilien Luiz Guilherme Paul Cruz ont fait grimper les effectifs des forces d'occupation de l'ONU à 8.940 soldats et 4.391 policiers.

L'occupation du pays par les Nations Unies revient à plus de 51 millions de dollars par mois. Les soldats de l'ONU ne parlent pas le créole haïtien. Conjointement avec la police haïtienne formée par les US, ils patrouillent dans les quartiers pauvres, arrêtant les opposants politiques pour les incarcérer et réprimant la contestation.

Tout comme ils l'ont fait sitôt après le séisme, les gouvernements étrangers et les médias ont monté en épingle les menaces de violences dans les camps de réfugiés pour justifier une augmentation de la présence militaire. Les exemples de viols et de violences sexuelles envers les femmes sont, certes, un véritable problème. Mais ni les troupes de l'ONU ni la police haïtienne ne sont aptes à les régler.

En fait, un tas d'enquêtes sur les droits humains ont révélé des violations des droits humains commises à la fois par la police haïtienne et les forces de la MINUSTAH. En 2007, la MINUSTAH a expulsé 114 soldats srilankais après qu'ils ont été accusés de viol et de mauvais traitements sur les enfants. Au cours de la crise actuelle, des femmes haïtiennes ont accusé des soldats de l'ONU et des policiers de leur avoir imposé des rapports sexuels en échange de nourriture et d'aide humanitaire.

Pour traiter véritablement les causes de la violence et des viols dans les camps, les grandes puissances devraient résoudre les conditions de vie épouvantables dans les camps – cela même pour quoi elles se sont défilées. Dépenser 51 millions de dollars pour l'armée et la police ne peut qu'accroître la violence – la violence de forces de répression sur des populations excessivement pauvres – surtout quand elles protestent contre la détérioration de leurs conditions de vie.

En juin denier, des manifestations ont eu lieu partout en Haïti pour protester conte l'occupation de la MINUSTAH et l'administration Préval. Des graffiti peints sur les ruines de Port-au-Prince dénoncent l'ONU, les U.S., les ONG et Préval.

De nombreuses manifestations et de nombreux graffiti réclament le retour d'Aristide. Ils protestent également contre les membres de la commission électorale de Préval triés sur le volet, qui vont encore sans doute continuer à exclure le parti politique le plus populaire dans le pays, le Fanmi Lavalas d'Aristide, ce qui truquerait ainsi les élections prévues pour le 28 novembre.

Les hauts responsables de la MINUSTAH ont dit clairement que leur principal souci était la résistance croissante et leurs soldats s'en sont pris aux manifestants. Par exemple, le 23 mai, les soldats de l'ONU se sont déchaînés dans l'énorme camp de réfugiés, installé face au Palais National, lançant du gaz lacrymogènes et tirant des balles de caoutchouc pendant des heures. Le jour même, des soldats de la MINUSTAH envahissaient l'Université d'Haiti lançant également des gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc sur une manifestation d'étudiants.

L'espoir pour Haïti réside dans sa résistance nouvelle contre l'occupation coloniale. Seule la résistance peut forcer les forces internationales à verser les aides promises – et veiller à ce que les aides servent véritablement les intérêts des paysans, des ouvriers et des habitants des villes pauvres. Comme l'a déclaré Jacqueline Chérilus, une étudiante en médecine de 22 ans à l'Université Lumière: «*Aux US-américains et à tous ceux qui ont envoyé des tentes : on en a marre de tout ça, des sempiternelles tentes et des sempiternelles bâches. Ce qu'il nous faut, c'est la reconstruction. Vous voyez la force des pluies actuellement? Les tentes ne peuvent pas résister contre cette pluie. Combien de temps encore pouvons-nous vivre sous des tentes ? On ne peut pas vivre deux ou trois ans sous des bâches. Il nous faut des maisons. Bientôt il va y avoir des ouragans et des inondations. L'aide humanitaire est mal organisée et mal répartie. Il y a des tas de gens qui ne reçoivent aucune aide. Pour avoir une aide véritable, il faut un changement social*».

En dehors d'Haïti, les militants doivent exprimer leur solidarité envers le mouvement de protestation naissant contre l'occupation et pour le développement dans l'intérêt des paysans, des ouvriers et des habitants pauvres des villes. Nous devons présenter diverses revendications: d'abord, nous devons soutenir le droit d'Haïti à l'auto-détermination. Ce sont les Haïtiens et leur gouvernement qui doivent contrôler la reconstruction de Port-au-Prince et du reste du pays, et non pas les puissances impériales, leurs entreprises privées, l'ONU et les ONG.

Nous devons réclamer les aides promises à l'état haïtien afin qu'il puisse mieux répondre aux besoins de logements, de soins médicaux et d'éducation.

Nous devons également appeler la fin de l'occupation du pays par l'ONU et la fin de l'interdiction de retour de Jean-Bertrand Aristide. De plus, le parti d'Aristide, Fanmi Lavalas, la force politique la plus populaire du pays, doit être autorisée à participer aux prochaines élections.

Outre les aides dérisoires qu'ils ont promises, les Etats-Unis, la France et le Canada doivent payer des dommages et intérêts pour les préjudices qu'ils ont fait subir à Haïti. La France peut commencer à rembourser les 21 milliards qu'elle a extorqués au pays quand il avait obtenu son indépendance.

Ce n'est que quand les Haïtiens auront le droit de décider de leurs propres choix économiques et politiques qu'Haïti pourra les mettre en œuvre dans l'intérêt de sa population.

*__Ashley Smith__ : écrivaine et militante de Burlington, Vermont. Ses articles sont souvent publiés dans Socialist Worker et l' International Socialist Review.

Source: *The Betrayal of Haiti*, Dissident Voice, 2 août 2010

Des bassines et du zèle 5 août 2010

Afghanistan

Suite de la page (12)

du gouvernement américain en Afghanistan en citant la violence de la résistance de la population afghane à l'occupation néocoloniale. Il n'y a pas d'équivalence politique ou morale entre les deux.

Comme le grand marxiste Léon Trotsky l'écrivait dans Leur morale et la nôtre : « *Que de méprisables eunuques ne viennent pas soutenir que l'esclavagiste qui, par la ruse et la violence, enchaîne un esclave est devant la morale l'égal de l'esclave qui, par la ruse et la violence, brise ses chaînes* ! »

Qui est M. Gates pour donner des leçons à quiconque sur la « culpabilité morale » ? L'homme qui supervise le massacre de masse de la population afghane par l'armée américaine aujourd'hui est un bureaucrate endurci de la terreur d'État. Le livre qu'il a publié en 1996 en sa qualité d'initié de la politique américaine, intitulé à juste titre *From the Shadows* [Dans les ombres], fait état de son rôle dans les plus grands crimes de l'impérialisme américain dans les années 1970 et 1980.

Analyste de la CIA et collaborateur du conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski durant les années 1970, Gates était un haut fonctionnaire de la CIA dans les années 1980. Il a noté comment la CIA a soutenu la milice UNITA en Angola, responsable pour la mort de dizaines de milliers d'Angolais. Gates a aussi expliqué comment la CIA a miné les ports du Nicaragua pour aider les contras (les rebelles de droite) et a autorisé la rédaction d'un « manuel de meurtre », qui donnait des instructions sur la façon de réaliser les assassinats politiques.

Gates est impliqué depuis le tout début dans la politique criminelle de Washington en Afghanistan. Bien avant l'invasion de ce pays par l'Union soviétique, les Etats-Unis offraient déjà un soutien financier secret aux forces islamistes qui s'opposaient au gouvernement afghan soutenu par les Soviétiques. L'objectif des Etats-Unis, comme l'expliquait un officier de l'armée en mars 1979 dans une réunion que Gates décrit, était « *d'entraîner les Soviétiques dans un bourbier comme ce que fut le Viet Nam* ».

A cette époque, écrit Gates, les Etats-Unis ont signé des accords secrets avec l'Arabie saoudite et le Pakistan qui visaient à assembler « *un pipeline logistique extraordinaire de fournisseurs du monde entier. La table était mise pour la vaste expansion à venir d'aide extérieure, entièrement sous la direction de la CIA*. » Comme il est bien connu, la chaîne d'approvisionnement, « entièrement sous la direction de la CIA » comptait dans ses rangs Oussama bin Laden et ses associés politiques. C'est là l'origine du mouvement al-Qaïda, l'organisation qui a réalisé les attaques terroristes du 11-Septembre.

Quand le Kremlin a envahi l'Afghanistan, la CIA a financé et soutenu des milices sous la direction de seigneurs de guerre islamistes d'extrême-droite. Gates sait que cela ne pouvait que finir en désastre pour le peuple afghan. Il écrit : « *Personne ne doit avoir d'illusions sur ceux qui s'alliaient politiquement, que ce soit avant ou après la défaite de l'URSS. En tout cas, personne à la CIA n'avait de telles illusions*. »

L'Afghanistan est ravagé par la guerre civile depuis. Même si cela n'est pas rapporté dans les médias américains, qui n'ont aucune considération pour une vie afghane, des millions d'Afghans sont morts en conséquence de cette guerre civile.

La campagne médiatique contre WikiLeaks montre l'état de dépravation régnant dans le milieu politique américain. Les médias et l'État ne peuvent pardonner à Assange et ses sources d'avoir eu le courage d'exposer aux yeux de tous les crimes de tout l'establishment politique. La somme des documents que ce site a rendu public donne à la Cour pénale internationale les matériaux dont elle a besoin pour poursuivre les administrations Bush et Obama pour crimes de guerre et les principales personnalités des médias américains pour complicité.

Toutes les accusations contre Assange et ses sources en rapport avec la publication de ces documents doivent être levées et des accusations portées contre les criminels de guerre à Washington.

Wsws 5 août 2010

Colombie: l'avis de la Cour Constitutionnelle sur les 7 bases US, sera rendu le 17 Août

La Cour Constitutionnelle Colombienne commence ce mardi à analyser une demande d'inconstitutionnalité, concernant l'accord militaire controversé signé entre la Colombie et les Etats Unis, selon lequel des militaires US pourraient utiliser des bases dans le pays andin.

Le président de la Cour Constitutionnelle, le magistrat Mauricio González, a déclaré ce matin que commenceront les délibérations et que le Haut tribunal a jusqu'au 17 Août prochain pour émettre son jugement..

Le magistrat Iván Palacios, chargé d'étudier la demande, a signalé récemment dans un rapport que la signature de cet accord, en octobre 2009, n'avait pas été soumise aux exigences légales et que, comme il s'agissait d'une convention différente de celles qui l'avaient précédée, elle aurait dû passer par le Congrès pour son approbation.

L'accord, qui selon le gouvernement Colombien est dans la continuité d'un autre pacte bilatéral en vigueur depuis 1974, permet aux soldats et agents des Etats-Unis, l'accès et l'utilisation d'au moins sept bases militaires dans le pays, pour la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic.



Mauricio González Cuervo, président de la Cour Constitutionnelle de Colombie

L'accord a été très critiqué dans plusieurs pays d'Amérique Latine, particulièrement au Vénézuéla où le président Chávez le considère comme une menace pour le Vénézuéla et pour la région.

Bogota le 3 Août 2010

Message de Gerardo Hernández Nordelo



Le héros cubain Gerardo Hernández, prisonnier politique aux États-Unis

Dans la matinée du mardi 3 août 2010, Adriana Pérez, épouse du héros cubain Gerardo Hernández, prisonnier politique aux États-Unis, a reçu de lui le message suivant, par l'entremise des camarades du Comité International pour la liberté des cinq.

Chers frères,

Ces mots, j'espère les dicter par téléphone, c'est pourquoi je dois être bref, et de ce fait, ne peuvent pas dire tout ce que je désire, pour qu'ils ne coupent pas la communication. Hier ils m'ont sorti du « trou »avec la même rapidité qu'ils avaient mis à m'y entrer. Ils m'ont mis supposément sous investigation. Les investigations peuvent durer trois mois, des fois plus, mais là ça n'a été que 13 jours. Comme dirait une journaliste cubain bien connu: tirez-en vos propres conclusions

Je veux vous exprimer ma reconnaissance profonde. Vous savez déjà que c'était des jours particulièrement difficiles, à cause de la chaleur excessive et du manque d'air, mais vous avez été mon oxygène. Je ne trouve pas de meilleure manière de résumer l'énorme importance de vos efforts solidaires. Merci beaucoup à toutes les compagnes et compagnons de Cuba et du monde qui ont uni leurs voix pour condamner ma situation. Aux institutions, aux organisations et aux personnes de bonne volonté, d'une manière ou d'une autre, qui ont essayé de mettre une fin à l'injustice.

À notre Président Raúl, qui nous honore tellement de son appui. Au Parlement cubain et à son Président Ricardo Alarcón, lutteur infatigable pour la cause des Cinq. À mes 4 frères, qui m'ont fait parvenir leur message de soutien qui ont souffert et vivent sous le danger constant de recommencer à subir des abus similaires. Et naturellement, à notre aimé Commandant en Chef : merci pour tant d'honneur! (Je ne sais pas si je dois le dire, mais seulement pour avoir eu le privilège, d'écouter mon nom dans la voix de Fidel, cela me donne le désir de remercier aussi ceux qui m'ont mis au « trou »)

Merci Commandant, pour la joie de vous écouter et de vous voir si grand comme toujours!

Merci à tous pour avoir démontré une fois de plus le pouvoir de cette solidarité qui sans doute aussi, un jour, nous rendra libres.

¡La lucha continúa! Un fuerte abrazo,

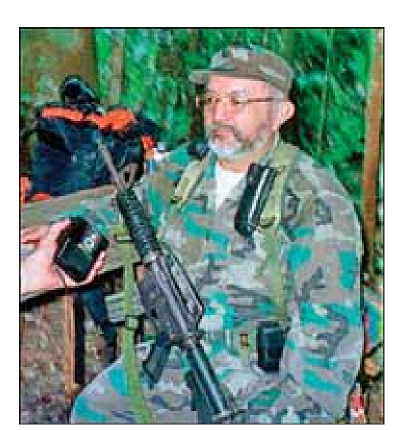
Gerardo Hernández Nordelo
Prisión Federal de Victorville, CA
Agosto 3, 2010

Traduction de Danielle Bleitrach pour Changement de société 4 Août 2010

Un Policier confesse qu'il a manipulé l'ordinateur de Raúl Reyes !

La fin du mandat d'Uribe tourne au déballage, non seulement on ne cesse de découvrir des fosses où sont enterrés des milliers de cadavres de paysans assassinés par l'armée qui prétendait faire du chiffre en tuant des paysans comme des guerilleros, mais Uribe est poursuivi pour espionnage et écoute téléphonique y compris de magistrats de la Cour Suprême. Et voici que, comme cela était évident, un policier confesse qu'il a trafiqué l'ordinateur de Reyes le commandant des Farc assassiné en Equateur. C'est ce personnage nauséabond méprisé de toute l'Amérique latine que l'Union Européenne a sollicité pour faire partie de la Commission chargée d'examiner l'affaire de la flotille de Gaza.

Le 5 août 2010, Ronald Coy, enquêteur de Police et témoin dans le jugement qui est mené contre la syndicaliste Liliana Obando pour ses supposés liens avec les forces armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), a confessé devant le tribunal avoir manipulé l'information qui se trouvait sur les ordinateurs du défunt chef de la guerilla Raúl Reyes



Raul Reyes le commandant des Farc assassiné en Equateur

avant de les mettre à la disposition de la Justice.

A la question posée par la partie judiciaire de savoir si « *il avait ouvert l'ordinateur et l'avait manipulé avant que cette machine fut soumise au contrôle des autorités légales, sans qu'existe alors d'autorisation légale pour cela* », le policier a répondu « Sí señor ».

L'avocat de la défense, Eduardo Matías, a déclaré ultérieurement au service d'information CM& que, avec les confessions de Coy, les accusations contre Obando, de la Fédération Nationale Syndicale Unitaire Agropecuaria (FENSUAGRO), avaient perdu toute base juridique. « *Il y a évidence d'une manipulation de la part d'un fonctionnaire judiciaire outrepassant le droit et un abus d'autorité qui viole le processus normal et c'est pourquoi la preuve ne peut pas être prise en compte comme preuve à l'intérieur d'un processus pénal* », a remarqué l'avocat.

La Direction de la Police judiciaire (DIJIN) et le Ministère public ont arrêté Obando en août 2008 pour ses liens présumés avec les FARC. Selon l'enquête, cette femme faisait partie de la commission internationale des FARC et dans l'ordinateur de Reyes est apparu un abondant matériel sur ses activités illégales, en plus des courriels personnels qui permettent de conjecturer qu'Obando maintenait une relation sentimentale avec le commandant décédé.

ColPrensa / EuropaPress
5août 2010

Note et Traduction Danielle Bleitrach pour changement de société 8 août 2010

Afrique du Sud: les fonctionnaires manifestent pour de meilleurs salaires



Les fonctionnaires sud-africains, dont les syndicats appelaient à faire une grève mardi, ont manifesté dans plusieurs grandes villes du pays pour réclamer des augmentations de salaires

Dans une ambiance festive, des milliers de manifestants ont commencé à marcher mardi matin jusqu'au siège du gouvernement Union Buildings à Pretoria pour réclamer 8,6% d'augmentation alors que le gouvernement propose une hausse de 6,5%.

Ils défilaient en chantant, armés de pancartes avec l'inscription, "Vous voulez payer des cacahuètes? Employez des singes" ou encore "On attend une augmentation" accompagné du dessin d'un squelette. *« Je suis enseignant et j'ai besoin de reconnaissance. En tant que profs, nous sommes en colère et nous avons faim. Un enseignant ne peut même pas acheter une maison »*, a déclaré à l'AFP John Molebedi, professeur dans un lycée.

Au Cap (sud-ouest), des fonctionnaires ont également commencé à marcher jusqu'au Parlement en milieu de journée. Plus de 1,3 million de fonctionnaires étaient appelés mardi par leurs syndicats à la grève, qui devait surtout avoir des répercutions sur les écoles et les hôpitaux. Ils ont menacé de durcir leur mouvement si leurs demandes n'étaient pas acceptées.

En juin, les syndicats de fonctionnaires avaient abandonné leur menace d'organiser une grève pendant la Coupe du monde de football. Des mouvements sociaux ont lieu traditionnellement durant l'hiver austral, période de négociations salariales en Afrique du Sud. Quelque 31. 000 employés de constructeurs automobiles ont prévu de faire grève mercredi pour obtenir 15% d'augmentation de salaires.

Les syndicats, qui ont joué un rôle important pendant la lutte contre l'apartheid, représentent des alliés clés pour le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC).

Des tensions ont cependant surgi sur la question des salaires et plus généralement sur la politique économique de la première puissance économique du continent africain.

En 2007, des centaines de milliers de fonctionnaires avaient observé une grève de quatre semaines pour réclamer de meilleurs salaires. Les écoles avaient dû fermer leurs portes et les hôpitaux fonctionnaient au ralenti avec l'aide de l'armée et de volontaires civils. Cette grève est la plus longue qu'ait connu l'Afrique du Sud depuis la fin du régime ségrégationniste blanc en 1994.

Jeune Afrique 10 Août 2010

The Drama of Haiti's Internally Displaced

continued from p(9)

Haitian government awarded on Jul. 12 for hosting IDPs on their campus. It wasn't mentioned at the awards ceremony that the IDPs had been forcibly evicted and relocated to Camp Carredeux. Furthermore, the IAT documented that some 2,500 people from Carredeux had their tents bulldozed without warning in order to make room for IDPs being evicted from St. Louis de Gonzague.

The same people were bulldozed a second time a week later. They moved farther up the hillside but remain without any water, sanitation or assurances that they will not be bulldozed again. They currently rely on water buckets brought from neighboring camps to cook their food.

So, rather than clearing rubble from the streets, bulldozers are plowing over the tents of undesired "squatters" only to resettle IDPs expelled from elsewhere. In this way, IDP families are criminalized, excluded from the decision-making process, and told little about what is going on, least of all when or if the cycle of forced expulsions will end.

According to Nicole Phillips, an IJDH lawyer, "*camp organizers, claiming to operate under the authority of the UN's Camp Coordination and Management Cluster, erected a physical barrier to segregate the residents who had been relocated from Lycée St. Louis Gonzague from the community who had originally settled there after the earthquake. The new residents were labeled the 'official' camp residents. The 'official' camp residents received identification cards that allow them to access food, water and medical treatment that non-governmental organizations regularly supply on-site.*"

Thus UN and NGO workers are arbitrarily segregating camps into "legitimate" IDPs and those who are not. This is the obscene result of a bureaucratic machine that gives priority to the rights of purported "private property" owners over the rights of IDPs, creating "haves" and "have-nots" even among people who have lost everything. Although "legitimate" IDPs have been smuggling buckets of water to the "haves nots" in Carredeux, one community leader noted that "*two buckets of water per family per day is nothing, after cooking there is nothing left with which to clean ourselves or wash clothing.*"

Camp de l'Aéroport (Airport Camp), Airport Road

This camp houses some 310 families (approximately 2,000 people), marooned there since the earthquake. Non-drinkable water, showers and latrines are provided to residents by the Red Cross, but nothing more. With cruel irony, the camp is located across the street in full view of a huge warehouse with a tantalizing "*Food for the Poor*" written across the facade, but the families at the camp have been forbidden access and never received food from any other organization.

The conditions in the camp are a public health disaster. There are rats and a reeking sewage swamp approximately two feet deep which spawns mosquitoes. Another sewage swamp is growing at the far corner of the camp because a neighbor blocked the water which runs through the camp from crossing onto his property. There is a toddler crawling on the mud floor of his tarp home perched right beside this cesspool due to overcrowding. Residents say the swamp has existed for almost three months and that when it rains, the sludge raises up to people's knees.

A Haitian man named Gilbert Craan claims to own the land and operates warehouses on the property. Craan has been trying to forcibly expel the families since April, threatening the residents to leave five times, twice accompanied by as many as 24 PNH officers who pointed their guns at camp residents. While being terrorized by the PNH, residents had to raise a white flag declaring "*We are not at war; we are internally displaced people.*"

It's hard to believe anyone would cling to such an awful, hazardous camp, but the state has provided residents with no place to relocate. Craan's claim to the land, like most Haitian private property, is highly disputed. According to Mario Joseph: "*All land in Haiti is controlled by the elite through years of bribery and corruption.*" He estimates that, "*in as much as 70% of forced expulsions, the land claims are disputable.*"

But even if landlords can prove their legal title to the property, according to Privat Précil, former Director General of the Ministry of Justice (from 2003 – 2004) and a Haitian attorney with extensive experience in land rights, Haitian law draws from the Napoleonic code, which permits "*squatting*" until a justice of the peace issues a letter stating that people are living illegally on the land, and a court serves an eviction warrant, which can take two years or more. These rules apply not only to legal tenants, according to Précil, but to anyone living on a landowner's land.

Most expulsions of IDPs taking place today rely on lawless methods: the cutting off of power, water, food, preventing access, threats, harassments and the use of force. "*Holding an axe over the heads of the IDPs is a tool that we have seen used in many different camps: threatening violence, then setting a date; it has worked in many areas*" said the IAT's Mark Snyder.

"*Securing camps is our priority,*" said MINUSTAH's Gen. Geraldo Chaumont at a Jul. 29 press conference. "*We have a permanent 24 hour presence, seven days a week in five camps. This does not mean the rest are not left to the hands of fortune. We have patrols.*" Chaumont claimed there are 700 camps (meaning camps with more than 100 IDPs, smaller ones are dubbed "phantom camps") while the official count in June was around 1,342 camps. Security for five out of some 1,342 camps is not even 0.4%.

Elsewhere, MINUSTAH officers and police have stated that they understand that the patrols are not effective to prevent rape, violence, or attacks from the armed aggressors, even thought their stated mandate is "*protecting civilians' human rights.*" Chaumont goes on to say, "*Our experience in other countries indicates that when there are security problems in camps, people leave. This is not the case here. Camps are even known to grow.*"

(To be continued)

Soti nan paj 6

Se nan kontèks sa a, direksyon jounal Ayiti Libète ap fè tout moun konnen: Nou pa nan pran lang ak okenn ansyen GNbis. Nou pa lan tèt kole ak okenn pati politik ki dakò se anbasad meriken ki pou deside sou desten peyi a. N ap fè referans ak tout restavèk ki t al plenyen bay anbasadè Kenneth Merten ak Cheryl Mills, chef kabinè Hillary Clinton lan nan reyinyon jedi 5 out ki sot pase la a. Pa gen okenn diferans ant Preval ak yomenm. Pa gen okenn divèjans ant yo ak Preval. Se yon senp kesyon konpetisyon pou montre okipan an, yo pi fidèl, yo pi sensè pase Preval.

Noumenm nou di : Eleksyon sa a pap pote okenn solisyon nan pwoblèm fondamantal peyi a ap travèse la a. Okontrè se anpire l ap anpire l pi plis. Se poutètsa, nou pa sipòte okenn kandida nan eleksyon pikekole, eleksyon fo mamit fòs enperyalis yo ap prepare pou destabilize peyi a pi plis. Non sèlman sa, n ap mande tout manm jounal la pou yo respekte pozisyon sa a. N ap siyale yo tou, menmlè nou pran pozisyon klè kont eleksyon yo, sa pa vle di nou voye moun al patisipe nan okenn zak pou kraze eleksyon. Nou se yon jounal pwogresis k ap mennen yon batay ideyolojik kont diferan klas dominan ak pisans enperyalis yo. Nou pa nan fè pwovokasyon, ni krazebrize.

Pou noumenm, yon sèl ijans peyi a genyen se bay mas popilè yo "lapè nan tèt ak lapè nan vant". Apresa nou ka pale sou kesyon eleksyon.

Wòl pa nou, se kontinye akonpaye mas pèp la nan batay l ap mennen pou l kab jwenn liberasyon l pou yon chanjman total kapital.

Aba eleksyon seleksyon !

Aba okipasyon peyi a!

Viv yon mouvman popilè òganize!

Viv yon Ayiti lib e endepandan !

Berthony Dupont

Suite de la page (14)

Si j'écris ce billet, c'est simplement pour mettre en garde l'intelligence du lectorat non vraiment imbu de la chose haïtienne contre la fausseté ténébreuse de ce langage éludant les vraies questions et versant dans la logorrhée facile d'une dichotomisation « tribale », ineptie loquace où, n'importe qui dit n'importe quoi, sans déceler leur propre complexe d'infériorité ethnique. Car des ethnocentristes 'mélanophobes' (terme que je substitue à négrophobe qui renvoie trop à la fausse et inexistante idée de race) haineux et dénigreurs de toute altérité de phénotype, fouinant l'occasion, furetant en toute circonstance, une preuve d'infériorité d'autrui justifiant l'amenuisement et le dénigrement de tous ceux qui leur sont différents, ne manqueront pas de trouver dans le type de langage de Wilson S., matière à inspiration pour leur racisme larvé, inassumé et inavoué

Hélas ! Là où essentiellement Fanon a démasqué psychanalytiquement les racines du racisme et ses fondements langagiers et linguistiques, là où des intellectuels antiracistes de toute ethnie, ont pu faire effacer les rires de nègres idiots « nègres y a bon banania » sur les murs des métropoles occidentales, certains contemporains, un haïtien en l'occurrence, par indolence ridicule et mignardise langagière pour plaire à des secteurs obscurs voire obscurantistes, sans s'en rendre compte, réhabilitent en faraud, l'imposture raciste en lui prêtant le flanc par le langage !

Je voudrais, à ce stade de cette mise au point, demander à M. Wilson S. : Des créoles et des bossales, de quelle catégorie, il relève? La misère matérielle infligée aux masses d'Haïti, appelant le misérabilisme discursif de certains, la lecture de la chose haïtienne se voit dénaturée, précipitée dans l'Érèbe planifiée où la pertinence de la pensée interrogeante pour l'intellection des faits, semble désormais ostracisée, prohibée !

Le changement, la seule transformation qui peut améliorer le sort des peuples totalement broyés par l'exclusion et la souffrance sera systémique et libre des hégémonies de toutes sortes ou il ne sera pas. Le changement ne viendra pas d'élections décidées, programmées, financées par les grandes puissances impérialistes, se jouant des votants utilisés comme alibi de légitimité du pouvoir des politiciens élus pour appliquer les politiques exterminatrices des puissances étrangères néocolonialistes en complicité avec les élites scélérates sur place.

Bellaciao 7 août 2010

Suite de la page (8)

République dans ses prises de décisions. Or, il est bruit que la candidature des personnalités comme Leslie Voltaire, Jacques Edouard Alexis et tant d'autres seraient très mal vue de la présidence. Cela pourrait à juste titre faire échec au plan macabre que concocte le clan du Palais, souhaitant à tout prix passer la torche du pouvoir à l'insignifiant Jude Célestin. De l'avis général en Haïti comme dans la diaspora, Jude Célestin devrait prendre « Carnet » pour cause de décharge, puisque jeudi soir encore, au moment de sa désignation officielle comme porte drapeau du parti du Président, Jude était encore Directeur général du CNE.

Même l'avis favorable de la Cour Supérieure des Comptes et des Contentieux Administratifs qu'il a brandi lors de son inscription samedi après midi et presqu'en catimini, n'est pas valable. Puisque, pour que cette institution vous délivre ce document même en urgence, il lui faut un minimum de trois jours francs. Le temps d'investiguer sur la gestion du demandeur. Selon une source digne de foi, à aucun moment Jude Célestin n'avait fait cette demande. Même après que son nom soit apparu dans le quatuor des candidats possibles de la Plateforme Inité, rien n'est fait. Jude Célestin n'a pu décrocher ce parchemin que vendredi soir ou samedi matin avant de se rendre au CEP. Alors qu'on sait, en dépit des débats qui font rage dans les médias sur la question de décharge du désormais candidat de MPH (Mouvement pour le Progrès Haïtien) Jacques Edouard Alexis, que sa demande a été faite depuis le 16 février 2009 auprès des deux Chambres de l'Assemblée Nationale.

Seule la Chambre des députés a donné suite à sa demande. Tandis que, Kely C. Bastien, le Président du Sénat n'a jamais répondu. *Haïti Liberté* a pu se procurer une copie des deux lettres adressées aux deux Présidents et la réponse du Président Louis-Jeune Lévaillant de la Chambre des députés sur cette affaire de décharge sur la gestion de l'ex-Premier ministre pour la période allant du 9 juin 2006 au 4 septembre 2008. On aura compris, qu'on soit pour ou contre l'élection présidentielle du 28 novembre prochain, que c'est une autre paire de manche. La réalité est que le clan au pouvoir semble prendre toutes les dispositions afin que le changement souhaité ne touche seulement que la tête de sorte que l'essentiel demeure entre leurs mains. D'où l'importance de faire barrage à ces grands mangeurs qui n'ont rien à faire des institutions et de la gestion des choses publiques.

Premiers Soins *(1e partie)*

Par Dòk Fanfan

Il ne fait aucun doute que lors d'une urgence médicale/chirurgicale, il faut absolument composer le numéro de téléphone pour le Service d'aide médicale urgente y compris le 911 aux Etats-Unis. En principe une ambulance accourt sur les lieux de l'urgence. Des secouristes entraînés se chargent de dispenser les premiers soins adéquats jusqu'à ce que le patient arrive à l'hôpital. Il n'empêche que les premières minutes peuvent être vitales pour la personne en danger et tout individu doué de bons sens et de sang-froid, dans l'entourage immédiat, devrait être à même de commencer à procéder au «plus urgent de l'urgence»comme indiqué dans les soins ci-dessous-mentionnés, en attendant qu'arrive l'ambulance/911.

Que faire en cas d'hémorragie externe?

I. Hémorragie d'un vaisseau

Deux cas de figure peuvent se présenter :

1. C'est une artère ou une artériole (petite artère, doigt par exemple) :

De façon typique, le saignement se fait en **<u>jets saccadés</u>**, d'autant plus importants que l'artère est plus grosse (artère de la jambe par exemple). Si c'est une grosse artère, garder son sang-froid, appeler les secouristes mais surtout ne pas regarder saigner sans rien faire : il faut **COMPRIMER l'artère en amont**. Les secouristes connaissent les points de compression, mais sans être secouriste il suffit de réfléchir : le sang vient du coeur, donc sous le niveau du coeur comprimer au-dessus du saignement, et inversement.

Si on ne sait plus, comprimer carrément là où ça saigne (cuir chevelu par exemple). Si c'est une grosse artère : la fémorale, par exemple, près de l'aine, allez-y carrément avec le poing fermé et de tout votre poids ! ! Et rester ainsi en attendant les secours.

<u>Pas de garrot</u> sauf en cas de force majeure (le desserrer alors légèrement toutes les 10 minutes pendant quelques secondes et noter l'heure de la mise en place)

2. C'est une veine :

Le **saignement est continu, <u>non saccadé</u>**. En général il est moins préoccupant sauf pour les grosses veines. La compression directe et la mise en place d'un pansement compressif (un peu serré, sans faire garrot) suffisent pour régler le problème, sinon appeler l'ambulance.

3. Un cas à part : les hémorroïdes

Elles saignent facilement peu ou prou mais ça s'arrête tout seul, sinon là encore il faut COMPRIMER. **En résumé,** ne pas laisser « pisser le sang », COMPRIMER...

II. Saignement de nez (épistaxis)

Faire exactement l'inverse de l'attitude populaire habituelle.

Moucher vigoureusement, mettre la tête en avant, et comprimer la partie antérieure du nez (celle qui est molle) entre le pouce et l'index pendant 10 minutes (montre en main). Une fois le saignement arrêté, vérifiez l'absence d'écoulement de sang dans la gorge après avoir fait boire de l'eau froide.

Evitez alcool et aspirine dans les 48 heures qui suivent. Si l'hémorragie ne s'arrête pas, appeler l'ambulance/911.

III. Hémorragie dentaire

Ou bien ça saigne plus de 20 minutes après une extraction dentaire ou bien il y a reprise du saignement quelques heures après l'extraction. C'est souvent dû à la prise d'aspirine (200 spécialités pharmaceutiques en contiennent) avant ou après l'extraction. Et l'aspirine (acide acétyl salicylique) fait saigner.

Si le patient est sous anticoagulants, le faire hospitaliser.

Faire cracher et rincer la bouche à l'eau (froide), puis placer un coin de compresse dans l'alvéole de la dent extraite, puis faire serrer la mâchoire 10 minutes.

Quand l'hémorragie est arrêtée, sucer des glaçons, éviter tout aliment chaud et tout alcool (ça fait saigner aussi).

Si l'hémorragie n'est pas arrêtée, appeler le dentiste ou se rendre au service d'urgence d'un hôpital.

IV. Du sang dans les urines (hématurie)

Il faut voir un médecin. Les examens appropriés détermineront la source de l'hémorragie de façon à décider de l'intervention nécessaire... Se rappeler que les betteraves rouges consommées dans les heures précédentes ou certains médicaments colorent les urines en rouge. En principe, le patient aura déjà été informé par le médecin traitant, le pharmacien ou la notice du médicament.

Président des Etats-Unis, faites-le !

Suite de la page (13)

d'années d'évolution. Or, ces deux cents dernières années, nous n'avons pas su veiller sur elle, nous l'avons transformée en une marchandise dont nous espérons tirer les plus gros profits. » « Toutes les formes de vie sur la planète sont désormais menacées, dont l'espèce humaine (les deux tiers de la population mondiale survivent au-dessous du seuil de pauvreté) et la Terre elle-même. Eviter que l'Apocalypse ne se précipite, exige la remise en cause des mythes de la modernité "marché, développement, Etat uninational "tous basés sur la raison instrumentale. »

Ce même jour, l'AFP informait : « La République populaire de Chine «désapprouve les sanctions unilatérales» adoptées par l'Union européenne contre l'Iran, a déclaré aujourd'hui le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jiang Yu ».

La Russie protestait énergiquement à son tour contre la mise en place de ces sanctions de la part de cette région étroitement alliée aux USA

Le 30 juillet, selon une dépêche de l'AFP, le ministre de la Défense israélien déclarait : « Les sanctions imposées à l'Iran par l'ONU [ ] ne lui feront pas interrompre ses activités d'enrichissement d'uranium, afin de fabriquer une bombe atomique ».

Le 1er août, selon une dépêche de l'AFP : « Un haut chef militaire des Gardiens de la révolution a mis en garde les USA contre une éventuelle attaque contre l'Iran ».

« Israël n'a pas renoncé à une action militaire contre l'Iran pour arrêter son programme nucléaire. « La communauté internationale, conduite par Washington, a récemment intensifié ses pressions sur l'Iran, l'accusant de chercher à se doter de l'arme nucléaire, sous prétexte d'un programme nucléaire civil. « Les affirmations de Javani ont précédé une déclaration du chef de l'Etat-major interarmes étasunien, Michael Mullen, qui a assuré dimanche que les USA avaient prévu un plan d'attaque contre l'Iran pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. »

Le 2 août, l'AFP faisait savoir, en même temps que les autres agences de presse : « «Je dois me rendre en septembre à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations Unies. Je suis prêt à m'asseoir face à face avec Obama, d'homme à homme, pour parler librement des affaires du monde devant les médias, afin de trouver la meilleure solution», a affirmé Ahmadinejad dans un discours diffusé par la télévision publique. « Mais le président Ahmadinejad a averti que le dialogue devait se baser sur le respect mutuel. « S'ils croient pouvoir agiter un bâton et nous dire que nous devons accepter tout ce qu'ils disent, ils se trompent », a-t-il ajouté. Les puissances occidentales « ne comprennent pas que les choses ont changé dans le monde », a-t-il précisé.

«Vous soutenez un pays qui possède des centaines de bombes atomiques, mais vous dîtes vouloir arrêter l'Iran qui pourrait éventuellement en avoir une un jour »

Les Iraniens ont déclaré qu'ils lanceraient cent missiles contre chacun des bateaux étasuniens et israéliens qui bloquent l'Iran dès qu'un seul cargo iranien serait arraisonné.

Ainsi donc, dès qu'Obama ordonnera d'accomplir la résolution du Conseil de sécurité, il décrétera la perte de tous les bâtiments de guerre étasuniens patrouillant, dans cette zone.

Il n'est échu une décision aussi dramatique à aucun autre président des USA. Il aurait dû le prévoir. Je m'adresse en l'occurrence pour la première fois de ma vie au président des USA, Barack Obama : Vous devez savoir que vous avez les moyens d'offrir à l'humanité la seule possibilité réelle de paix. Vous ne pourrez utiliser qu'une seule fois votre prérogative de donner l'ordre de tirer. Il se peut qu'après cette expérience traumatique, on trouve des solutions qui ne nous conduisent pas une fois de plus à une situation si apocalyptique. Tout le monde dans votre pays, même vos pires adversaires de gauche ou de droite, vous en saura assurément gré, ainsi que le peuple étasunien qui n'est absolument pas coupable de la situation qui s'est créée.

Je vous demande de daigner écouter cet appel que je vous lance au nom du peuple cubain. Je comprends qu'on ne saurait attendre une réponse rapide, ce que vous ne feriez jamais, d'ailleurs. Pensez-y bien, consultez vos spécialistes, demandez leur avis sur ce point à vos plus puissants alliés et adversaires internationaux.

Les honneurs ni les gloires ne m'intéressent. Faites-le ! Le monde pourra se libérer vraiment des armes atomiques et des armes classiques. La pire des variantes serait la guerre nucléaire, qui est d'ores et déjà virtuellement inévitable.

EVITEZ-LA !

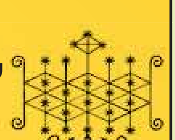
Fidel Castro Ruz
La Havane. Le 4 Août 2010

Yabofer Yabodi Yabola Botanica
1820 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-284-2237
347-204-6207

14 Août 1791 - 14 Août 2010



Dans l'esprit de la cérémonie de Bois Caïman, supportez les traditions haïtiennes!



3 x 3 Santa Barbara Botanica
Laider André
5700 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-262-7895

Brave Guede Nibo Botanica
Manmi Camme
Voyant Spirituel
5857 NE 2nd Ave., Miami, FL 33137
786-290-0061 • 786-356-9052

Twa Zòm Fò Botanica
Mambo Lucy
175 NW 62nd Street
Miami, FL 33150
786-357-1868

St. Nicolas Botanica
5600 NW 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-436-6921

Notre Dame des 7 Douleurs & Les 3 Hommes Forts Botanica
Mambo Betty
727 NE 128th St. North Miami, FL
786-278-5525

Isidor & Carmel Botanica
Mambo Marlène
164 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-758-8929

St. Isidor & Dantor Botanica
Mammy, Spiritual Consultant
13045 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-981-3182
786-380-9345

Vièrge Miracle et St. Philippe Botanica



Mambo Elsie Joseph
"Attend Dieu"
5910 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-879-5158

Trase Fouye Botanica



Mambo Marie
6235 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-244-7094

Dantor & Agarou Botanica
44 NE 167th Street,
North Miami, FL 33162



Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor & Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-945-2234

St. Gerard Botanica & Variety Store
Frantz François & Viergela Louis
5901 NW 2nd Ave. Miami, FL 33137
Shop: 305-759-4424
Cell: 786-267-2329

St. Jacques & St. Jean Baptiste Botanica
Ernst Tifat, Voyant Spirituel
5521 NW 2nd Avenue
Miami, FL 33127
305-801-9725 • 786-797-3813

Toute Division Botanica
Mambo Micheline
135 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786-306-2960



TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



VM TRUCKING LLC.
IS YOUR CONNECTION TO HAITI

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

In addition to PORT-AU-PRINCE, VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES

• ONE CALL DOES IT ALL •
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

WE WILL BEAT THE COMPETITION

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT
(973) 690-5363
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com



HAITIENS!

Renseignez-vous sur le TPS!

FAIT: Les applications doivent être envoyées par la poste avec timbre, indiquant une dâte avant/ou le 18 Janvier 2011.
FAIT: Vous vous inquiétez que vous serez déporté si votre application pour le TPS est rejetée?
Les Etats Unis ne déportent personne vers Haiti en ce moment.
FAIT: Appliquer pour une exemption de frais, n'affectera point votre habilité de gagner le TPS.
FAIT: Le TPS, pour les Haïtiens, peut être prolongé au-delà du 22 Juillet 2011 comme il a été prolongé pour d'autres pays.

Evitez les pièges et les fraudes!
Appellez le N.Y. State Immigration Hotline au

800-566-7636

(en dehors de NY 212-419-3737)
Pour trouver gratuitement ou à bas-prix, de l'assistance légale autorisée pour vous aider avec le TPS.

TOUS LES APPELS SONT CONFIDENTIELS

Un effort collaboratif de Church World Service, CAMBA Legal Services, Catholic Charities et le New York Immigration Coalition. Support donné par le Fund for New Citizens au The New York Community Trust, sur l'internet au www.nycommunitytrust.org.